

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ATTRIBUTION
DES
INDEMNITÉS D'ASSURANCES

(Loi du 19 Février 1889)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Mai 1900, à 8 heures 1/2

PAR

Camille GRONKOWSKI

Président : M. CHAVEGRIN

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN } professeurs.
ESTOUBLON }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ATTRIBUTION

DES

INDEMNITÉS D'ASSURANCES

(Loi du 19 Février 1889)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu le
5 Mai 1900, à 8 heures 1/2

PAR

Camille GRONKOWSKI

Président : M. CHAVEGRIN

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN } professeurs.
ESTOUBLON }



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE DE L'ATTRIBUTION SPÉCIALE

On s'est demandé pendant longtemps si l'indemnité due à la suite d'un sinistre par une Compagnie d'assurances devait être considérée comme représentant la chose vendue et si l'on devait l'attribuer par préférence aux créanciers ayant privilège ou hypothèque sur cette chose. Fallait-il au contraire ne voir dans cette indemnité que l'équivalent des primes payées par l'assuré ? N'était-ce qu'une créance mobilière semblable à d'autres et sur laquelle tous créanciers saisissants avaient des droits égaux ?

L'assurance était encore à l'état embryonnaire au début de ce siècle, lors de la confection du Code Napo-

l'éon, qui ne s'est pas occupé de la question. Mais, plus tard, et en peu de temps, cette industrie ne tarda pas à s'étendre de façon remarquable, à entrer dans les mœurs, à gagner la confiance générale; et l'on vit bientôt des créanciers hypothécaires ou privilégiés réclamer comme leur gage exclusif cette indemnité d'assurances que les autres créanciers, simples chirographaires, affirmaient appartenir à tous.

La prétention des premiers était, il faut le dire, naturelle et logique, car le droit à l'indemnité prenait naissance par suite de la perte de leur gage, et la plus stricte équité devait exiger qu'elle le remplaçât. Cette théorie sembla triompher au début, avec deux arrêts, l'un de la Cour de Colmar (25 août 1826), l'autre de la Cour de Rouen (27 décembre 1828). Mais la Cour suprême s'opposa formellement à ce contrat de jurisprudence et cassa les arrêts précités (28 juin 1831) (1).

La doctrine, très divisée et ne s'illusionnant pas sur le caractère peu équitable de la jurisprudence de la Cour de cassation, demanda une réforme au législateur. En 1841 on s'occupait activement de la réorganisation du régime hypothécaire en France. A cette occasion, un grand questionnaire était adressé aux Facultés de droit et aux Cours souveraines. On y joignit le paragraphe suivant :

(1) Nous nous bornons à signaler ici ces arrêts; nous en étudierons le sens dans la première partie de ce travail, au cours de la discussion juridique.

« Lorsqu'un bâtiment est assuré, l'indemnité due par l'assureur doit-elle être immobilisée pour être distribuée suivant l'ordre des hypothèques ? »

L'affirmative fut presque générale dans les réponses données (Cours de Paris, d'Orléans, de Rouen, de Grenoble, d'Angers, etc.) (1).

Ce résultat attira l'attention de la Commission chargée d'étudier la réforme de notre régime hypothécaire : à son projet de la loi elle ajouta la disposition suivante qui devait faire suite à l'ancien article 2180 du Code civil :

Art. 2189 (nouveau) (2) : Les privilèges et hypothèques s'éteignent par la perte ou la destruction de la chose hypothéquée. Néanmoins ce qui peut en rester et les indemnités dues au débiteur sont affectées au paiement des créances privilégiées et hypothécaires selon le rang de chacune d'elles ».

Le projet fut soumis à l'examen du Conseil d'Etat qui approuva son principe, mais avec quelques réserves exprimées dans le rapport Bethmont. Le rapporteur désirait le emploi de l'indemnité d'assurances, de façon que l'objet sinistré fût dans tous les cas reconstruit ou réparé.

Cette réserve ne fut pas observée par la Commission de la Chambre des députés, qui vit en ce emploi une

(1) *Documents hypothécaires de 1844*, t. III, p. 238, 243, 252, 256.

(2) Ancien article 2180.

complication pouvant gêner les rapports du propriétaire emprunteur avec ses créanciers hypothécaires. La Commission étendit même la disposition aux sinistres d'objets mobiliers : « D'après la loi », dit le rapporteur, M. de Vatimesnil, « l'indemnité représentera la chose détruite, et sera soumise aux mêmes privilèges et hypothèques. Rien n'est plus équitable et en matière d'immeubles rien n'est plus favorable au Crédit Foncier, puisque c'est un accroissement de sûreté pour le prêteur » (1).

« La question d'organisation des assurances », disait M. Hennequin (2), « se lie étroitement à la question du crédit ; on ne saurait avoir de bonne organisation de crédit sans avoir en même temps une bonne organisation des assurances. Il est étrange que dans notre pays, on soit assez peu avancé pour qu'on ait besoin de décider ce point de savoir si, quand une maison est brûlée, les titres hypothécaires qui reposaient sur la maison conservent leur valeur sur l'indemnité due par les Compagnies d'assurances ».

— Malheureusement, les événements politiques de 1848 amenèrent d'autres préoccupations, et la loi ne fut pas votée. Mais le principe qu'elle avait formulé ne cessa d'attirer l'attention des jurisconsultes. En 1858, Dalloz notamment écrivait : « Il serait équitable que

(1) *Moniteur universel*, 1851.

(2) *Moniteur universel*, 1851, p. 2179.

l'indemnité d'assurances fût distribuée par ordre de privilèges et d'hypothèques » (1).

Dans la pratique des affaires, d'ailleurs, les prêteurs suppléaient tant bien que mal à la loi et faisaient échec à la jurisprudence de la Cour de cassation ; pour ce faire, ils stipulaient de leur débiteur, en contractant, l'attribution de l'indemnité d'assurances. Cette clause était pour ainsi dire devenue de style.

C'est en 1889 seulement que fut promulgué législativement le principe de l'attribution privilégiée ; et encore d'une manière quelque peu timide, comme nous le verrons au cours de cette étude. Il semble d'ailleurs que le législateur ait reculé devant une affirmation franche et nette du principe général : il a procédé par à-coups, par solutions d'espèces. Nous allons citer quelques précédents à la loi du 19 février 1889 ; à notre point de vue ils font partie d'un tout et doivent être généralisés ; la loi de 1889 est le dernier en date des matériaux apportés à l'édifice ; il n'est pas pour cela terminé.

La loi du 27 avril 1825, notamment, relative aux indemnités payées aux émigrés dont le patrimoine avait été confisqué, donnait un droit exclusif sur ces sommes, aux créanciers qui avaient privilège ou hypothèque sur ces immeubles au moment de la confis-

(1) J. C. v^o, *Assurances terrestres*, n^o 84.

cation (art. 18). Le rapporteur de la loi, M. Pardessus, déclarait que « l'indemnité sera, de par une fiction légale, considérée comme le prix des immeubles confisqués ».

Même attribution spéciale en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. L'indemnité ici, n'est pas un prix de vente ; néanmoins, la loi du 3 mai 1841 l'attribue aux créanciers privilégiés ou hypothécaires (art. 18).

Citons encore l'art. 10 de la loi du 18 mai 1858 relative aux opérations faites sur les marchandises déposées dans les magasins généraux : « Les porteurs de récépissés et de warrants ont, sur les indemnités dues en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée ».

Enfin, la loi du 10 décembre 1874 qui permet l'hypothèque des navires, donne aux créanciers hypothécaires, en cas de perte ou d'innavigabilité du navire, la faculté d'exercer leurs droits dans l'ordre des inscriptions, sur l'indemnité d'assurances (art. 17) (1).

On peut se rendre compte, par ce bref exposé, que parmi ces lois, les unes concernent des indemnités quelconques, les autres, en rapport plus direct avec notre loi du 19 février 1889, concernent les indem-

(1) Cette loi fut d'ailleurs modifiée par la loi du 10 juillet 1885, qui ne reproduit pas l'art. 17. Nous retrouverons ces dispositions lorsque nous examinerons (page 47 et s.) le point de savoir si la loi du 19 février 1889 est applicable en matière d'assurances maritimes.

nités d'assurances. Les unes et les autres font porter l'hypothèque ou le privilège sur autre chose que l'objet sur lequel opère le droit réel d'hypothèque ou de privilège. Nous verrons plus loin que le législateur ne s'est pas arrêté dans cette voie, et que la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants procèdent du même principe.

CHAPITRE II

TRAVAUX LÉGISLATIFS.

SECTION I

DEVANT LE SÉNAT

Projet primitif. — Le texte de la loi du 19 février 1889 est sorti d'un projet d'organisation du Crédit agricole qui remonte à 1879. En vue d'améliorer ce crédit, ou plutôt d'en poser les bases, car presque tout était à faire, une commission fut nommée par le Ministre de l'Agriculture, et, de la proposition qu'elle présenta trois ans plus tard, en 1882, il convient de détacher l'art. 16, qui est devenu l'art. 2 de notre loi :

« Tous les privilèges mobiliers s'exercent dans l'ordre de leur classement, sur les indemnités dues par les Compagnies d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux et les risques agricoles ».

Ce texte fut approuvé par le Gouvernement et figura au projet de loi soumis au Sénat par le Ministre de l'Agriculture et celui des Finances, M. de Mahy et M. Léon Say, dans la séance du 20 juillet 1882.

Première modification au Projet (1). — Le principe

(1) *Journal officiel*, Ann. Sénat, p. 996, n° 464.

posé dans l'art. 16 portant une atteinte grave à la jurisprudence, il eût été singulier qu'il fût réglé incidemment par une loi sur le crédit agricole, en un chapitre consacré au nantissement sans déplacement du gage. La remarque en avait été faite, d'ailleurs, par le Ministre de la Justice, et la Commission sénatoriale en tira profit. Cette Commission, dont M. Labiche était rapporteur, déposa son rapport au Sénat le 31 juillet 1883; le titre III avait pour objet la subrogation de plein droit des privilèges mobiliers sur les indemnités dues par les Compagnies d'assurance, et l'ancien art. 16, devenu l'art. 25, était ainsi rédigé :

« Tous les privilèges mobiliers s'exercent dans l'ordre de leur classement sur les indemnités dues par les Compagnies d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux et les autres risques. Néanmoins les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables ».

Ainsi le projet primitif prenait de l'extension, puisque désormais l'indemnité d'assurances allait s'appliquer à tous les privilèges mobiliers. Voici comment le rapport de la Commission appréciait cette innovation (Séance du 31 juillet 1883) :

« Cette disposition, absolument conforme à l'équité, est de nature à favoriser le crédit mobilier; elle dispense de formalités inutiles, elle édicte une règle claire et précise, et ne laisse subsister aucun doute tout en laissant place à aucun abus ».

Et à la fin du rapport :

« Les réformes que nous venons d'exposer nous ont paru les meilleures pour faire disparaître les obstacles que la législation actuelle oppose au développement du crédit ».

Première discussion générale (1). — La première délibération générale eut lieu le 30 novembre 1883. A la suite de vives critiques de M. Oudet, et sur la proposition de M. de Parieu, président de la Commission, le projet fut renvoyé à l'étude afin de subir les modifications signalées par la discussion publique.

Deuxième modification au Projet (2). — Ce nouveau travail aboutit à un rapport supplémentaire, rédigé par M. Labiche et déposé en séance du 6 novembre 1887. Désormais, la loi ne devrait plus être appelée « loi sur le crédit agricole mobilier », mais « loi ayant pour objet de faciliter le crédit agricole ». A cette nouvelle appellation correspondait une réduction du projet à trois titres, savoir :

Titre I : Restriction du privilège du bailleur.

Titre II : Subrogation de plein droit des privilèges mobiliers sur les indemnités dues par les Compagnies d'assurance.

Titre III : Commercialisation des billets à ordre.

Troisième modification au Projet (3). — Une modi-

(1) *Journal officiel*, Sénat, *in extenso*, p. 1387.

(2) *Journal officiel*, Sénat (annexes), p. 36, n° 63.

(3) *Journal officiel*, Sénat, *in extenso*, 1888, p. 53.

fication très importante fut introduite ; désormais, l'attribution privilégiée serait attribuée non seulement aux privilèges mobiliers, mais aussi aux hypothèques et aux privilèges immobiliers.

Les délibérations devant le Sénat présentent un grand intérêt. Nous allons analyser les points saillants de la discussion.

1^{re} Délibération au Sénat (séance du 2 février 1888). — M. Lenoël demande que le principe de l'attribution privilégiée soit généralisé. Il faut, d'après lui, l'étendre à l'indemnité due en vertu de l'art. 1733, pour risques locatifs et décider que cette indemnité devra être attribuée directement et par privilège au propriétaire. Pour justifier cette proposition, il explique la transaction qui a lieu dans la pratique entre l'assureur et l'assuré ou le syndic de la faillite de ce dernier (transaction que la Cour de cassation a bien dû sanctionner), au moyen de laquelle un propriétaire avisé renonce à intenter l'action entre son locataire, mais se fait payer en échange une certaine somme par l'assureur, aux dépens de la masse chirographaire. M. Lenoël demande également l'attribution privilégiée en faveur de l'ouvrier victime d'un accident, quand le patron a contracté une assurance-responsabilité. Actuellement, quand l'accident a lieu, « l'industriel ou son syndic se retournera contre la Compagnie assureur : celui-ci versera l'indemnité dans la masse, et l'ouvrier à qui l'on a voulu assurer une indemnité, ce pauvre

ouvrier blessé, ne viendra qu'au prorata, comme tous les autres créanciers, il ne profitera pas du bénéfice de l'assurance qui avait cependant été contractée en vue de sa situation particulière ».

« Mais toutes ces questions », ajoute M. Lenoël, « sont des points tout à fait spéciaux qui, résolus dans une loi intitulée « Loi ayant pour objet de faciliter le Crédit agricole », ne sont évidemment pas à leur place »... « Je transporte donc cette disposition de loi sur le Crédit agricole à l'art. 1251 du Code civil, qui traite de la subrogation légale, et j'établis un cinquième paragraphe, ainsi conçu :

§ 5 « Au profit des propriétaires de l'immeuble incendié, des créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang, pour les indemnités dues par les Compagnies d'assurance contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux ou les autres risques ».

« Au profit des ouvriers ou employés, pour les indemnités dues par les assurances contre les accidents dont ils ont été victimes ».

— M. OUDET : « C'est une disposition générale ».

— M. DELSOL : « Mais la subrogation suppose un paiement, et vous ne pouvez pas qualifier de paiement l'acte dont il s'agit ».

— M. LACOMBE : « C'est un privilège que vous voulez créer ».

— M. WALLON : « C'est une nouvelle proposition de loi ! »

M. LACOMBE, résumant l'impression générale, demande qu'en raison des critiques soulevées et de l'ampleur prise par la discussion, le projet soit renvoyé à la Commission (1).

Séance du 10 février 1888. — M. LABICHE, rapporteur, rappelle en quelques mots le but de l'article 2 :

« L'article 2, vous ne l'avez pas oublié, Messieurs, est de faire porter sur l'indemnité due en cas de sinistre d'un objet assuré, les privilèges et hypothèques existant sur cet objet. En un mot, l'article 2 assimile, sans qu'il soit besoin de stipulation expresse, l'indemnité au prix, c'est-à-dire permet d'exercer en cas de sinistre, sur les indemnités dues par les assureurs, le même droit de préférence qui, en cas de vente, aurait été exercé sur le prix de l'objet assuré ».

« Tout le monde, jusqu'à présent, a été d'accord pour reconnaître l'utilité de cette disposition, qui augmente la sécurité des créanciers et, par suite, le crédit des débiteurs. L'honorable M. Lenoël, qui s'est déclaré partisan de cette disposition, avait proposé d'abord, à raison de son caractère général, de la classer au titre de la subrogation, à la fin de l'article 1251 du Code civil, puis d'en étendre l'application à divers cas dignes d'intérêt, mais qui ne constituent, dans notre droit actuel, ni privilèges, ni hypothèques ». — « Après un débat intéressant avec l'auteur de l'amen-

(1) *Journal officiel*, déb., *in extenso* 1888, p. 71 et s.

dement, la Commission a été d'avis que cette disposition ne soit pas à sa place dans l'article 1251, qui traite de la subrogation à la suite d'un paiement, puisqu'il n'y avait pas lieu, dans notre loi actuelle, qui a pour objet de faire produire, en cas de sinistre, leur effet utile à des privilèges ou des hypothèques déjà existants, qu'il n'y avait pas lieu, disons-nous, de créer de nouveaux privilèges prenant leur origine dans le fait d'un sinistre ».

En conséquence, M. Lenoël, retirant lui-même son amendement, l'art. 2 est voté :

« Art. 2. — Les indemnités dues par les Compagnies d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux ou les autres risques, sont attribuées, sans qu'il soit besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, suivant leur rang. Néanmoins, les paiements faits de bonne foi, avant opposition, sont valables (1).

Séance du 23 février 1888. — Le Sénat poursuit la discussion des articles. La Commission a cru devoir faire une légère modification à l'art 2; elle évite, dans sa nouvelle rédaction, de parler des indemnités dues par les Compagnies d'assurances, car, les mentionner, c'était restreindre l'application de la loi au cas le plus ordinaire, celui où l'assurance est faite par une Compagnie, tandis qu'il peut y avoir des assurances qui

(1) *Journal officiel*, Sénat, *in extenso*, p. 132 et s.

ne sont pas l'œuvre d'une Compagnie, des assureurs qui n'étaient pas constitués en Compagnie ; cela a lieu notamment dans les assurances maritimes (1). L'art. 2, ainsi modifié, est voté par 165 voix contre 79, sans prendre garde aux justes critiques de M. Lenoël, qui ne comprend pas qu'une disposition aussi générale que cet article 2 puisse trouver place dans un projet de loi sur l'organisation du crédit agricole mobilier (2).

Séance du 6 mars 1888. — M. Lacombe propose deux articles additionnels en vue de compléter les dispositions de l'article 2 déjà voté par le Sénat. Ces articles ont déjà reçu l'approbation de la Commission. Les voici :

« Il en est de même des indemnités dues, en cas de sinistre, par le locataire ou par le voisin, par application des articles 1733 et 1382 du Code civil ».

« En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants-droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre ».

Voici maintenant la portée de cette disposition : « L'art. 2, déjà voté, tend à établir la substitution à l'objet assuré de l'indemnité due en cas de sinistre, au

(1) V. plus loin, p. 47 et s.

(2) *Journal officiel*, Sénat, *in extenso*, p. 179 et s.

point de vue de l'exercice du droit des créanciers privilégiés ou hypothécaires. Me plaçant dans cet ordre d'idées, j'ai fait remarquer à la Commission qu'elle n'avait résolu qu'en partie la difficulté, qu'il y avait des indemnités tout à fait du même ordre que les indemnités dues en cas de sinistre par les créanciers d'assurances, et que la substitution des droits du créancier privilégié ou hypothécaire devrait être applicable à ces indemnités-là aussi bien qu'à celles qu'aurait pu devoir une compagnie d'assurances.

« En effet, si l'immeuble est assuré, l'on trouve juste que l'indemnité, à la suite du sinistre, soit désormais dévolue hypothécairement aux créanciers ; mais, si l'immeuble non assuré est entre les mains d'un locataire responsable de l'incendie, d'après les dispositions de l'art. 1733 du Code civil, l'indemnité due par le locataire, en vertu de la responsabilité qui lui incombe, a évidemment le même caractère vis-à-vis du propriétaire et de ses créanciers, que celle que devrait, en cas de sinistre, la Compagnie d'assurances. Si l'une de ces indemnités doit être distribuée entre les créanciers privilégiés et hypothécaires, suivant leur rang, au lieu de grossir la masse chirographaire, on ne voit pas pourquoi il n'en serait pas de même de l'autre.

« Cette cession des indemnités dans les deux cas dont je viens de parler a frappé, paraît-il, la Commission : elle reconnaît avec moi que la conséquence logique en est de les traiter de la même manière, et

elle accepte, je crois, ma rédaction sur ce premier point, sans y apporter aucune modification (1).

» Le deuxième paragraphe de l'art. 2 est relatif au cas d'assurance consentie par le locataire ou par le voisin de leurs risques respectifs. Jusqu'à présent l'indemnité due en cas de sinistre, à la suite de l'assurance des risques locatifs ou du recours du voisin, n'est pas dévolue d'une manière spéciale au propriétaire dont l'immeuble a été incendié ; il peut être ruiné par le fait du locataire ; celui-ci peut de son côté n'avoir rien à perdre parce qu'il est suffisamment assuré ; mais au lieu de servir à réparer les conséquences du sinistre, l'indemnité est le gage des créanciers du locataire, dont la situation pourra être ainsi rendue meilleure par la faute imputable à leur débiteur ; le propriétaire sera primé par les cessionnaires de l'indemnité, ou, s'il n'y a pas de cession, il viendra en concours et au marc le franc avec tous les créanciers saisissants.

» Il y a là une situation anormale à laquelle mon article a pour but de remédier ; il dispose qu'en cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'indemnité ne pourra être perçue soit par le locataire, soit par le voisin, soit par leur ayant-droit, c'est-à-dire par leurs créanciers ou cessionnaires, qu'après que le propriétaire ou le voisin auront été désintéressés des conséquences du sinistre. Cette disposition vient

(1) *Journal Officiel*, 88 p. 254.

donc encore compléter le système adopté par la Commission et par le Sénat dans l'art. 2 : il s'agit toujours de la substitution de l'indemnité à l'objet détruit par le sinistre, pour l'exercice des droits du propriétaire et de ses créanciers hypothécaires et privilégiés.

« J'ai enfin proposé un deuxième article additionnel. Ainsi que je l'ai fait remarquer au Sénat lors de la première délibération, il va y avoir conflit entre la nouvelle disposition et les droits des cessionnaires existant à l'heure actuelle. En effet, jusqu'à présent, comme la législation ne contenait pas la substitution de l'indemnité d'assurances à l'objet au point de vue de l'exercice des droits du créancier, on stipulait souvent, dans les contrats d'hypothèque, une délégation éventuelle de l'indemnité qui pourrait être due en cas de sinistre. Désormais, à côté de cette délégation conventionnelle, il existera une délégation de plein droit au profit des créanciers privilégiés et hypothécaires. Il y a donc utilité à voter une disposition transitoire pour régler le passage de la loi actuelle à la loi future. Cette disposition n'est pas nécessaire pour les cas où la délégation est devenue parfaite par le consentement du débiteur ; mais tous les concessionnaires éventuels n'ont pas eu la précaution de régulariser de suite leur situation ; beaucoup sont restés sous la foi d'une cession non notifiée, mais qu'ils savent pouvoir régulariser sitôt qu'ils le jugent à propos. Il me semblerait excessif et même injuste

de déclarer que, par cela seul que la notification prévue par l'art. 1690 n'aurait pas été faite au moment où la loi sera promulguée et où elle sera devenue exécutoire, le délégataire aura perdu tous ses droits.

« Jusqu'à présent, toutes les fois qu'il a été prescrit, à peine de déchéance, une formalité nouvelle, le législateur a cru devoir accorder un certain délai pour permettre au retardataire de se mettre en règle ; c'est une disposition analogue que je propose au Sénat de voter.

« La chose est d'autant plus nécessaire que cette modification dans la législation actuelle se trouvera perdue et dissimulée en quelque sorte dans une loi d'un caractère spécial, qui n'attirera pas tout d'abord l'attention des intéressés.

« Il sera nécessaire de leur faire connaître d'une façon toute particulière qu'une loi sur le crédit agricole contient une disposition d'intérêt général et leur impose, à peine de déchéance, de faire notifier le transport dont ils sont bénéficiaires, sans qu'ils soient désormais primés par les créanciers hypothécaires ou privilégiés.

« C'est donc une disposition transitoire que je propose au Sénat d'adopter, et elle serait ainsi conçue :

« Les dispositions de l'art. 2 ne préjudicient pas
« aux droits des intéressés dans le cas où l'indemnité
« aurait fait l'objet d'une cession éventuelle à un tiers,
« par acte ayant date certaine, au jour où la présente
« loi sera exécutoire, à la condition, toutefois, que le

« transport, s'il n'a pas été notifié antérieurement, en « conformité de l'art. 1690 du Code civil, le soit plus « tard, dans les six mois qui suivront. »

Cette disposition transitoire est aussitôt critiquée par M. Trarieux, qui déclare, avec l'approbation d'un grand nombre de sénateurs, que l'application du droit commun lui paraît suffisante pour garantir les droits des intéressés auxquels cette disposition s'appliquerait : en règle générale, les lois n'ont pas d'effet rétroactif, donc les dispositions de la loi ne pourraient en aucun cas nuire à ceux qui, par un acte antérieur ayant date certaine, auraient obtenu la cession éventuelle des indemnités qui peuvent être dues par les Compagnies d'assurance.

M. Lacombe reconnaît que la loi ne peut avoir d'effet rétroactif et que l'avantage concédé par l'art. 2 aux créanciers privilégiés ou hypothécaires ne peut pas avoir pour effet de détruire les droits du créancier délégataire, lorsque celui-ci sera complètement en règle, c'est-à-dire lorsque la cession ou la délégation sera devenue parfaite par la notification ou l'acceptation authentique. « Mais dans la réalité », ajoute-t-il, « il y a bien des cessions qui existent à l'heure actuelle, mais qui n'ont pas reçu le complément nécessaire à assurer leurs effets, qui n'ont pas été notifiés. Il en est ainsi fréquemment, parce que l'attribution d'une indemnité étant éventuelle, la délégation ayant le même caractère, l'on n'a pas attaché une importance fort

sérieuse à la notification. J'ajoute que c'est, dans tous les cas, une situation qui se produira nécessairement au jour de la promulgation de la loi ; il y aura des cessions d'indemnités consenties à une date trop récente pour que le cessionnaire ait eu le temps matériel pour la faire notifier ».

Avant que l'on ne procède au vote des deux amendements, M. Oudet se livre à une violente critique de la loi ; d'après lui, elle enlève toute sécurité au prêteur sur immeuble, qui pouvait au moins, auparavant, s'assurer lui-même, par une délégation conventionnelle au jour où il prêterait son argent, la sécurité expresse contre les conséquences de l'incendie. Enfin il accuse la loi de préparer la ruine du crédit foncier.

Malgré ces critiques, l'art. 2 est adopté ; il en est de même des deux articles additionnels, qui deviennent les nos 3 et 4. Quant à la disposition transitoire, proposée par M. Lacombe, elle avait déjà été adoptée par le Sénat, avec cette réserve, toutefois, que le délai serait non pas de six mois, mais bien de un mois.

Le Titre de la Loi. — Malgré le développement progressif et logique du principe déposé en l'art. 16 primitif, malgré le rejet des 28 articles relatifs aux matières agricoles, le projet de la Commission était resté intitulé « Projet relatif au Crédit agricole mobilier ». Au fond l'idée nouvelle, le principe de l'attribution privilégiée avait tout envahi, faisait pléthore dans la loi nouvelle, et le titre primitif ne répondait

plus à la réalité. Le sénateur Delsol en fit la remarque et la Commission fit approuver le titre suivant, qui fut adopté : « Loi relative à la restriction du privilège du bailleur d'un fonds rural et à l'attribution des indemnités dues par suite d'assurances » (Séance du 10 mars. *Journal officiel*, 1888, Sénat, Débats in ext., p. 272).

Il est permis de regretter que le Sénat, dont l'attention était attirée sur le titre à donner à la loi, ne l'ait pas rendu complet, le faisant plus exact : car la loi de 1889 ne s'occupe pas seulement des « indemnités dues par suite d'assurance ». Son objet est plus étendu, comme nous le verrons plus loin » (1).

SECTION II

DEVANT LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

M. Maunoury, rapporteur, déposa son travail le 17 novembre 1888. Il apprécie en ces termes le projet voté par le Sénat :

« L'article 2 pose le principe que le montant des indemnités dues en cas de sinistre, par suite d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux ou tout autre risque, sont

(1) L'intérêt de cette observation est d'ailleurs purement formel. Car on sait qu'en France le titre d'une loi n'en fait point partie intégrante.

attribuées aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, suivant leur rang. Ces indemnités seront considérées comme la représentation de l'objet sinistré, au même titre que le prix de vente de cet objet. Il est possible que cette disposition soit contraire aux principes absolus du droit, car elle fait survivre le droit réel de privilège ou d'hypothèque à l'existence de l'objet sur lequel ce droit réel a été constitué.

« Mais il est certain qu'elle est conforme à l'équité.

« L'art. 2 décide d'ailleurs que si le débiteur de l'indemnité a payé avant de connaître le droit de préférence, il ne peut être tenu de payer deux fois.

« Art. 3. — La somme due par le locataire à raison de l'incendie qui a pris dans l'appartement à lui loué, ou par le voisin qui a communiqué cet incendie, sera considérée aussi comme la représentation de l'immeuble et distribuée suivant les mêmes règles que l'aurait été le prix de vente.

« Lorsque le locataire ou le voisin se sont fait assurer pour le montant de l'indemnité qui pourra leur être réclamée par le propriétaire incendié, il est clair que le droit de réclamer le versement à leur profit de cette indemnité ne naîtra que lorsqu'ils l'auront payée au propriétaire, car c'est contre le risque de ce paiement qu'ils ont contracté l'assurance. C'est pourquoi l'art. 3 décide qu'ils ne pourront toucher l'indemnité que s'ils justifient d'avoir désintéressé le propriétaire incendié ou les tiers qui seraient subrogés à ses droits

soit par un transport, soit en vertu de l'attribution résultant de la loi projetée ; il est clair qu'en pratique le propriétaire ou les tiers pourront avoir été désintéressés au moyen d'une délégation de l'indemnité due par l'assureur.

« Toutes ces dispositions ont paru justifiées à votre commission. Elles sont assez disparates à raison des circonstances que nous avons signalées, et il faut reconnaître qu'elles n'ont entre elles aucun lien apparent.

« Aussi, comme elles constituent des dérogations aux dispositions du Code civil, un des membres de la commission avait pensé qu'il conviendrait peut-être de les insérer comme des modifications de texte dans les articles du Code qu'elles concernent. Mais cette manière de procéder, malgré certains avantages, aurait pour effet de faire renvoyer le projet au Sénat. Il y a déjà subi tant de retards, qu'il aurait risqué peut-être de n'en pas revenir. Il a donc semblé à votre commission qu'il était préférable d'accepter la rédaction votée par le Sénat » (1).

La loi fut votée sans débats, le 26 janvier, par la Chambre des députés. Elle fut promulguée par décret du Président de la République du 19 février 1889, dans la forme suivante :

(1) *Journal officiel* du 31 mars 1889 ; *Doc. parl. Ch. des députés*, 1889 ; *Ann.*, n° 3194.

Loi relative à la restriction du privilège du bailleur d'un fonds rural et à l'attribution des indemnités par suite d'assurances.

(L'article 1^{er} est étranger à la matière qui nous occupe).

ART. 2. — Les indemnités dues par suite d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux ou les autres risques, sont attribuées, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang.

Néanmoins les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables.

ART. 3. — Il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire ou par le voisin, par application des art. 1773 et 1382 du Code civil.

En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits, aient été désintéressés des conséquences du sinistre.

ART. 4. — Les dispositions de l'art. 2 ne préjudicieront pas aux droits des intéressés dans le cas où l'indemnité aurait fait l'objet d'une cession éventuelle à un tiers, par acte ayant date certaine au jour où la présente loi sera exécutoire, à la condition, toutefois, que le transport, s'il n'a pas été notifié antérieurement,

en conformité de l'art. 1690 du C. civil, le soit au plus tard dans le mois qui suivra.

Un décret du 18 septembre 1892 a rendu cette loi applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Guyane, du Sénégal, du Congo français, de la Guyane française, de Mayotte, de Diégo-Suarez et ses dépendances, de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie et d'Obock, ainsi que dans les établissements français de l'Inde et de l'Océanie, et dans les pays de protectorat de l'Indo-Chine.

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 19 FÉVRIER 1889

Deux sortes bien distinctes d'assurances sont visées par la loi du 19 février 1889. Dans l'art. 2, dans le paragraphe 1^{er} de l'art. 3 et dans l'art. 4, elle s'occupe des assurances-indemnité ; au contraire, le paragraphe 2 de l'art. 3 a trait aux assurances-responsabilité.

L'assurance-indemnité a pour but d'indemniser l'assuré des pertes que le sinistre lui a causées en détruisant ses biens. L'assurance-responsabilité, elle, a pour objet de garantir l'assuré des dommages-intérêts auxquels il pourrait être condamné après l'arrivée du sinistre comme locataire responsable ou comme voisin à raison des faits qui lui sont imputables.

Nous nous occuperons d'abord de l'attribution des indemnités dues à la victime du sinistre par l'assureur et par le locataire (ou le voisin) responsable en vertu des art. 1382 et 1733 du Code civil.

Dans la 2^{me} partie de ce travail nous traiterons de l'attribution des indemnités dues par l'assureur du risque locatif ou du recours du voisin (assurance de responsabilité).

Notre 3^{me} partie sera consacrée à l'examen des critiques soulevées par la loi du 19 février 1889, et principalement à la proposition de loi présentée en 1891 à la Chambre des députés par M. Royer.

Enfin, dans une 4^{me} partie, nous donnerons un exposé de la législation étrangère.

PREMIÈRE PARTIE

ATTRIBUTION DES INDEMNITÉS DUES PAR L'ASSUREUR OU LE RESPONSABLE

CHAPITRE PREMIER

SITUATION DES CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS ET HYPOTHÉCAIRES AVANT LA LOI DU 19 FÉVRIER 1889

En raison du dissentiment des auteurs et des vicissitudes de la jurisprudence à une certaine époque, on a été amené, nous l'avons vu, à se demander si notre loi était vraiment nécessaire, ou si, au contraire, la seule application des principes juridiques ne devait pas, dès avant 1889, conduire logiquement à l'attribution d'indemnité actuelle.

En l'absence de disposition législative spéciale aux assurances, la question se rattachait au problème suivant : lorsqu'une chose vient à périr, l'indemnité due à raison de sa perte la représente-t-elle, prend-elle sa place dans le patrimoine du sinistré ; et, plus spécialement, lorsque cette chose détruite était grevée de privilèges ou d'hypothèques, faut-il évincer les créan-

ciers chirographaires du partage de l'indemnité et la distribuer aux créanciers privilégiés et hypothécaires suivant l'ordre de leurs créances ?

Si l'on ne consulte que l'équité, tout le monde est d'accord : il est absolument injuste que par suite d'un événement purement fortuit, les créanciers hypothécaires et privilégiés voient leur gage et leurs légitimes espérances s'évanouir sans aucune faute de leur part.

« On se demande pourquoi, écrivait Boudousquié (1), les créanciers privilégiés et hypothécaires ne seraient pas préférés sur le produit de l'assurance, puisque c'est réellement leur chose qui est assurée. Pourquoi le sinistre créerait-il en faveur des créanciers chirographaires des droits qu'ils n'avaient pas auparavant ? Pourquoi la perte des biens de leur débiteur rendrait-elle leur condition meilleure ? Un tel système n'offre-t-il pas des dangers ? Est-il conforme aux principes d'ordre public qu'un créancier qui a imprudemment suivi la foi de son débiteur et qui n'a peut-être aucun espoir d'être remboursé, puisse espérer son paiement d'un événement qui est toujours un malheur privé, lors même qu'il n'est pas une calamité publique ? Il est certain que la distribution par ordre de privilèges ou d'hypothèques, ne changeant rien à la condition des parties intéressées, ne porte aucune atteinte à aucun droit et ne peut entraîner d'inconvénients, tandis que

(1) V. SIREY, 1828, 2, 17).

la distribution par contribution prive les créanciers privilégiés de droits qu'ils avaient acquis et peut offrir des dangers réels, puisqu'elle intéresse les créanciers chirographaires à la perte des biens de leur débiteur ».

Hâtons-nous de reconnaître que ce sont là des raisons d'équité ; il ne faut pas oublier que le juge ne doit pas seulement se laisser guider par le sentiment du juste, et, qu'en l'absence de texte précis, l'application des principes généraux est la règle à suivre.

Or, sur l'application de ces principes, on était loin d'être d'accord.

La jurisprudence, au début, se prononça en faveur du droit privatif des créanciers privilégiés et hypothécaires. D'après un arrêt du 26 août 1826, de la Cour de Colmar, l'indemnité d'assurance représente l'immeuble assuré.

La Cour de Rouen, dans un arrêt du 27 décembre 1828, motive longuement une solution rendue dans le même sens. Elle assimile l'indemnité d'assurance à la somme que produirait la vente de l'immeuble.

« Attendu que lorsque les objets incendiés sont représentés par un capital qui en tient lieu, puisqu'il est le résultat de l'assurance de l'immeuble faite dans l'intérêt des ayants-droit, l'hypothèque frappe le capital comme elle frapperait celui qui proviendrait de la vente de l'immeuble par expropriation forcée... » (1).

(1) V. Rouen, 27 décembre 1828, S., 2, 163.

Cet arrêt de la Cour de Rouen fut cassé par la Cour suprême le 28 juin 1831 (1). La Cour de cassation s'exprima en ces termes :

« La Cour : — Vu les art. 2093, 2115 et 2118 du Code civil.

Attendu :

1° Que d'après l'art. 2093, les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et que le prix doit en être distribué entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence ; — que, suivant l'art. 2115, l'hypothèque n'a lieu que dans les cas et les formes autorisées par la loi ; — que, d'après l'art. 2118, les biens immeubles et leurs accessoires réputés immeubles sont seuls susceptibles d'hypothèque ;

Attendu :

2° Qu'il n'y a aucune loi qui affecte la somme assurée, en cas de perte de l'immeuble péri par incendie, aux créanciers qui étaient inscrits sur cet immeuble par préférence aux créanciers chirographaires de l'assuré ; qu'on ne peut induire cette préférence de ce que l'hypothèque suivait l'immeuble et en affectait le prix aux créanciers, suivant le rang de leurs inscriptions, quoique, d'une part, l'hypothèque se soit éteinte par la perte de la chose ; que, d'autre part, la somme assurée ne soit pas un prix de vente, mais le produit du contrat d'assurance, sans lequel elle ne

(1) V. Cass., 28 juin 1831, S., 1831, 1, 291.

serait pas due ; que même elle n'est pas susceptible d'hypothèque puisque les biens immeubles et leurs accessoires réputés immeubles en sont seuls susceptibles, et qu'elle n'a reçu de la loi aucun de ces caractères.

« Qu'on ne peut les faire résulter de ce que, suivant l'art. 1303 du Code, le débiteur de la chose périe est tenu, s'il a des droits par rapport à cette chose, de les céder à son créancier ;

« Attendu que cet article est étranger aux hypothèques et inapplicable à la somme assurée, qui est due à cause de la prime payée par l'assuré pour prix de l'assurance et des risques courus par l'assureur ; qu'on peut encore moins inférer cette préférence de ce que l'acte d'hypothèque des immeubles assurés fait mention de l'assurance, puisque la somme assurée n'est pas susceptible d'hypothèque, et que la cession des droits de l'assuré, s'il en résultait une de cette mention, n'aurait d'effet qu'au préjudice des tiers, qu'autant qu'elle aurait été signifiée à l'assureur ou que celui-ci l'aurait dûment acceptée.

« Attendu enfin, qu'au mépris de ces principes, l'arrêt attaqué décide que la somme assurée, au cas de perte de l'immeuble dont il s'agit, appartient aux créanciers qui étaient inscrits sur cet immeuble, par préférence aux créanciers chirographaires de l'assuré ; qu'en cela, il viole formellement les articles du Code ci-dessus transcrits.

Casse. ., etc. ».

Cet arrêt de la Cour de cassation fixa la jurisprudence, et jusqu'à la loi de 1889, les prétentions des créanciers hypothécaires et privilégiés furent toujours rejetées (V. Cass. req, 20 décembre 1859, S., 60, 1, 24; — Cass. req., 20 décembre 1862, D., 63, 1, 423; — Douai, 3 janvier 1873, S., 73, 2, 274; — Cass., 12 mars 1877, S., 77, 1, 206).

Cette jurisprudence avait un caractère si peu équitable que l'on s'était efforcé aussitôt de la tourner. La plupart des Sociétés d'assurances essayèrent de suppléer à la loi au moyen de conventions particulières, afin d'immobiliser le fonds réparateur du dommage, ce fonds que réclamaient à la fois les propriétaires, les créanciers hypothécaires, les usufruitiers, et tous ceux, en général, qui avaient des droits sur l'immeuble grevé. — Grün et Joliat, fondateurs de la Compagnie « le Phénix », rappellent ces tentatives :

« La Société mutuelle de Paris avait porté dans l'art. 11 de ses statuts que le créancier hypothécaire jouirait, en cas d'incendie de l'immeuble assuré qui lui sert de gage, des deniers dont l'emploi devait être affecté à sa reconstruction. De même dans les statuts du *Phénix*, on avait inséré : « En cas de sinistre et d'existence de créances hypothécaires sur les propriétés assurées, les créanciers inscrits ont les premiers droits sur les fonds réparateurs du dommage. La loi étant muette sur cette disposition, cette convention sera insérée dans les polices d'assurances ».

« Mais l'ordonnance royale, dont l'autorisation était nécessaire, rejeta cet article, par le motif qu'il impliquait la faculté de transiger entre l'assureur et l'assuré dans les clauses de la police, sur les droits qui pourraient appartenir à des créanciers, lesquels droits sont ceux des tierces personnes et doivent être laissés intacts sous l'empire de la loi commune. Ce n'est pas, dit M. Vincent, le pacte d'un assuré et d'un assureur, étrangers aux intérêts divers, qui peut disposer envers des tiers et lier la justice » (1).

La doctrine était très divisée sur la question. Une grande autorité juridique, Troplong, avait pris nettement parti :

« J'ai vu des hommes de loi « disait-il », embarrassés de prononcer sur la question suivante : Pierre a une hypothèque sur la maison B que détruit un incendie. Le propriétaire qui avait fait assurer sa maison reçoit une indemnité de la Compagnie d'assurances. Les créanciers conservent-ils leur rang hypothécaire sur cette indemnité qu'ils ont fait saisir entre les mains du directeur responsable ? — Je ne conçois pas comment on peut trouver dans ce cas une difficulté. L'hypothèque est éteinte par la perte de la maison : *re corporali extincta, hypotheca perit*. Comment donc pourrait-elle atteindre la somme qui n'est allouée que *post facto*, à titre d'indemnité pour le propriétaire ?

(1) GRÜN et JOLIAT. *Traité des Assurances terrestres*, n° 109.

D'ailleurs cette somme d'argent est purement mobilière, elle n'est et ne peut être subrogée à la maison d'après tous les principes de la subrogation. On ne doit donc pas hésiter à dire que la somme doit être distribuée sans égard aux hypothèques » (1).

M. Bufnoir, à son cours, s'efforçait également de justifier la jurisprudence. Il ne faut pas perdre de vue, enseignait-il, le point de départ de la question, à savoir que l'exercice d'un droit de préférence est l'exception : la loi ne confère pas de préférence sur toute valeur venant à représenter dans le patrimoine du propriétaire et à son profit, la chose. En outre, le droit d'hypothèque est un droit réel. C'est le droit de se procurer par voie de saisie-arrêt le paiement sur l'immeuble, avec toutes chances d'augmentation ou de dépréciation (sauf le tempérament de l'art. 2131). Le créancier ne peut s'adresser qu'à l'immeuble tel qu'il se comporte actuellement ; quand il y a destruction d'une partie de cette valeur, il y a destruction d'une partie du gage : on ne conçoit pas que les créanciers puissent prétendre droit sur l'immeuble correspondant dans le patrimoine du débiteur.

« Dans l'hypothèse d'une assurance », disait M. Bufnoir, « on a objecté que l'indemnité se limite au préjudice, donc qu'elle est bien, au point de vue du propriétaire, la représentation de la valeur de l'im-

(1) TROPLONG : *Des hypothèques*, ch. VIII, p. 890.

meuble et non pas seulement la contre-partie des primes. Peu importe. Une partie du gage étant détruite, on ne peut pour cette partie parler du prix. Le législateur peut subroger l'indemnité au prix ; l'interprète ne le peut. Je vais plus loin : il n'est pas exact de dire que dans le patrimoine l'indemnité prenne la place de l'immeuble détruit : il ne la prend ni juridiquement ni économiquement. S'il n'y avait pas eu d'assurance, l'incendie ayant détruit l'immeuble, qui fera les frais de la reconstruction ? l'ensemble du patrimoine, la masse chirographaire. C'est dans cette masse qu'on puise, c'est à elle que doit profiter l'indemnité ».

« Voilà les raisons qu'on peut donner en faveur de la solution de la jurisprudence, conforme, je crois, aux principes généraux du droit : elle est d'ailleurs très contraire à l'intérêt général du développement du crédit hypothécaire ».

Cette théorie (1) appliquée à l'indemnité d'assurance soulève tout d'abord une objection spéciale à la matière, et qui est ainsi présentée par MM. Darras et Tarbouriech :

« Si la Compagnie, usant d'une faculté qu'elle se

(1) Cf. BONNEVILLE DE MARSANGY, *Jurisprudence générale des Assurances terrestres*, 2^e part., p. 20 et 21 ; — RUBEN DE COUDERC, *Dictionn. de droit comm. (Assur. terrestres, n° 220)* ; — DE LALANDE et COUTURIER, *Traité théorique du contrat d'association contre l'incendie*, p. 101 et s. ; — ERNEST PANNIER, *Attribution des indemnités d'assurance et de quelques autres indemnités*, p. 5 et note ; — ZACHARIE, § 283 texte et note 2 ; — DURANTON, t. II, n° 182, et t. XX, n° 328.

réserve dans la plupart de ses polices, reconstruisait l'immeuble détruit au lieu de verser l'indemnité d'assurance, il est certain que les créanciers privilégiés et hypothécaires pourraient faire valoir leurs droits sur le nouvel édifice ; que penser d'une opinion qui fait dépendre les droits de ces créanciers d'une circonstance toute extérieure ? » (1).

Dans le même ordre d'idées, on peut remarquer la singulière conséquence commandée par cette théorie dans le cas où l'immeuble assuré n'avait péri que partiellement : la partie intacte demeurerait affectée à la sûreté de la dette, et les créanciers privilégiés et hypothécaires étaient appelés, le cas échéant, à se faire payer sur son prix ; au contraire l'indemnité due par l'assureur pour la partie détruite devait être distribuée au marc le franc entre tous les créanciers sans distinction !

En dehors de ces objections de forme, l'opinion de la jurisprudence de Troplong et des auteurs qui l'ont suivie, vient en soulever d'autres d'un ordre purement juridique ; enfin, elle heurte l'un des principes les plus essentiels en matière d'assurances.

La jurisprudence soutenait, nous venons de le dire, que les créanciers hypothécaires ne peuvent élever aucune prétention sur l'indemnité d'assurances parce que cette indemnité n'est qu'une créance mobilière :

(1) DARRAS et TARBOURIECH, *Attribut. des indem. d'assur.*, p. 9.

or l'hypothèque ne porte que sur des immeubles. — Nous répondrons qu'en poussant jusqu'au bout les conséquences de ce système, il devient bien difficile de concevoir quel avantage procure l'hypothèque au créancier : simplement, sans doute, le droit de demander le délaissement au détenteur actuel, et, ensuite, un droit de rétention ? Or, nul ne raisonne ainsi : chacun sait au contraire que le créancier hypothécaire possède un droit privatif sur le prix de vente de l'immeuble hypothéqué. Mais alors le droit hypothécaire se sera exercé sur une créance purement mobilière !

En réalité le prix, valeur mobilière, n'est pas à proprement parler susceptible d'hypothèque ; seulement, les droits des hypothécaires, s'ils ne s'exerçaient pas sur cette représentation de la chose, seraient vains ou tout au moins peu efficaces, puisqu'ils se réduiraient à une simple rétention : c'est pour cette raison que les créanciers sont admis à se faire payer par préférence sur le prix. La situation nous paraît être la même lorsque la chose, au lieu d'être représentée par un prix de vente, est représentée par une indemnité d'assurance.

Veut-on invoquer la nature du contrat pour combattre la théorie que nous exposons ?

« Si l'on remonte au principe des choses », dit Boudousquié (1), « et que l'on envisage sous leur aspect

(1) *Traité de l'Assurance contre l'incendie*, n° 319.

métaphysique les rapports essentiels que le contrat d'assurance et le contrat de vente font naître, tant entre les parties contractantes qu'entre les parties et les tiers qui ont des droits réels sur la chose vendue ou assurée, on est forcé de reconnaître une exacte analogie entre l'obligation de l'assuré et celle du vendeur, et une parfaite identité entre le prix de vente et l'indemnité d'assurances ».

« L'assurance, en effet, est un contrat par lequel l'assureur se substitue, en cas de sinistre, à l'assuré, et l'oblige à supporter à sa place les pertes causées par l'incendie. Lors donc que le sinistre arrive, l'assureur devient par l'effet de cette subrogation, acquéreur de la chose assurée ; cette chose périssant pour son compte, est censée être la propriété en vertu de ce principe : *res perit domino*. Elle cesse d'appartenir à l'assuré.

« Aussi l'assureur exerce-t-il aussitôt que le sinistre se déclare, tous les droits d'un propriétaire ; il préside au sauvetage, et en supporte les frais, comme ferait le propriétaire lui-même, s'il n'était pas assuré ».

Et plus loin :

« Si le vendeur ne se dépouille que pour obtenir la représentation de la chose vendue, l'assuré ne paie la prime que pour obtenir, en cas de perte, l'équivalent de la chose assurée. Pourquoi donc cette indemnité ne représenterait-elle pas la chose vendue ? »

On a nié cette assimilation, en objectant que la

vente, à la différence de l'indemnité d'assurances, a constitué l'acquéreur débiteur des créanciers hypothécaires au lieu et place du vendeur, car le vendeur ne peut se dépouiller de sa propriété grevée de privilèges et d'hypothèques sans que ces droits suivent la propriété et passent contre l'acquéreur. Et l'on invoque les art. 2166 et 2182 :

« Art. 2166. — Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrits sur l'immeuble le suivent en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions ».

« Art. 2182. — Le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue : il les transmet sans affectation des mêmes privilèges et hypothèques dont il était chargé ».

Ainsi la distribution du prix suivant l'ordre des inscriptions n'est plus qu'un mode d'exécution du droit hypothécaire. Il en serait différemment pour le contrat d'assurance : l'obligation de l'assureur serait purement mobilière et n'offrirait aucune prise au droit hypothécaire.

Nous retrouvons ici la première objection présentée plus haut ; à la réponse déjà donnée, nous ajouterons ceci : sans doute les créanciers de l'assuré ne peuvent pas, à l'instar de ceux du vendeur, exercer une action en délaissement contre l'assureur ; mais quand l'immeuble a péri depuis qu'il est passé entre les mains

d'un tiers acquéreur, celui-ci reste tenu de payer son prix ; seulement son obligation, qui était alternative, est devenue pure et simple, par suite de la perte de la chose (art. 1193 Code civil), elle s'analyse en une somme d'argent qui, quoique mobilière, sera distribuée suivant l'ordre des privilèges et hypothèques. La situation des créanciers de l'assuré est dans ce cas analogue à celle des créanciers du vendeur.

Quel est le principe de l'obligation de l'assureur ? « L'assureur » dit Boudousquié, « s'oblige à remplacer la chose assurée, si cette chose vient à périr ; cette obligation a donc le véritable caractère d'une obligation réelle qui ne s'acquitte ordinairement en argent que parce que le remplacement ne pourrait, dans le plus grand nombre des cas, être fait en nature, sans procurer un bénéfice à l'assuré, et que le paiement en argent est le moyen le plus sûr de faire que l'indemnité soit égale à la perte ; mais de ce que le paiement en nature n'est qu'un mode de libération, il suit nécessairement que l'indemnité, que l'assureur se réserve toujours la faculté de payer en nature, constitue une obligation facultative et réelle dans son principe, et qu'elle doit, comme le prix dû par l'acquéreur d'un immeuble qui a péri, être distribué suivant l'ordre des inscriptions ».

« Les créanciers du vendeur et ceux de l'assuré sont dans une situation identique. Ceux du vendeur sont tout aussi étrangers au contrat de vente que ceux de

l'assuré au contrat d'assurance, et si, malgré cela, la loi accorde aux premiers une action réelle entre les mains des tiers acquéreurs, pourquoi n'en serait-il pas de même pour les seconds ?

« Ainsi, tous les rapports essentiels sur lesquels repose le droit de privilège ou d'hypothèque, existant entre l'assureur et l'assuré, on ne peut raisonnablement priver ceux-ci de l'exercice de leurs droits sur la somme due par l'assureur (1).

M. Bufnoir et les adversaires de notre opinion disent encore que les règles de l'hypothèque sont exceptionnelles : les créanciers hypothécaires ne peuvent exercer sur le prix, en cas de vente, leurs droits exorbitants que parce que la loi les y autorise formellement. Nous répondrons qu'il nous suffit d'un texte sur l'attribution du prix. Nous considérons l'indemnité d'assurance comme une représentation de la chose : si le prix la représente, pourquoi n'en serait-il pas de même de l'indemnité ?

C'est que, disent les auteurs que nous essayons de réfuter, il existe une différence de nature entre la créance qui résulte du prix de vente, et l'indemnité due par l'assureur ; l'indemnité est due en retour des primes qui ont été prises dans le gage commun : donc

(1) En ce sens : MARTINEAU DES CHESNEZ, *Réalisation du gage hypothécaire*, Aix, 1882 ; — PUGET, *Dictonn. des Associat.*, V^o *Action directe* ; — DARRAS et TARBOURIECH, *De l'attribut. des indemn. d'assur.*, n^o 22 ; — LAURENT, t. XXXI, n^o 409.

cette créance de l'assuré fera partie, non pas du gage de tel ou tel créancier privilégié, mais bien du gage commun.

On peut d'abord répondre que l'indemnité est en général bien supérieure au total des primes qui ont été payées par l'assuré. De plus, l'échange de somme à somme est difficile à concevoir, puisque la prime sera toujours payée, tandis que l'indemnité ne le sera qu'éventuellement et en un seul cas, celui du sinistre. « Ne vaut-il pas mieux dire que ce qui est fourni en retour des primes, c'est la chance pour l'assuré de ne pas perdre son bien, l'obligation contractée par la Compagnie d'assurances de payer au besoin la représentation de l'immeuble ? (1) »

Si l'assuré a droit à l'indemnité, c'est en raison du sinistre, c'est parce que sa chose a été détruite. Il ne sera d'ailleurs indemnisé que dans la mesure du dommage. Et ce qui montre que l'indemnité d'assurance représente l'objet sinistré, c'est qu'il faut prouver, pour l'obtenir, qu'il y avait un intérêt assurable. Que pourrait répondre l'opinion adverse, pour qui l'indemnité est seulement la représentation des primes ?

Enfin l'opinion que nous combattons néglige, ou plutôt enfreint gravement un principe fondamental en matière d'assurances, à savoir que l'indemnité ne doit jamais être une source d'enrichissement : c'est

(1) MARTINEAU DES CHESNEZ, *Réalisation du gage hypothécaire*.

pourtant ce qui aurait lieu si cette somme était distribuée sans distinction à la masse : les créanciers chirographaires, à la faveur du sinistre, réaliseraient un enrichissement aux dépens des créanciers diligents et sans reproches.

CHAPITRE II

INDEMNITÉS SOUMISES A L'ATTRIBUTION PRIVILÉGIÉE

SECTION I

INDEMNITÉS DUES PAR SUITE D'ASSURANCES

§ 1^{er}. — Assurances terrestres de choses.

Il résulte des termes mêmes de l'art. 2 que le bénéfice de sa disposition doit s'appliquer à toutes les indemnités dues par suite d'une assurance quelconque de chose, meuble ou immeuble. En effet, le législateur, après avoir énoncé nominativement les « assurances contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux », nous annonce que la même attribution sera observée à l'égard « des autres risques » (1).

Ces deux mots commandent la généralisation ; elle est d'ailleurs en harmonie avec l'esprit qui a présidé à la confection de notre loi.

(1) Il serait difficile d'entreprendre une énumération un peu complète, étant donné le développement considérable et continu des assurances. Indiquons celles qui garantissent les accidents causés par l'inondation, la foudre, les substances explosives ou les préjudices résultant des bris de glaces, voitures, etc.

Néanmoins il y aurait des obstacles sérieux à faire rentrer dans ce cadre les assurances sur la vie et contre les accidents.

L'art. 2, nous l'avons vu, a pour effet de transporter le droit de préférence des créanciers privilégiés ou hypothécaires sur l'indemnité représentant la chose sinistrée. La chose sinistrée, en cas d'assurance sur la vie, n'est susceptible d'aucun droit réel, puisqu'il s'agit de la personnalité humaine. L'indemnité, dans ces sortes d'assurances, doit donc être distribuée aux créanciers chirographaires, suivant la règle de l'art. 2093, à moins toutefois qu'un tiers bénéficiaire ne soit désigné au contrat.

Relativement aux assurances contre les accidents, la solution à donner doit être la même. Et cela est vrai non seulement en ce qui regarde l'assurance directe d'une personne déterminée contre les accidents qui peuvent la frapper, mais encore en ce qui concerne les assurances-responsabilité au moyen desquelles un patron se garantit des accidents pouvant survenir à ses ouvriers. Le motif est le même dans les deux cas : on ne conçoit pas un droit d'hypothèque ou de privilège venant s'exercer sur la vie humaine.

§ II. — Assurances maritimes.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que, pour nous, la loi de 1889, loin d'apporter une dérogation à

l'ensemble de la législation française, en rétablit la vraie doctrine, méconnue par la jurisprudence. Cette loi est plutôt interprétative du droit ancien que déclarative d'un droit nouveau. La matière des assurances maritime va nous en fournir l'exemple.

La loi du 10 décembre 1874 qui institua l'hypothèque maritime, décidait en son article 17 que les créanciers exerceraient leurs droits de suite et de préférence dans l'ordre des inscriptions, sur le produit des assurances qui auraient été faites par l'emprunteur sur le navire hypothéqué. Mais cela n'avait lieu qu'en cas de perte ou d'innavigabilité. Il fallait donc, en vertu de cette restriction, distinguer le cas où l'assuré délaissait, des cas où il se faisait régler en avarie : au premier cas, les créanciers étaient subrogés dans les droits de leurs débiteurs contre les assureurs ; au second cas on demeurait dans la situation commune. La loi du 10 juillet 1885 abrogea la précédente. Elle garde le silence sur le point qui nous occupe, et il suffit de consulter les travaux préparatoires pour se rendre compte que ce silence est dirigé contre le principe de l'attribution privilégiée.

La suppression de l'art. 17 était due aux réclamations des Compagnies d'assurances qui refusaient d'assurer les navires grevés d'hypothèques.

Le problème à résoudre consiste à déterminer l'influence de la loi de 1889 sur chacune de ces deux lois.

Si nous consultons les travaux préparatoires, nous

constatons la volonté manifeste de comprendre l'assurance maritime parmi celles que vise l'art. 2. Dans le projet primitif, l'art. 2 portait : « Les indemnités dues par les Compagnies d'assurances contre l'incendie, contre la grêle... et les autres risques, sont attribuées... aux créanciers privilégiés ou hypothécaires ». Le 23 février, quand l'art. 2 fut adopté en seconde délibération, les mots « Indemnités dues par les Compagnies d'assurances » étaient remplacés par les mots « Indemnités dues par suite d'assurances ». Et le rapporteur, M. Labiche, dont nous avons déjà signalé l'intervention (1), expliquait ainsi ce changement : « Nous avons remarqué, disait-il, qu'il pouvait y avoir des assurances qui n'étaient pas l'œuvre de Compagnies ; cela a lieu notamment dans les assurances maritimes ». Le 17 novembre, devant la Chambre des Députés, M. Maunoury, rapporteur, disait d'une manière générale : « Les indemnités dues pour assurances devront, désormais, être considérées comme la représentation de l'objet au même titre que le prix de vente de cet objet ».

La déclaration de M. Labiche est d'une importance capitale ; en son absence on eût pu prétendre que le droit maritime est soumis à des règles trop spéciales pour que cette loi, qui visait au début l'amélioration du Crédit agricole, pût lui être applicable. Mais le doute est levé par l'extrait que nous venons de transcrire.

(1) V. p. 10.

Il faut cependant discuter le raisonnement suivant qu'on a opposé à notre solution, en s'appuyant sur l'adage connu : *Generalia non specialibus derogant*. La loi spéciale du 10 juillet 1885, dit-on, en omettant de reproduire l'art. 17 de la loi du 10 décembre 1874, a certainement voulu écarter toute prétention des créanciers hypothécaires à une distribution privilégiée. Pourquoi le législateur de 1885 a-t-il agi de la sorte ? C'est parce qu'il a reconnu les inconvénients que présentait ce droit de préférence, sous l'empire de la loi de 1874. C'était une gêne pour les assureurs. Ils ne pouvaient plus payer aucune indemnité sans avoir soin de vérifier la situation hypothécaire, ce qui les amenait à demander un certificat négatif aux propriétaires de navires même non grevés d'hypothèques. D'autre part, les créanciers peuvent avoir compté sur l'attribution légale de l'indemnité d'assurance, alors que les polices qui doivent être renouvelées chaque année, expirent peut-être avant le remboursement du prêt. C'est pour toutes ces raisons, dit-on, que le législateur de 1889 n'a pas fait mention de l'attribution privilégiée en matière d'assurances maritimes, il s'est donc tacitement reporté aux dispositions de la loi spéciale de 1885 : *generalia non specialibus derogant*.

Nous répondrons d'abord qu'il n'est pas absolument certain que la loi de 1885 soit une loi spéciale : car elle s'occupe de tout ce qui a trait aux hypothèques sur les navires. Et même en lui laissant ce caractère

de loi spéciale, on peut restreindre le terrain de la discussion, au point de savoir si la règle *generalia non specialibus derogant* s'applique ici. Ce point a été exposé avec une précision remarquable par MM. Daras et Tarbouriech :

« Les auteurs ne possèdent pas à ce sujet de théorie d'ensemble, il se contentent ordinairement de les rappeler, puis renvoient aux œuvres de Merlin; cette manière de procéder se comprend d'elle-même; ce fut Merlin qui, comme procureur général à la Cour de cassation, présida à la première application de nos Codes : il fut chargé de veiller à ce que ceux-ci laissassent aux lois antérieures l'influence dont elles demeuraient encore susceptibles; c'est donc dans les œuvres de Merlin qu'il nous faut rechercher le sens du brocard qui nous préoccupe. Ceci étant, nous trouvons dans un réquisitoire du 20 juillet 1809 une explication de la règle qui vient entièrement à l'appui de notre opinion : « Elle signifie sans doute », nous dit Merlin. « que la loi générale, dans les points sur lesquels elle « est en opposition avec la loi spéciale, ne déroge pas « à celle-ci, même alors que celle-ci lui est antérieure.... Mais la règle, *in toto jure generi per « speciem derogatur*, signifie-t-elle que, dans les points « sur lesquels la loi spéciale est muette, la loi générale « ne doit pas suppléer à son silence ? Non certes, et « la Cour a constamment jugé le contraire » (MERLIN, *Rép. v^o Testament*, Section II, § 3, art. 2, n^o 8,

t. XIII, p. 673). Merlin citait, dans la suite de son réquisitoire, les arrêts de Cassation du 4 nivôse an VIII, du 4 mars 1807, du 23 germinal an XI, des 9 et 21 frimaire an XIV. La loi de 1885 ne contient pas de disposition expresse destinée à abroger l'art. 17 de la loi de 1874, elle ne peut donc avoir aucune influence sur l'interprétation de la loi de 1889. Somme toute, qu'a fait en 1885 le législateur français ? Une loi de 1874, dérogoratoire au droit commun tel que l'entendait la jurisprudence, avait décidé que le créancier ayant hypothèque sur un navire pourrait exercer ses droits sur l'indemnité d'assurances ; en 1885, notre législateur avait fait rentrer le créancier dans le droit commun ; il avait implicitement décidé qu'il serait assimilé à tous les autres créanciers privilégiés ou hypothécaires ; en 1889, ce droit commun est modifié : pourquoi ce créancier ne serait-il pas traité comme tous autres créanciers privilégiés ou hypothécaires ? (1).

Notons que le système consacré par la loi de 1889 diffère sensiblement de celui de la loi de 1874 :

a). L'attribution privilégiée opère aujourd'hui, que l'indemnité soit due à raison d'avaries ou de sinistres majeurs. Sous l'empire de la loi de 1874, elle n'avait lieu qu'en cas de perte ou d'innavigabilité du navire (2).

(1) DARRAS et TARBOURIECH, *loc. cit.*, p. 15.

(2) On avait voulu éviter aux assureurs la gêne d'avoir à vérifier l'état hypothécaire du navire à chaque règlement d'avarie. En vertu de l'art. 17, ils payaient directement l'assuré sans avoir à s'inquiéter des hypothèques grevant le bâtiment.

b). Tandis que la loi de 1874 ne visait que les créanciers hypothécaires, celle de 1889 accorde également son bénéfice aux créanciers privilégiés.

c). Auparavant l'inscription valait opposition au paiement de l'indemnité d'assurances. Il faut, depuis la loi de 1889, qu'une opposition soit faite.

La Cour de Paris, par un arrêt du 24 juillet 1896, a décidé que les gages de l'équipage, étant privilégiés sur le navire et sur le frêt, pourraient s'exercer sur l'indemnité due en cas de perte du navire (*V. Ann. de Dr. commercial*, 1897, p. 162).

§ III. — Assurances contractées par un tiers détenteur.

L'article 2 ne fait aucune distinction entre les personnes qui ont contracté l'assurance et celles qui l'ont continuée. Faut-il en conclure que les créanciers hypothécaires ou privilégiés pourront faire valoir un droit de préférence dans tous les cas, sitôt que la chose grevée a été détruite ?

Il se peut que l'acheteur, le tiers détenteur d'une façon générale, contracte à son tour une assurance sur l'immeuble. Si celui-ci vient à périr, qui profitera de l'indemnité ? Le tiers détenteur ou les créanciers privilégiés ?

Ce seront ces derniers, à notre avis. Nous nous basons sur la rédaction même de l'art. 2, qui, réglant l'attribution légale, ne fait aucune distinction : « les

indemnités seront attribuées... aux créanciers hypothécaires ou privilégiés suivant leur rang ». Du moment que par suite d'un sinistre, une indemnité est due, qui remplacera la chose détruite, elle devra en raison des termes généraux de la loi, être attribuée aux créanciers privilégiés et hypothécaires. Seulement le tiers détenteur, ayant déboursé le montant des primes, devra en être indemnisé par les créanciers qui en ont tiré profit, et qui, sans cela, réaliseraient un bénéfice injuste. Pour obtenir le montant des primes, il pourra invoquer l'art. 2102, § 3 (frais faits pour la conservation de la chose).

La même solution s'impose, c'est-à-dire l'observation stricte et sans distinctions de l'art. 2, si l'on suppose qu'un créancier privilégié ou hypothécaire contracte une assurance sur son gage, soit parce que son débiteur néglige de le faire, soit parce que l'assurance contractée par ce dernier ne paraît pas devoir être efficace. Dans cette hypothèse, de deux choses l'une : ou bien le créancier assureur est premier en rang, et il recueillera le bénéfice de son contrat avec la Compagnie, ou bien il est primé par des créanciers antérieurs, et ce sont eux qui recueilleront l'indemnité. On ne peut pas dire que cette solution soit injuste, car l'assurance, c'est un principe fondamental, ne doit être pour personne une source d'enrichissement ; ce qui aurait lieu si un créancier postérieur bénéficiait de l'indemnité, par cela seul qu'il a assuré le gage commun,

Ici encore, nous estimons que les créanciers antérieurs qui profitent de l'attribution de l'indemnité, devront dédommager le créancier qui a payé les primes, à la condition toutefois qu'elles ne dépassent pas la somme que leur paye la Compagnie.

SECTION II

§ 1^{er}. — Indemnités dues par le locataire ou par le voisin responsable (Commentaire de l'art. 3, § 1^{er}).

L'art. 3 § 1^{er} est ainsi conçu :

« Il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire ou le voisin, par application des articles 1733 et 1382 du C. civil » (1).

Ce paragraphe a trait à la créance en indemnité que l'arrivée d'un sinistre fait naître normalement au profit du propriétaire de l'objet détruit, et aux dépens du responsable (locataire ou voisin). Si l'on suppose que la maison est affectée à la sûreté spéciale d'une dette, notre loi décide que l'indemnité due par le locataire ou par le voisin sera, comme celle de l'art. 2, attribuée exclusivement aux créanciers privilégiés ou hypothécaires. Voici en quels termes M. Lacombe appuyait la proposition qu'il fit ajouter au Projet de la Commission.

(1) Ce paragraphe devrait logiquement se trouver placé entre le premier et le deuxième alinéa de l'art. 2.

« Si l'immeuble est assuré, on trouve juste que l'indemnité due à la suite du sinistre soit désormais dévolue hypothécairement aux créanciers ; mais si l'immeuble non assuré est entre les mains d'un locataire responsable de l'incendie, d'après les dispositions de l'art. 1733 du C. civil, l'indemnité due par le locataire a évidemment le même caractère vis-à-vis du propriétaire et de ses créanciers que celle que devrait, en cas de sinistre, la Compagnie d'assurances ; si l'une de ces indemnités doit être distribuée entre les créanciers privilégiés ou hypothécaires, suivant leur rang, au lieu de grossir la masse chirographaire, on ne voit pas pourquoi il n'en serait pas de même de l'autre (1) ».

Quel est le degré de responsabilité du locataire ou du voisin ? La responsabilité du droit commun est réglée par l'art. 1382 ; aux termes de cet article, tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute de qui il est arrivé, à le réparer ; mais c'est à la victime que revient la charge de prouver la faute de son adversaire. Or, l'art. 1733 nous enseigne que le locataire est responsable de l'incendie, d'une façon générale, sauf à se disculper en prouvant que le sinistre est le résultat d'un cas fortuit, d'une force majeure ou d'un vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine, c'est là une dérogation au principe général.

(1) *Journal officiel, Déb. parl. Sénat*, p. 253.

Ainsi le locataire est présumé en faute s'il n'administre pas une de ces trois preuves. Quant au voisin, il est responsable de l'incendie qui, de sa maison, s'est communiqué aux maisons contiguës ; seulement sa responsabilité est, faute de texte spécial, réglementée par l'art. 1382 ; autrement dit, il n'existe pas contre lui de présomption légale de faute : celle-ci devra être prouvée par le voisin demandeur.

Les créanciers privilégiés ou hypothécaires en faveur de qui est écrit notre paragraphe, se trouvent, vis-à-vis du locataire ou du voisin, dans une situation identique à celle des créanciers de l'art. 2, vis-à-vis de l'assureur. Ce que nous dirons plus loin des droits de ces créanciers contre les Compagnies d'assurances, quand il s'agit de conserver et exercer le droit d'attribution, sera vrai à l'égard du locataire et du voisin.

Examinons rapidement les hypothèses qui peuvent se présenter :

a) Entre assureur et assuré, pas de difficulté.

b) Entre locataire responsable et propriétaire, l'obligation d'indemniser est contractuelle, par suite de la faute prouvée contre le locataire ou supposée en vertu de la prescription légale de l'art. 1733, s'il n'administre pas l'une des trois preuves énumérées plus haut.

c) Si l'on envisage la situation créée entre voisins par le sinistre, on voit que le locataire peut se trouver obligé non seulement vis-à-vis de ses voisins, mais aussi vis-à-vis de tiers que le sinistre occasionné par

sa faute a lésés ; d'où, pour ceux-ci, une action directe ayant sa source dans un quasi-délit ; d'autre part, il est possible que le voisin soit responsable non seulement vis-à-vis de son propre voisin, mais encore vis-à-vis de certains tiers, notamment de créanciers ayant un droit de gage sur l'immeuble, qui eux aussi se trouvant lésés par le sinistre, posséderont de ce chef une action en réparation contre le responsable. Il est certain que dans ce cas les créanciers ne pourront pas à la fois exercer leur action en indemnité qui a sa source dans le quasi-délit, et profiter de l'attribution. Ils devront se contenter de ce second bénéfice, dont le mode respecte les droits et les qualités du propriétaire, lequel n'a pas cessé, en définitive, d'être nominalement le maître de la chose, et pour le compte duquel elle a péri.

Nous avons supposé jusqu'ici que l'immeuble en question n'était pas assuré, et que par conséquent une seule indemnité était à prévoir, en cas de sinistre, au profit du propriétaire, — celle du locataire et du voisin.

Mais si l'immeuble loué est assuré, on se trouvera en présence de deux indemnités éventuelles : celle que doit au propriétaire le responsable, et celle que lui doit son assureur. Les créanciers attributaires pourraient-ils faire valoir leurs droits à l'égard de l'une et de l'autre ?

Remarquons d'abord qu'ils ne peuvent pas avoir plus de droits que leur auteur ; celui-ci, le propriétaire,

qu'il y ait ou non des créanciers hypothécaires, peut choisir entre les deux actions. En pratique, lorsque la Compagnie d'assurances a désintéressé le propriétaire, elle profite d'une clause contenue dans la plupart des polices, et en vertu de laquelle l'assureur se fait céder les droits du propriétaire sinistré et désintéressé par elle, contre le locataire ou le voisin responsables. Ainsi, lorsque le propriétaire a agi contre la Compagnie, les actions sont éteintes, et il ne peut plus être question, pour les créanciers, de choisir.

Au cas qui nous occupe, les créanciers privilégiés ou hypothécaires dont l'auteur n'a pas épuisé son droit, pourront choisir entre deux actions (1). Ils actionneront le locataire, s'il est solvable et s'ils estiment que l'indemnité qui lui incombe est plus forte que celle que lui doit l'assureur, par exemple si l'immeuble a acquis une plus-value depuis la confection de la police. Car, tandis que le locataire doit payer la valeur de l'immeuble au jour de l'incendie, l'assureur n'est tenu que de la somme qui représentait la valeur déclarée de l'immeuble au moment du contrat.

Supposons que l'une des indemnités soit insuffisante pour désintéresser les créanciers. Ceux qui n'ont pu être colloqués pourront-ils exercer leurs droits sur la

(1) Nous disons qu'ils ont le choix : cependant on ne saurait trop recommander à ces créanciers de faire double opposition : contre l'assureur et contre le responsable. Sans quoi ils pourraient se voir privés de leur attribution, puisque le paiement de l'une des deux indemnités éteint leur droit sur l'autre,

seconde ? Non, car « le sinistre ne peut pas avoir pour conséquence de doubler la valeur du gage ; les créanciers qui n'avaient aucun droit utile à faire valoir sur la chose elle-même, ne peuvent pas tirer avantage de ce que la chose est détruite » (1). On peut ajouter que l'esprit de notre loi est d'assimiler l'indemnité à un prix de vente : le prix serait-il dû deux fois si la chose avait été vendue ?

La Cour d'appel de Lyon (2) a fait une application intéressante de l'art. 3 de la loi du 19 février 1889. On sait qu'il est de jurisprudence constante que le preneur doit indemniser le bailleur, à raison de la privation de loyers subie par ce dernier, pendant tout le temps nécessaire à la reconstruction et à la relocation, temps qui est évalué par le juge du fait. Il doit aussi les frais de l'expertise qui a eu pour objet l'évaluation des dommages causés aux bâtiments par l'incendie (ces frais étant un accessoire du dommage). Ces solutions sont commandées par l'art. 1733 du Code civil. Après avoir rappelé ces principes, la Cour de Lyon décide qu'en vertu de l'art. 3 de la loi du 19 février 1889, le propriétaire qui poursuit le paiement de ces sommes est privilégié sur l'indemnité que doit au locataire son assureur, en réparation du mobilier et des marchandises garnissant les lieux loués avant l'incendie. En effet, l'art. 3 ne fait aucune distinction entre les diver-

(1) PANNIER, *loc. cit.*, p. 44.

(2) Cour d'appel de Lyon, 25 février 1892 (*Gaz. du Pal.*, 24 mars 1892).

ses causes pour lesquelles le locataire doit indemnité au propriétaire.

§ II. — Toutes autres indemnités dues par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèques.

La loi belge du 16 décembre 1851, après avoir, en son art. 10, indiqué certains cas d'attribution privilégiée, ajoute : « Il en sera de même de toute indemnité due par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilèges ou d'hypothèques ». On s'est demandé si notre loi, dont l'art. 3, § 1^{er}, est laconique, doit être entendue dans un sens large ou dans un sens restreint.

On a soutenu (1) que l'énumération de cet article est limitative. La loi laisserait, par exemple, en dehors de sa sphère d'application, l'art. 1792 du Code civil, d'après lequel l'architecte et l'entrepreneur sont responsables, pendant les dix ans qui suivent la réception des travaux, de la perte de tout ou partie de l'édifice par eux construit. Elle ne concernerait pas non plus le détenteur de corps certains qui n'est pas locataire, mais est tenu de conserver, qui est, par suite, responsable de tout sinistre dû à une autre cause que le cas fortuit ou la force majeure. Elle ne viserait pas davantage l'indemnité due à la suite de la destruction d'un objet non assuré, par le fait d'un tiers qui n'est ni

(1) PANNIER, *loc. cit.*, p. 39.

locataire, ni voisin, responsable simplement en vertu d'un délit ou quasi-délit, comme, suivant l'exemple classique, l'individu qui, jetant par hasard une allumette enflammée, aura été la cause involontaire d'un incendie.

Une interprétation aussi étroite et rigoureuse nous paraît contraire à l'esprit qui a présidé à la confection de la loi de 1889, contraire aussi aux déclarations de M. Lacombe, qui prennent ici une importance singulière, puisque c'est sur l'initiative de ce sénateur que fut voté l'art. 3. Or, M. Lacombe ne nous présente pas les indemnités dues par le locataire ou le voisin comme nécessitant, par un effet de leur caractère, une affectation spéciale : il se borne à rappeler leur affinité avec les indemnités dues par une Compagnie d'assurances (1). Il est donc permis d'invoquer ici l'esprit bien évident de la loi, et de suppléer à l'insuffisance de l'art. 3 en disant que l'attribution suivant l'ordre de préférence hypothécaire ou privilégiée, s'étend à toute indemnité qui serait due par un tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque.

L'interprétation large est d'ailleurs la seule équitable ; ceux qui se bornent à appliquer strictement la

(1) « Il y a », dit-il, « des indemnités tout à fait du même ordre que les indemnités dues en cas de sinistre par les Compagnies d'assurances et la substitution des droits du créancier privilégié ou hypothécaire, doit être applicable à ces indemnités là aussi bien qu'à celles qu'aurait pu devoir une Compagnie d'assurances » (*Journal officiel*, Sénat, p. 225).

lettre de l'art. 3, arrivent à des résultats choquants, et nous croyons utile pour notre cause de citer l'exemple suivant que M. Pannier, dont l'opinion est contraire à la nôtre, présente comme une conséquence de l'art. 3 tel qu'il l'entend (1).

Il suppose qu'un incendie se déclare dans un immeuble par suite d'un vice de construction, et cause des dommages aux propriétaires ou locataires des immeubles contigus. Il y a responsabilité du voisin, aux termes de l'art. 1733. Mais voici que le même sinistre détruit le mobilier de divers locataires de l'immeuble même où le feu a pris naissance ; peut-être est-ce même chez l'un de ces locataires que se trouve le vice de construction : « On ne pourra pas dire, conclut M. Pannier, que vis-à-vis d'eux, le propriétaire de l'immeuble joue le rôle d'un voisin : l'attribution légale ne s'applique donc pas à l'indemnité qui leur est due ».

La citation de cet exemple est, pensons-nous, la meilleure critique de ce système.

Voici maintenant un cas qui peut se présenter fréquemment dans les campagnes. Les riverains de certains cours d'eau sont exposés à des inondations périodiques. Supposons que l'un d'eux, désirant se prémunir contre ce risque, traite avec un entrepreneur qui s'engage à construire une digue pour arrêter l'afflux des eaux. Le travail n'est pas exécuté dans le temps convenu entre

(1) PANNIER, *loc. cit.*, p. 40.

les parties, et une inondation emporte les récoltes. L'entrepreneur est donc condamné à indemniser le propriétaire. Qui aura qualité pour recevoir cette indemnité ? Dans notre système, la réponse est simple : cette indemnité n'est pas due par un assureur, cela est vrai, mais elle représente la chose, en l'espèce la récolte détruite. Aussi donnerons-nous la préférence aux créanciers privilégiés et hypothécaires.

CHAPITRE III

DES PERSONNES BÉNÉFICIAIRES DE L'INDEMNITÉ D'ASSURANCES

L'article 2 s'exprime ainsi : « Les indemnités.... sont attribuées... aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang ».

En tenant compte de la disposition de l'art. 4 qui conserve sous certaines conditions le droit de préférence des cessionnaires de l'indemnité, voici dans quel ordre celle-ci doit être distribuée :

Les cessionnaires visés par cet article 4.

Les créanciers privilégiés.

Les créanciers hypothécaires.

Les cessionnaires postérieurs à la loi de 1889.

Les créanciers chirographaires.

SECTION I

PRIVILÈGES

La loi ne faisant aucune distinction, on doit conclure qu'il n'y a pas à distinguer entre les divers privilèges, qu'ils soient généraux ou spéciaux ; les indemnités seront réparties suivant la qualité du privilège.

Notre article étendra donc son domaine sur les privilèges suivants :

1° Les privilèges généraux sur les meubles, de l'art. 2101. Ils s'exercent également sur les immeubles, mais seulement après discussion du mobilier (art. 2104 et 2105).

On peut se demander si la loi de 1889 a changé la situation de ces créanciers :

a) S'ils se trouvent en concurrence avec des créanciers qui ont un privilège sur un immeuble (art. 2103), leur situation n'est pas changée quant au fond. Seulement ils priment ceux-ci en vertu d'un droit différent : avant 1889 ils passaient premiers par suite de l'anéantissement, résultant du sinistre, du privilège spécial : mais actuellement l'indemnité représente l'immeuble, et si les créanciers privilégiés généraux conservent le premier rang, c'est en vertu de l'art. 2105. Enfin, ils ne pourront plus dans tous les cas se faire payer directement et en dernier ressort sur le montant de l'indemnité d'assurances : il faudra distinguer l'indemnité qui représente la valeur du mobilier. Car les privilèges généraux ne portent sur les immeubles, nous l'avons dit, que si les meubles ne sont pas suffisants pour désintéresser les créanciers qui en sont pourvus. Si l'indemnité due pour la maison est distribuée en premier lieu, le créancier devra donc, s'il le demande, être admis à produire à l'ordre : mais la situation peut n'être que provisoire, le titre n'être qu'éventuel, car

la collocation ainsi obtenue devra être réduite aux sommes dont il ne sera pas payé sur l'indemnité afférente au mobilier.

b) Si ces mêmes créanciers privilégiés généraux se trouvent en concurrence avec des créanciers privilégiés spéciaux sur les meubles (art. 2102), il s'élève alors une difficulté considérable. Nous n'avons pas à la trancher ici, mais il nous paraît intéressant de signaler que d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, ce sont les créanciers privilégiés spéciaux qui l'emportent en ce conflit ; ce qui montre qu'en pratique, au moins dans ce cas, les créanciers privilégiés généraux n'auront pas toujours à se louer de l'attribution de la loi de 1889.

2° Les créanciers privilégiés sur certains meubles (art. 2102).

Ces privilèges reposent sur une idée de nantissement. Or il est bien certain qu'après le sinistre le créancier n'est plus nanti : il n'a plus devant lui, désormais, qu'une indemnité éventuelle. Cette circonstance doit-elle nous porter à lui refuser l'attribution spéciale ? Non, il ne faut pas ici perdre de vue notre principe directeur : si l'objet est détruit, la somme que verse la Compagnie d'assurances vient précisément prendre la place de cet objet disparu physiquement, mais non pas juridiquement. Ces créanciers seront donc admis à se faire payer sur l'indemnité.

Remarquons qu'ici notre loi complète en un point

la loi du 28 mai 1858 sur les marchandises déposées dans les magasins généraux. Celle-ci porte en son art. 10 : « Les porteurs de récépissés et de warrants ont, sur les indemnités dues en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée ». Le principe de l'attribution est le même, on le voit, que dans la loi de 1889, qui n'a pas fait que le généraliser. Aussi les porteurs de warrants, qui sont des créanciers gagistes, pourront-ils invoquer l'un ou l'autre de ces deux textes, sauf à suppléer au silence du premier par les dispositions précises du second, notamment en ce qui a trait aux paiements faits de bonne foi avant opposition.

3° Les privilèges sur certains immeubles de l'art. 2103 du Code civil.

A cette catégorie de créanciers privilégiés, aussi bien qu'à la précédente, nous pourrions appliquer une observation intéressante que MM. Darras et Tarbouriech nous présentent comme une conséquence curieuse de la loi de 1889, conséquence qui n'a sans doute pas été prévue par le législateur :

« Une loi du 5 septembre 1807 », écrivent ces auteurs, « accorde au Trésor des privilèges et une hypothèque légale sur les biens des comptables. Un privilège général porte sur tous les biens meubles. Un privilège spécial a pour objet les immeubles acquis par eux, à titre onéreux, postérieurement à leur nomination. Quant aux immeubles acquis à titre

onéreux, dès avant leur nomination, ils ne sont frappés que d'une hypothèque légale. Il en est de même de tous les immeubles acquis à titre gratuit, à quelque moment que ce soit. Avant le vote de la loi nouvelle, lorsqu'un des immeubles grevés de cette hypothèque légale venait à disparaître et qu'une indemnité naissait de ce fait au profit des comptables, les droits du Trésor étaient transformés; à l'hypothèque légale faisait place le privilège général dont il vient d'être parlé; à l'heure actuelle, ce résultat ne peut plus se produire; c'est qu'en effet la loi nouvelle peut utilement être invoquée par ceux qui ont sur l'immeuble disparu une hypothèque préférable à celle de l'Etat; dans leur intérêt, la chose hypothéquée est considérée comme se survivant dans l'indemnité due. Cette conséquence résulte nécessairement de la loi de 1889 » (1).

4° Les privilèges établis par le Code de commerce (art. 191, 271, 280, 307, 308, 320 à 328 et loi du 23 avril 1863, modifiant les art. 93, 94 et 95 du Code de commerce relatifs au privilège des commissionnaires).

5° Les privilèges établis par des lois spéciales.

(1) DARRAS et TARBOURIECH, *loc. cit.*, § 49.

SECTION II

HYPOTHÈQUES

Ici, la préférence résultera, non plus de la qualité de la créance, mais de la date de l'inscription ou de la faveur accordée par la loi à quelques créanciers.

SECTION III

CERTAINS DROITS PEUVENT-ILS ÊTRE ASSIMILÉS AUX PRIVILÈGES ET
AUX HYPOTHÈQUES ?

Nous avons affirmé plusieurs fois déjà au cours de cette étude, qu'étant donnée la façon dont fut conçue notre loi, il convient de l'interpréter dans un sens large. La mesure, en certains cas, peut être délicate à observer : nous allons en faire l'expérience en passant en revue quelques-unes des situations qui présentent le plus d'analogie avec celle des créanciers privilégiés et hypothécaires.

§ I^{er}. — Droit de rétention

On a dit, pour dénier tout droit au créancier rétenteur, que la loi qui nous occupe ne doit pas être étendue quand une telle interprétation viendrait heurter les principes généraux du droit. — Sans aucun doute.

C'est donc sur le terrain des principes que nous allons nous tenir pour essayer de démontrer l'analogie de situation qui existe à nos yeux entre le créancier rétenteur et n'importe quel créancier privilégié.

Le droit de rétention a pour base un motif d'équité : celui qui a fait des dépenses nécessaires ou utiles sur une chose qu'il détient, ne peut être contraint de la restituer au propriétaire qu'après avoir été complètement désintéressé (Code civil, art. 867, 1612, 1673, 1749, 1948, 2082, 2087).

« Lorsque le détenteur », écrivent MM. Aubry et Rau, « a été contre sa volonté dépossédé par le fait du propriétaire ou d'un tiers, de la chose soumise au droit de rétention, il peut, s'il s'agit d'un meuble, en réclamer la restitution par voie de saisie-revendication, et, s'il s'agit d'un immeuble, par voie de réintégrande, à supposer que la dépossession ait été consommée à l'aide de voies de fait assez graves pour l'autoriser. Du reste, lorsque la chose mobilière affectée au droit de rétention a passé entre les mains d'un tiers possesseur de bonne foi, la restitution ne peut plus être demandée si ce n'est en cas de perte ou de vol, conformément aux dispositions de l'art. 2279. »

Cela ne montre pas que le créancier rétenteur perdrait son droit à la suite d'un dessaisissement. Nous voyons au contraire que le droit de rétention n'est pas simplement un moyen de défense, une exception, comme l'ont soutenu MM. Darras et Tarbouriech,

mais qu'il peut au contraire, en quelques cas, servir à l'offensive. Une distinction s'impose donc : il faut examiner si le dessaisissement a été volontaire, auquel cas le rétenteur perd son droit, ou bien s'il a été involontaire. — Ceci posé, n'est-il pas évident qu'en cas de destruction de l'objet par l'effet d'un sinistre, le créancier rétenteur se trouve dépouillé manifestement contre son gré ? Il avait auparavant sur la chose, sinon un privilège, du moins une situation privilégiée qui lui permettait de se faire payer avant tous autres. Pourquoi ne pas la lui conserver sur l'indemnité qui, nous le savons, est assimilée au prix, représente la chose ?

Cette solution n'est pas seulement conforme aux principes, elle est aussi hautement équitable : le créancier rétenteur ne verra plus ses légitimes espérances s'évanouir par suite d'événements que toute sa diligence n'eût pu détourner (1).

§ II. — Séparation des patrimoines.

Un objet dépendant d'une succession vient à être détruit; qui recevra l'indemnité afférente : les créanciers du défunt qui ont demandé la séparation des patrimoines, ou bien les créanciers de l'héritier ? Les premiers, avant la loi de 1889, avaient intérêt à faire

(1) *Contra* : DARRAS et TARBOURIECH, *loc. cit.*, n° 53.

une saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie d'assurances, pour éviter la confusion chez l'héritier, confusion qui fait disparaître le bénéfice de la séparation des patrimoines. Si notre loi s'applique à cette espèce, comme nous le pensons, les créanciers héréditaires n'auront plus besoin de recourir à cette formalité gênante et coûteuse : une simple opposition suffira.

Et c'est bien là en effet la solution à donner; l'indemnité due à raison d'une chose représente celle-ci. Nous le répétons encore ici, car c'est là notre principe directeur, toutes les fois qu'une raison formelle n'y met pas obstacle. Ici d'ailleurs l'assimilation n'offre pas de difficultés; la séparation des patrimoines, considérée par quelques-uns comme un véritable privilège, ne l'est peut-être pas, bien que le Code civil le nomme ainsi dans l'art. 2111. Quoi qu'il en soit, la différence, si différence il y a, est négligeable en ce qui nous concerne, surtout si l'on considère que les créanciers du défunt jouissent du droit de préférence sur le prix dû des biens héréditaires.

§ III. — Rapport de l'héritier donataire.

« Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, par donation entre vifs.... » (art. 843 du Code civil).

Il faut supposer que l'objet sujet à rapport a péri, puis qu'il a été remplacé, dans le patrimoine du donataire, par une indemnité d'assurances. Nous pensons que poser la question en ces termes, c'est la résoudre. L'objet n'a pas disparu d'une manière absolue, puisqu'une valeur correspondante a pris sa place, en tient lieu désormais. Et il sera aisé d'évaluer le montant du rapport à faire, puisque ce n'est pas autre chose que l'indemnité d'assurances elle-même.

§ IV. — Usfruit.

Un incendie a détruit un immeuble grevé d'usufruit et assuré par le nu-propriétaire. Celui-ci recevra-t-il l'indemnité toute entière, l'usufruitier sera-t-il lésé sans compensation ? La question est très controversée. Nous trouvons un arrêt de Colmar en faveur d'un droit proportionnel pour l'usufruitier, et qui énonce déjà le principe affirmé depuis par la loi du 19 février 1889, à savoir que l'indemnité représente l'immeuble assuré (1). D'après cet arrêt, le propriétaire qui assure l'immeuble pour sa valeur intégrale doit être considéré comme un *negotiorum gestor* des intérêts de l'usufruitier. Il faut bien, selon nous, admettre la solution de la Cour de Colmar, car il n'est pas possible de scinder un contrat d'assurance, de le déclarer à la fois valable et non valable ; à moins qu'on ne soutienne que le propriétaire a pu assurer à son béné-

(1) SIREY, 28, 2, 17.

fice éventuel une chose qui ne lui appartenait pas, la jouissance du bien, en l'espèce. Mais un tel contrat serait certainement illicite.

Le tribunal civil de Pontarlier, saisi de la question, a jugé que le contrat d'assurances ne devant pas être pour l'assuré un moyen de réaliser un gain, mais seulement de le couvrir des pertes que le sinistre lui a fait éprouver, il s'ensuit que le nu-propriétaire ne peut avoir droit à l'indemnité stipulée que déduction faite de la valeur représentative de l'usufruit. Et, en pareil cas, l'usufruitier a droit à cette valeur quand il résulte des termes du contrat d'assurances que le nu-propriétaire n'a pas seulement stipulé pour lui-même et dans son propre intérêt, mais qu'il a aussi entendu stipuler pour le compte et dans l'intérêt de l'usufruitier (1).

SECTION IV

EST-IL PERMIS DE DÉROGER PAR UNE CONVENTION A L'ATTRIBUTION
RÉGLÉE PAR L'ARTICLE 2 ?

Il faut, pour répondre à cette question, distinguer entre les conventions dérogatoires que prétendraient faire les créanciers, ou l'assureur, ou l'assuré.

(1) Trib. civ. de Pontarlier, 18 fév. 1890 (V. GRUN et JOLIAT, n° 91; — LABORI et SHAFFHAUSER, *Rép. encyclop. du droit français*, V° *Assur. terrestres*, n° 264).

1^{re} hypothèse. — Après l'arrivée du sinistre, il est certain que les créanciers hypothécaires ou privilégiés ont le droit de modifier entre eux, ou même au profit d'un tiers, l'ordre des attributions de l'art. 2. Il suffit pour cela qu'ils soient capables de disposer.

2^e hypothèse. — Avant l'arrivée du sinistre, l'assuré convient avec une Compagnie que l'indemnité sera attribuée contrairement aux règles prescrites par l'article 2, par exemple au profit de l'un ou de quelques-uns des créanciers hypothécaires. Ou bien la Compagnie prétend insérer dans sa police que l'indemnité sera, le cas échéant, attribuée exclusivement à l'assuré. Ou bien encore que l'attribution sera réglée par la jurisprudence antérieure à la loi de 1889. Ces stipulations sont-elles valables ? Non. Le droit des créanciers privilégiés est absolument indépendant des conventions particulières de l'assureur et de l'assuré. La loi leur délègue expressément un droit à l'attribution privilégiée : il y a droit acquis et l'on sait que notre législation les voit d'un œil favorable ; elle déclare même le plus souvent d'ordre public celles de ses dispositions qui les concernent. Une stipulation de l'une des trois sortes que nous venons d'examiner serait nulle et, en vertu de l'art. 1172, entraînerait la nullité du contrat d'assurances. Cette solution ne doit pas être taxée de rigoureuse, car la pratique contraire entraînerait de sérieux inconvénients. Que l'on remarque, par exemple, que certains privilèges ou hypothèques

ont une source étrangère à la convention ; des tiers pourraient se trouver exposés à estimer à trop haute valeur le gage représenté par les biens de l'assuré, à compter sur une garantie sérieuse alors qu'elle n'est que de façade.

3^e hypothèse. — Avant tout sinistre, un créancier hypothécaire ou privilégié, d'accord avec l'assuré, renonce, quant à lui, au bénéfice de l'art. 2. Cette convention, dont la pratique offre assurément peu d'exemples, doit être déclarée valable. Chacun est maître, en contractant, de renoncer à un avantage éventuel, à un bénéfice que la loi lui accorde.

4^e hypothèse. — Le créancier seul désire modifier l'attribution légale. Ici le point est plus délicat, mais il nous semble préférable d'écarter cette prétention. Il est, en effet, de règle qu'une assurance ne doit profiter qu'à ceux qui ont intérêt à la conservation de l'objet assuré et dans la mesure de cet intérêt. Si l'on ne tenait pas compte de ce précepte, nous verrions, dans notre hypothèse, les détenteurs conventionnels du bénéfice éventuel de l'attribution, directement intéressés à la perte de la chose, enclins à souhaiter le sinistre, source de gains ; la situation nous paraît contraire à l'ordre public.

CHAPITRE IV

EFFETS DE L'ATTRIBUTION

SECTION I

QUEL EST LE FONDEMENT JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTION PRIVILÉGIÉE
DE L'ART. 2 ET DE L'ART. 3, § 1^{er} ?

L'idée qui préside à l'attribution privilégiée de l'indemnité d'assurances est la suivante : cette indemnité représente la chose grevée et détruite comme le prix représente l'objet vendu. La nature du droit des créanciers attributaires sera donc celle du droit de préférence qui découle du privilège ou de l'hypothèque ; il s'exercera désormais sur l'indemnité due par l'assureur.

Une telle interprétation ressort clairement de l'examen des travaux préparatoires de la loi. Voici d'ailleurs comment s'exprimait M. Labiche :

Le but de l'art. 2 est de faire porter sur l'indemnité due en cas de sinistre d'un objet assuré, les privilèges ou hypothèques existant sur cet objet. En un mot, l'art. 2 assimile, sans qu'il soit besoin de stipulation expresse, l'indemnité au prix, c'est-à-dire permet d'exercer en cas de sinistre sur les indemnités dues

par les assureurs le droit de préférence qui, en cas de vente, aurait dû être exercé sur le prix de l'objet assuré ». (Sénat, séance du 10 février 1888, *J. off.*, Déb. parl., p. 132).

Et plus loin :

« Il n'y a pas lieu de créer un nouveau privilège puisant son origine dans le fait du sinistre ». (Séance du 10 février).

Enfin, M. Maunoury, rapporteur à la Chambre des Députés, après avoir rappelé que l'indemnité devait être assimilée au prix de vente, en tant que représentation de l'objet détruit, ajoutait que cette somme doit être « distribuée suivant les mêmes règles que l'aurait été le prix de vente ».

Cette opinion n'est pas acceptée de tous. Le législateur s'est exprimé ainsi :

« Les indemnités dues par suite d'assurance... sont attribuées, sans qu'il soit besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang ».

Examinons les diverses théories qui ont été proposées pour déterminer la nature du droit en question.

1^o *Délégation*. — En raisonnant par *a contrario* (...sans qu'il soit besoin de délégation expresse), divers auteurs ont mis en avant la théorie de la délégation tacite. Cette opinion fut soutenue par M. Lacombe au cours de la discussion devant le Sénat. Qu'est-ce que la délégation ? « C'est », dit Pothier,

« une espèce de novation par laquelle l'ancien débiteur, pour s'acquitter envers son créancier, lui donne une tierce personne qui, à sa place, s'oblige envers le créancier ou envers la personne qu'il lui indique ».

Suivant l'opinion que nous exposons, les créanciers privilégiés et hypothécaires viendraient de plein droit prendre la place que l'assuré occupait vis-à-vis de l'assureur ; tout se passerait alors entre eux et l'assureur, car en vertu de la novation supposée par la délégation, l'assuré est désormais hors de cause. Or, il n'en est pas ainsi dans le cas qui nous occupe : l'interprétation du contrat, par exemple, ne regarde que l'assureur et l'assuré ; c'est, pour les créanciers, *res inter alios acta* ; ils seront également étrangers aux actes qui pourront naître de l'inobservation de ce même contrat. Enfin, comment les partisans de cette opinion expliqueraient-ils le deuxième paragraphe de notre art. 2, en vertu duquel « les paiements faits de bonne foi avant opposition seront valables » ? Cette hypothèse, prévue par notre loi, n'est compréhensible que si aucune délégation n'est venue substituer de plein droit les créanciers privilégiés ou hypothécaires à l'assuré.

Pour ces raisons nous critiquerons un jugement du tribunal civil de la Seine (6^{me} chambre) qui s'exprime ainsi dans ses considérants (1) :

(1) Trib. civ. de la Seine, 30 avril 1896 (*Gaz. des Trib.*, 20 juin 1896).

« Attendu que l'art. 2 de la loi du 19 février 1889 porte que désormais la créance de l'assuré contre l'assureur est déléguée à ses créanciers tacitement par l'effet d'une présomption légale ; qu'il s'opère donc encore comme par le passé, délégation de cette créance qui subsiste par conséquent, et continue d'appartenir à l'assuré ».

Ce raisonnement est contradictoire : si la créance continue d'appartenir à l'assuré, il n'y a pas de délégation, et réciproquement : car la délégation opère novation, c'est-à-dire disparition d'une créance ancienne qui fait place à une nouvelle.

Notre opinion est au contraire exprimée dans un arrêt du tribunal civil de Châteauroux (1), qui décide que la loi de 1889 ne contient pas de délégation de l'indemnité au profit des créanciers hypothécaires ou privilégiés, mais « se borne à transférer leurs droits réels sur ladite indemnité ».

2° *Subrogation*. — Cette théorie était celle de M. Lenoël qui, au cours des travaux préparatoires de la loi, avait proposé d'introduire les termes de notre art. 2 à la suite de l'art. 1251, créant ainsi un cinquième cas de subrogation légale (2). — M. Clément

(1) Trib. civ. de Châteauroux, 5 mars 1895 (*Journ. des Assur.*, 1896, p. 85).

(2) Voici le texte de l'amendement de M. Lenoël : « L'art. 1251 du Code civil est ainsi complété... : « 5° Au profit des propriétaires des immeubles « incendiés, créanciers privilégiés et hypothécaires suivant leur rang pour « les indemnités dues par les Compagnies d'assurances contre l'incendie, la « grêle, la mortalité des bestiaux ou les autres risques ».

lui répondit très justement que l'art. 1251 n'accorde la subrogation qu'à ceux qui payent pour autrui. Rien de tel dans le cas de l'assureur qui devra désormais payer aux créanciers hypothécaires et non plus à l'assuré, mais toujours pour son propre déchargement. La théorie présentée par M. Lenoël doit donc être rejetée, ainsi que celle de M. Lacombe, que nous avons précédemment exposée.

M. Maunoury, rapporteur de la loi devant la Chambre des députés, exprimait au contraire l'opinion que nous avons cru devoir présenter comme la meilleure, au début de ce chapitre : « Ces indemnités (dues par l'assureur), seront considérées comme la représentation de l'objet, au même titre que le prix de vente de cet objet. ».

Puis il ajoutait :

« Il est possible que cette disposition soit contraire aux principes absolus du droit, car elle fait survivre le droit réel de privilège et d'hypothèque à l'existence de l'objet sur lequel ce droit réel est constitué, mais il est certain qu'elle est conforme à l'équité ».

Ici nous n'approuverons plus sans réserves l'honorable rapporteur. Nous croyons avoir montré dans la partie préliminaire de ce travail que la jurisprudence, si elle avait fidèlement interprété les principes généraux du droit, aurait dû, sans le secours de notre loi, attribuer avant tous autres aux créanciers privilégiés ou hypothécaires l'indemnité d'assurances.

Voici pourquoi nous insistons : ceux qui envisagent notre loi comme introductive d'un droit nouveau inspiré par la seule équité, arbitraire en quelque sorte, l'interpréteront d'une façon restrictive et ne l'étendront jamais en dehors des cas spéciaux qu'elle prévoit. Nous avons au contraire une tendance marquée à envisager la loi de 1889 comme se rattachant à une théorie générale qui a déjà inspiré plusieurs de nos lois, et qui consiste à envisager comme la représentant, toute indemnité due à raison de la perte d'une chose.

SECTION II

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE LA DISPENSE DE DÉLÉGATION EXPRESSE ?

Avant la loi de 1889, les créanciers hypothécaires ne manquaient pas, en prêtant leurs deniers sur un immeuble, de stipuler à leur profit les droits éventuels de leurs débiteurs contre la Compagnie d'assurances, au cas où un sinistre se produirait. De plus cette cession, pour être opposable aux tiers, devait être suivie d'une notification à l'assureur ou de son acceptation par acte authentique.

Il était d'usage que le prêteur gardât par devers lui la police d'assurance. Le Crédit foncier faisait inscrire dans les instructions de ses agents, l'observation sui-

vante : « Il est indispensable que la police d'assurance soit annexée à la minute du contrat de prêt ou qu'il soit constaté qu'elle a été remise au Crédit foncier qui devra la garder en sa possession. » Il faut bien dire, cependant que, dans la pratique, si l'on observait toujours la formalité de la stipulation expresse, il n'en était guère de même en ce qui concerne celle de la remise de la police d'assurance. Il en fut plus particulièrement ainsi à partir du jour où l'administration de l'enregistrement renonça à percevoir un droit sur la police dont elle devait jusque-là demander la production. Le notaire, désormais sans inquiétude du côté du fisc, mentionnait seulement la cession, sauf à la notifier plus tard à la Compagnie.

Aujourd'hui, la stipulation expresse est devenue inutile. L'attribution de l'indemnité d'assurances a lieu en vertu de la loi elle-même. Mais alors une question se pose : faudra-t-il que le créancier, cessionnaire légal de l'indemnité d'assurances, notifie la cession à la Compagnie ? La formalité requise en matière de cession par l'art. 1690 est-elle nécessaire ici ?

Voici les arguments présentés à l'appui de l'affirmative : le créancier hypothécaire ou privilégié devra faire une notification, parce que la loi ne l'en a pas dispensé ; or, il faudrait un texte formel pour déroger au droit commun. Comme il n'en existe aucun, on appliquera la règle générale en vertu de laquelle toute cession, pour être valable à l'égard des tiers, doit être notifiée.

A ce sujet, on fait la remarque suivante : aux termes de la loi du 10 décembre 1874 sur l'hypothèque maritime, le créancier hypothécaire n'avait aucune notification à faire pour conserver son attribution privilégiée. Ne faut-il pas s'inspirer de cet exemple et raisonner *a contrario*, c'est-à-dire décider que les créanciers hypothécaires ou privilégiés seront dans la nécessité de faire une notification ?

Cette opinion nous paraît téméraire ; reportons-nous, cette fois encore, aux travaux préparatoires de la loi, et citons les paroles de M. Lacombe, l'un des membres de la Commission du Sénat :

« D'après l'art. 2, dit-il, le droit des créanciers privilégiés ou hypothécaires sont transportés de plein droit sur les indemnités qui seront allouées par les Compagnies d'assurances. C'est là une modification complète du droit actuel, non seulement en ce sens que cette subrogation n'existe pas de plein droit, mais en outre en ce sens que le projet fait échapper une série de valeurs mobilières, de créances, aux dispositions de l'art. 1690, d'après lequel le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la notification du contrat de transport ».

D'autre part, nous rappelant que l'idée maîtresse de la loi est d'assimiler l'indemnité à un prix de vente, nous remarquerons que les créanciers inscrits, recevant le prix après la vente sur adjudication, n'ont aucune notification à faire à l'acheteur. Nous n'avons donc

qu'à raisonner par analogie et conclure que la suppression de cette onéreuse formalité, la notification, est un résultat bienfaisant de notre loi. Une grande partie de son utilité disparaîtrait si l'on adoptait la solution contraire.

SECTION III

LA POLICE ET LES PRIMES D'ASSURANCES AVANT L'ARRIVÉE DU SINISTRE

Le droit du créancier privilégié ou hypothécaire est quelquefois moins efficace qu'il ne semble à première vue. Car l'assureur et l'assuré, liés ensemble par la police et le paiement des primes, sont libres de modifier à leur gré ce contrat qui est leur œuvre personnelle et dont l'existence dépend d'eux seuls. Ils pourront, d'un commun accord, apporter une modification à la police au moyen d'avenants; ils pourront même la résilier. Rien n'empêche, d'autre part, que l'assuré néglige de payer la prime ou refuse de continuer son assurance; il est possible encore qu'il soit déchu de son droit à l'indemnité, par suite de réticences, ou bien pour n'avoir pas fait la déclaration exigée par les règlements des Compagnies. Eh bien, les créanciers, malgré leur appel éventuel à l'indemnité, ne pourront faire entendre aucune réclamation, deux cas exceptés ;

1° Celui où ils parviendront à prouver que les avenants à eux préjudiciables sont l'œuvre de la fraude de l'assuré ou de l'assureur, ou d'un concert frauduleux de l'un et de l'autre ; dans ce cas ils auront recours à l'art. 1167 pour faire annuler l'acte, ou à l'article 1382 pour en être dédommagés.

2° Ils pourront aussi attaquer la validité d'une clause de police d'assurances où les parties prétendraient changer l'attribution légale, en dehors du consentement des bénéficiaires de cette attribution. Car les créanciers privilégiés ou hypothécaires tiennent de la loi un droit ferme que ni l'assureur ni l'assuré ne sauraient leur enlever.

Mais en dehors de ces deux cas exceptionnels, l'assureur et l'assuré ont toute liberté d'action. C'est en considérant ce danger que l'on s'est demandé si les créanciers, arguant de la faveur de la loi à leur égard et se basant sur le droit que leur confère l'appel éventuel à l'indemnité, n'ont pas qualité pour agir à la place de l'assuré, lorsque leurs droits menacent de s'évanouir.

Une distinction s'impose. S'il ne s'agit que de payer les primes, il est bien certain que les créanciers attributaires auront le droit de le faire. En effet il est permis de payer la dette d'autrui (art. 1236). Mais là, croyons-nous, s'arrête leur pouvoir. Déclarer une aggravation de risques, une mutation par décès ou une aliénation de l'immeuble assuré, voilà des actes

qui leur sont interdits, car ils sortent des mesures dites conservatoires, les seules que comporte ce qu'on pourrait appeler leur droit en puissance (1).

SECTION IV

RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ

Ce règlement pourra être fait de gré à gré par suite d'un accord entre l'assureur et l'assuré, ou bien il sera le résultat d'une expertise contradictoire de deux experts choisis par les parties. La solution dépend de ce qui aurait été préalablement convenu dans le contrat d'assurance.

Les créanciers attributaires ne pourraient pas arguer de leur droit de gage sur l'indemnité pour intervenir à ce règlement. En effet, n'ayant pas été parties à la confection et à l'acceptation de la police, ils n'auront pas qualité pour intervenir à l'acte qui est, en quelque sorte, l'application du contrat. Il en était ainsi avant la loi de 1889, et il en est encore de même actuellement,

(1) Notons une particularité de la loi Alsacienne du 4 juillet 1881. Parmi les garanties qu'elle organisait en faveur des créanciers privilégiés et hypothécaires figurait l'obligation où se trouvait la Compagnie d'assurances (si les dits créanciers l'ont prévenue de leurs droits), de leur faire connaître au fur et à mesure les circonstances qui peuvent amener la nullité de l'assurance, les modifications à la police, etc.

la loi n'ayant pas touché au contrat d'assurance en lui-même ni aux obligations qui en découlent (1).

Une autre considération consoliderait au besoin cette opinion : l'indemnité est assimilée au prix de vente : eh bien la vente est un contrat où n'intervient que l'acheteur et le vendeur ; seuls ils ont qualité pour fixer le prix, et leurs créanciers ne sauraient intervenir qu'en cas de fraude. Il en est de même ici.

Les créanciers attributaires dont l'intervention serait de nature à créer des embarras pourront assurément attaquer le règlement : l'art. 1167 leur permettra de faire tomber l'acte fait en fraude de leurs droits. Nous leur reconnaissons une autre sauvegarde : leur débiteur se montrera peut-être négligent pour procéder au règlement de l'indemnité, puisqu'en définitive elle ne doit pas leur être attribuée : dans ce cas les créanciers privilégiés ou hypothécaires useront de l'art. 1166 qui leur permet d'exercer les droits et actions de leur débiteur, après l'avoir mis en demeure. C'est d'ordinaire par la procédure du référé qu'ils demanderont au juge l'autorisation de procéder par eux-mêmes à une expertise contradictoire.

Nous avons dit que l'assureur et l'assuré ont pu insérer au contrat la clause arbitrale, décidant qu'en cas de contestation, le litige sera fixé définitivement

(1) Il est sans difficultés que les créanciers ont le droit de faire, pour le débiteur, toutes les déclarations prescrites par la police.

par experts : cette convention est l'œuvre des parties, et les créanciers privilégiés ne sauraient s'opposer à son exécution, quelles qu'en soient les conséquences.

En dehors de cette hypothèse, il faudra, en cas de désaccord, faire régler le différend en justice : les créanciers devront subir le jugement sans avoir le droit d'y intervenir. Toutes ces solutions sont commandées par le même principe.

Reconstruction. — Un mode d'exécution du contrat, convenu sans fraude entre assureur et assuré, devra être respecté par les créanciers à privilège ou hypothèque. Ainsi, la plupart des polices contiennent la clause dite de « reconstruction », par laquelle la Compagnie se réserve le droit, en cas de sinistre, de reconstruire, remplacer ou remettre en l'état la chose endommagée ou détruite. D'autre part, quelques polices stipulent de l'assuré que cette opération devra être faite par ses soins. Dans un cas comme dans l'autre, les créanciers privilégiés n'éprouveront pas de préjudice réel : sans doute ils ne toucheront pas l'indemnité qu'ils avaient pu un instant espérer, mais leurs droits seront conservés puisque l'ancien gage, détruit, sera remplacé par un gage équivalent. Il leur faudra, ici encore, s'incliner devant la convention passée en dehors d'eux.

SECTION V

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ

L'indemnité doit aller aux créanciers hypothécaires et privilégiés. Seulement l'assureur, qui n'a jamais traité qu'avec l'assuré, pourra se trouver très embarrassé de savoir à qui payer valablement.

Ainsi, on ne peut lui imposer l'obligation de rechercher les titulaires des privilèges spéciaux sur les meubles et les privilèges généraux de l'art. 2101 quand ils portent sur le mobilier, pas plus que les créanciers munis d'hypothèques légales dispensées d'inscriptions. La loi n'ayant, en notre matière, rien organisé qui ressemble à la purge, il faut bien reconnaître que l'assureur aura forcément un rôle passif, et que c'est aux créanciers qu'il appartiendra de se faire connaître. La difficulté était plus grande encore, nous le verrons, quand il s'agit de privilèges ou d'hypothèques soumis à l'inscription.

Notre loi est très laconique dans sa partie relative au paiement :

« Néanmoins, les paiements faits de bonne foi, avant opposition, seront valables ».

Et c'est là tout, avec le commentaire qu'en a donné M. Maunoury, rapporteur, à la Chambre des députés :

« L'article 2 décide que si le débiteur de l'indemnité

a payé avant de connaître le droit de préférence, il ne peut être tenu de payer deux fois ».

Réduits à ces seules ressources, nous allons essayer de définir l'opposition et la bonne foi, et d'en tirer les conclusions pratiques relativement au paiement.

§ 1^{er}. — De l'opposition.

Il est certain que la loi de 1889, qui cherchait à diminuer les frais et les formalités, n'a pas voulu désigner par ce mot la saisie-arrêt de l'art. 557 du Code de procédure civile. D'autre part, on ne pourrait user de la saisie-arrêt avant l'arrivée du sinistre ; or, il est souvent utile au créancier de former opposition éventuelle, afin, par exemple de n'être pas surpris pendant une absence par l'arrivée du sinistre. L'opposition, croyons-nous, n'est assujettie à aucune condition de forme ; c'est une simple dénonciation de son droit faite par le créancier à l'assureur ; elle doit toutefois indiquer clairement l'identité des intéressés, la nature du bien, le montant de la créance. La jurisprudence est dans ce sens ; d'après un jugement du Tribunal civil de Montpellier (1), c'est à bon droit que la Compagnie assureur d'un locataire se refuse au paiement de l'indemnité due par elle à ce dernier, lorsque l'assureur du propriétaire, subrogé dans les

(1 Trib. civ. de Montpellier, 12 mai 1892 (*Journ. des Assur.*, 1892, p. 445).

droits de celui-ci, a formé, même par une simple lettre, opposition entre ses mains. Même solution a été donnée par les Tribunaux civils de Montbéliard, de Nevers et de Civray (1), et, plus récemment, par la Cour d'appel de Bordeaux (2) et le Tribunal civil de Toulouse (3).

Néanmoins les créanciers feront acte de prudence en employant, pour faciliter la preuve, la forme de l'acte extra-judiciaire. Elle servira aussi à la Compagnie qui justifiera ainsi de son refus de payer.

Nous avons appelé l'attention sur les oppositions éventuelles ; remarquons ici qu'elles devront être renouvelées si l'assureur ou l'assuré n'est plus le même (4). La solution contraire exposerait les Compagnies d'assurances à des recherches très difficiles, étant donné surtout que leurs répertoires sont nominatifs. Toutefois, ce renouvellement n'est pas obligatoire, puisque l'opposition est elle-même facultative ; il correspond simplement à une mesure de prudence.

(1) Trib. civ. de Montbéliard, 1^{er} déc. 1893 ; — Trib. civ. de Nevers, 3 avril 1895, S., 97, 2, 182 ; D., 2, 247. — Trib. civ. de Civray, 13 juin 1895 (*Rec. per. des Ass.*, oct. 1895, p. 437).

(2) Cour d'appel de Bordeaux, 30 janv. 1899 (*Gaz. du Pal.*, 12 avril 1899).

(3) Trib. civ. de Toulouse, 24 avril 1899 (*La Loi* du 14 mai 1899). En ce sens : DARRAS et TARBOURIECH, *loc. cit.*, n° 67 ; — PANNIER, *loc. cit.*, p. 26.

(4) Peut-être même faudrait-il aller plus loin et décider que l'opposition doit être renouvelée, entre mêmes parties, par mesure d'ordre, lorsque le contrat d'assurance primitif a pris fin par suite de l'expiration du délai pour lequel il avait été stipulé.

§ II. — De la bonne foi.

L'opposition est le moyen ordinaire donné aux créanciers de constituer l'assureur de mauvaise foi ; mais, faute de l'avoir employé, les créanciers ont encore une dernière ressource, si l'assureur a payé l'indemnité à son assuré : c'est de fournir la preuve que ce paiement n'a pas été fait de bonne foi, et que, partant, il n'est pas valable.

On entend par bonne foi une sorte d'erreur, c'est le fait d'agir dans l'ignorance d'un fait ou d'un droit qu'on ne pouvait connaître ou du moins qu'il était très difficile de connaître, car cette ignorance n'est pas forcément de celles qu'on ne peut vaincre, il suffit que les circonstances de la cause démontrent, d'une part, la sincérité de l'agent et, d'autre part, l'absence d'une négligence telle qu'elle ferait présumer la fraude.

Dans le cas particulier d'une Compagnie d'assurances, l'erreur, l'ignorance, consistent pour elle à ne pas connaître l'existence de créanciers privilégiés et hypothécaires ; la négligence assimilable à la fraude, à payer trop précipitamment et sans attendre un certain délai pendant lequel des oppositions de créanciers éloignés ou tardivement informés peuvent se produire. Serait aussi de mauvaise foi la Compagnie qui, ayant appris par une voie quelconque et personnelle l'existence de créanciers attributaires, prétendrait les ignorer

en alléguant qu'ils ne se sont pas fait connaître par la voie de l'opposition.

La bonne foi se présume, c'est un principe général, et nous en appliquerons le bénéfice aux Compagnies d'assurances. Le créancier qui critique un paiement et en réclame un second à son profit, devra donc prouver que la Compagnie était de mauvaise foi, c'est-à-dire qu'au moment de payer l'indemnité, elle avait déjà connaissance de créanciers préférables.

§ III. — L'inscription vaut-elle opposition ?

Doit-on considérer comme étant de bonne foi l'assureur qui paye son assuré, sans s'être préalablement informé au bureau des hypothèques s'il existe des créanciers attributaires ?

La controverse était plus vive avant le rejet de la proposition de loi Royer. Par suite de l'intérêt considérable du problème et de l'importance pratique de la solution, nous avons consacré presque entièrement la troisième partie de ce travail à l'examen critique et historique de cette proposition de loi, que M. Royer, député de l'Aube, présenta en 1891 à la Chambre des Députés. Là est le siège de la matière, et nous y renvoyons dès maintenant, pour ne pas scinder en deux parties cet important débat. Néanmoins, nous croyons utile pour l'intelligence de notre sujet et la suite des idées, de faire à cette place un bref résumé

de la question. — Prétendre que l'inscription vaut opposition, obliger les assureurs à rechercher les créanciers inscrits, c'est imposer aux Compagnies une charge fastidieuse pour des indemnités souvent très minimales. Si, après que l'assureur les a connus et réunis, un accord amiable n'est pas possible par suite de la mauvaise volonté de l'un de ces créanciers, il faudra provoquer un ordre judiciaire, avec ses frais, ses complications, ses lenteurs. Et cela, nous le répétons, pour une somme souvent dérisoire. Dans le système adverse, il est bien évident que la plupart du temps les créanciers éviteront de se faire connaître en pareil cas, et laisseront l'assureur payer l'assuré.

Le système d'après lequel l'inscription vaudrait opposition, en dehors des inconvénients signalés, empêche, d'autre part, la prompte réparation de l'objet sinistré, ce qui est pourtant, remarquons-le, l'emploi le plus désirable de l'indemnité d'assurances.

Enfin, au point de vue juridique, si la loi assimile l'indemnité d'assurances au prix, rien n'autorise à dire qu'elle a assimilé le débiteur de l'indemnité au débiteur du prix. Nous développerons ce point dans notre Troisième Partie ; mais remarquons encore ici que l'inscription n'a pour but que de porter les droits réels qui grèvent l'immeuble ou le navire à la connaissance des tiers désireux d'acquérir sur cette chose de nouveaux droits réels qui seraient primés par les premiers ; mais elle n'a pas la portée générale des mesures de

publicité destinées à faire connaître aux tiers une incapacité comme celle de l'interdit.

Ajoutons que la pratique consistant à donner un rôle actif à l'assureur relativement à la connaissance des inscriptions, présentait apparemment des inconvénients sérieux, puisqu'on a dû réviser la loi de 1874 principalement à la cause de la mention : « L'inscription vaut opposition », que l'on s'est bien gardé de reproduire dans la loi de 1885 sur la même matière.

Dans l'intervalle qui sépare la loi du 19 février 1889 et le dépôt de la Proposition Royer, nous ne connaissons que deux décisions judiciaires sur la question, d'ailleurs rendues en sens contraire : le tribunal de Brives (18 décembre 1889) (1) décida que le droit et même le devoir de l'assureur consistait à ne payer qu'au vu d'un certificat d'inscriptions négatif. — Au contraire le tribunal civil de Vienne (11 août 1891) (2) a jugé que la Compagnie d'assurances de doit pas rechercher au moyen de l'examen de la situation hypothécaire, s'il existe d'autres créanciers que ceux opposants, la loi exigeant seulement, pour que le paiement soit valable, l'absence d'opposition et la bonne foi, c'est-à-dire, à ce point de vue, un ensemble de circonstances repoussant toute idée de précipitation de la part de la Compagnie pouvant être considérée comme une sorte de connivence avec le débiteur.

(1) SIREY, 1890, 2, 174.

(2) *Gaz. des Trib.* du 19 nov. 1891.

§ IV. — Mode de paiement.

L'art. 2 de la loi du 19 février 1889 nous dit que «... les indemnités... seront attribuées... aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang ».

C'est là la grande réforme de la loi (nous employons le mot « réforme » en faisant allusion à la jurisprudence antérieure).

Seulement le législateur, satisfait sans doute du principe énoncé, a omis d'en déduire les conséquences pratiques ; il ne paraît pas avoir prévu les difficultés qui surviendraient, l'indemnité une fois réglée.

Deux situations peuvent se présenter :

1^o La Compagnie d'assurances ne connaît pas de créanciers privilégiés ou hypothécaires, et le délai de paiement fixé par la police va expirer. En ce cas, la Compagnie pourra payer aux mains de son assuré sans crainte d'avoir à payer deux fois. Non seulement elle pourra, mais elle devra payer.

Admettre qu'elle peut retarder le paiement pour cause de renseignements à prendre, enquêtes à faire, c'est ouvrir la porte à tous les abus ; en fin de compte, presque tout paiement pourrait être éludé avec ce système, et notre loi, favorable aux créanciers, se retournerait contre eux. L'assureur ne pourra donc refuser le paiement de l'indemnité qu'en produisant

des oppositions, ou encore en prouvant d'une manière précise qu'il connaît l'existence de créanciers attributaires :

« Où s'arrêterait-on, dans la voie où engage le système contraire? Lorsqu'une police contiendra à la fois l'assurance d'un mobilier et celle du risque locatif, la plus minime indemnité relative à des dommages soufferts par le mobilier ne pourra être acquittée sans une déclaration du bailleur de l'immeuble, reconnaissant qu'il ne lui est rien dû pour l'exécution du bail? Si un mari, chef de communauté, fait assurer des bijoux pour « compte de qui il appartiendra », l'assureur avisé par cette mention de l'existence possible d'un lien conjugal, devra se préoccuper de l'éventualité lointaine des reprises matrimoniales de la femme? Personne ne pourra toucher une indemnité afférente à un immeuble sans produire un acte de notoriété établissant que le bénéficiaire de l'assurance n'est pas tuteur, qu'il n'a jamais exercé de tutelle, ou, dans le cas contraire, sans rapporter des déclarations du subrogé-tuteur, déclarations que celui-ci a le droit de refuser? » (1).

C'est pourquoi nous déclarons très criticable un jugement du Tribunal civil de Toulouse du 24 avril 1899 (2) reproduisant à peu près le jugement précité du Tribunal de Brives, et décidant que la Compagnie

(1) PANNIER, *loc. cit.*, n° 12.

(2) *La Loi*, 14 mai 1899.

est fondée à retarder le paiement de l'indemnité jusqu'à la production par l'assuré d'un certificat négatif établissant qu'il n'existe pas de charges réelles sur l'immeuble sinistré.

2° L'assureur connaît l'existence de créanciers ayant droit à une indemnité.

a) En ce cas, pas de difficultés si l'assureur d'une part, et les créanciers de l'autre, se trouvent d'accord sur l'existence et le montant des créances. L'assureur se fera donner mainlevée des oppositions et paiera sur quittance collective des intéressés. Ces opérations seront souvent faites par les soins d'un notaire qui se chargera des radiations d'inscriptions, etc. Cette manière d'opérer, très avantageuse et peu coûteuse, n'est possible que si les parties sont toutes capables.

b) Si au contraire les intéressés ne peuvent tomber d'accord, on devra recourir à une procédure d'ordre ou de contribution, selon la nature de l'indemnité (V. art. 656 à 673 et 749 du Code de procédure civile).

Mais cette procédure est longue et compliquée. Qui détiendra l'indemnité pendant cet espace de temps ? La Compagnie gardera-t-elle la somme dans sa caisse, profitant des intérêts, jusqu'au règlement définitif de la contestation. Telle est l'opinion de M. Malapert qui prétend qu'il n'existe aucune voie de droit pour la forcer à consigner. Répondons que cette rétention répondrait à un bénéfice indu réalisé par la Compagnie :

toutes ces difficultés sont pour elle *res inter alios actæ* ; elle doit l'indemnité par suite du sinistre, tel est le fait. Qu'importe si les bénéficiaires ne s'entendent pas sur le quantum qui reviendra à chacun d'eux ? La consignation pourra donc être exigée de la Compagnie soit par l'assuré, soit par un des créanciers attributaires.

M. Pannier s'est élevé contre cette théorie et a soutenu que la consignation n'est possible que si elle a été précédée d'offres réelles (1). Ce scrupule nous paraît chimérique : sans doute, il en est ainsi le plus souvent ; mais les exceptions à la règle ne sont pas rares, tels l'art. 777 du Code de procédure civile ; l'art. 54 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ; l'art. 30 de la loi du 10 juillet 1874 sur l'hypothèque maritime.

Disposition transitoire.

Art. 4 de la loi du 19 février 1889.

ART. 4. — « Les dispositions de l'art. 2 ne préjudicieront pas aux droits des intéressés dans le cas où l'indemnité aurait fait l'objet d'une cession éventuelle à un tiers, par acte ayant date certaine au jour où la

(1) PANNIER, *loc. cit.*, p. 36.

présente loi sera exécutoire, à la condition, toutefois, que le transport, s'il n'a pas été notifié antérieurement, en conformité de l'art. 1690 du Code civil, le soit au plus tard dans le mois qui suivra ».

Il fallait, en effet, prévoir le conflit qui allait s'élever entre les bénéficiaires de la disposition nouvelle et les concessionnaires de l'indemnité suivant l'ancienne formule.

L'art. 4 ne s'appliquait pas lorsque la délégation était devenue parfaite par la notification au débiteur ; mais souvent les cessionnaires ne régularisaient leur situation que lorsque le sinistre était survenu : il aurait été injuste de les déclarer déchus de leurs droits.

« Jusqu'à présent », disait M. Labiche au cours de la discussion législative, « toutes les fois qu'il a prescrit, à peine de déchéance, une formalité nouvelle, le législateur a cru devoir accorder un certain délai pour permettre au retardataire de se mettre en règle. La chose est d'autant plus nécessaire que cette modification de la législation actuelle se trouvera perdue et dissimulée en quelque sorte, dans une loi d'un caractère spécial qui n'attirera pas tout d'abord l'attention des intéressés.

« Il sera nécessaire de leur faire connaître d'une façon toute particulière, qu'une loi sur le crédit agricole contient une disposition générale et leur impose, à peine de déchéance, de faire notifier le transfert dont

ils sont bénéficiaires, sans quoi ils seront primés par les créanciers hypothécaires et privilégiés » (1).

On peut se demander toutefois pourquoi la disposition de l'art. 4 ne vise que l'art. 2 de la loi. Il serait difficile de justifier cette restriction.

(1) Séance du 6 mars 1888. (*Journal officiel*, Sénat, 1888, p. 254).

DEUXIÈME PARTIE

ASSURANCES DE RESPONSABILITÉ

L'assurance de responsabilité a pour objet « de faire supporter par l'assureur, jusqu'à concurrence de la somme convenue, les dommages-intérêts dont l'assuré est tenu envers un co-contractant ou un tiers (1) ».

Ces dommages-intérêts peuvent avoir leur cause dans une faute contractuelle ou dans une faute délictuelle. Cette distinction est importante à noter en matière d'assurances ; les Compagnies, en effet, assurent à des conditions plus onéreuses la responsabilité qui a sa source dans un manquement à un contrat : car alors le créancier qui invoque son contrat n'a pas à prouver la faute. La règle est différente en matière de responsabilité délictuelle, où c'est à la victime du délit qu'incombe l'administration de cette preuve (2).

Voici maintenant le texte de notre paragraphe :

« En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants-droit ne pourront

(1) BOUTAUD, *Des Clauses de non-responsabilité*.

(2) A Paris, les primes de l'assurance du risque locatif (faute contractuelle) sont de 0 fr. 30 % en moyenne, tandis que l'assurance du recours du voisin (faute délictuelle) est seulement d'environ 0 fr. 10 %.

toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à ses droits, aient été désintéressés des conséquences du sinistre ».

D'après ce que nous venons d'exposer brièvement, ce texte vise :

1^o L'assurance du risque locatif, par lequel un locataire qui veut se prémunir contre les conséquences de la responsabilité édictée contre lui par l'article 1733, traite avec un assureur qui prendra sa place vis-à-vis du propriétaire. Il s'agit ici d'une faute contractuelle ; l'art. 1733, nous l'avons vu, présume la faute du locataire, s'il n'administre pas une des trois preuves énumérées. Le but de cette présomption légale est de donner une plus grande garantie au propriétaire ;

2^o L'assurance du recours du voisin. Voici l'hypothèse : un incendie qui se déclare dans l'immeuble communique le feu aux maisons contiguës, et leur cause des dommages ; les voisins sinistrés auront le droit de réclamer au responsable une indemnité en vertu de l'art. 1382, d'après lequel celui qui a causé un tort à autrui, par négligence en imprudence, est tenu de le réparer. La faute est délictuelle : elle devra donc être prouvée par la victime du délit. Mais le plus léger dommage doit être réparé. C'est pour se dégager d'une telle responsabilité que l'on a recours à l'assurance qui nous occupe en ce moment.

Dans les deux cas que nous venons d'examiner, le

seul fait du sinistre ne rend pas la Compagnie d'assurances débitrice de la somme convenue : il faut de plus que la responsabilité de l'assuré soit en cause. Il faut donc dans le premier cas que le propriétaire exerce contre le locataire un recours, et que ce recours soit fondé ; il faut dans le second cas que les voisins soient fondés à exercer une action en dommages-intérêts, qu'ils aient pu prouver la faute ou la négligence du responsable. C'est une condition essentielle. La situation de l'assureur est donc assez particulière : il est débiteur sous condition potestative de la volonté d'un tiers, le propriétaire, dans notre hypothèse. C'est en effet contre les suites de l'action de celui-ci que les Compagnies ont assuré le locataire. Si l'on suppose maintenant que le locateur exerce son recours, il est facile de voir, d'après notre article, que l'assuré est désintéressé au contrat, qu'il doit donner d'une main ce qu'il recevra de l'autre. Même situation quand il s'agit du recours du voisin.

Mais il n'en fut pas toujours ainsi, comme nous allons le voir.

CHAPITRE PREMIER

ATTRIBUTION DE L'INDEMNITÉ D'ASSURANCES-RESPONSABILITÉ AVANT LA LOI DU 19 FÉVRIER 1889

Il est intéressant de savoir comment s'opérait le règlement de l'indemnité d'assurance, avant que le législateur n'eût consacré un droit exclusif en faveur du propriétaire ou du voisin sinistrés.

Trois cas pouvaient se présenter :

1° Le propriétaire ou voisin n'était pas assuré. Seul le responsable (locataire, par exemple), l'était. Dans cette hypothèse, la Compagnie qui, par suite du contrat, supportait le dommage à sa place, pouvait se libérer de trois façons :

a). En payant l'assuré, si celui-ci le déchargeait de tout recours possible des tiers dans l'avenir.

b). En payant sur quittance collective de l'assuré et du propriétaire.

c). En payant le propriétaire.

Ce dernier moyen était parfaitement licite, bien qu'au premier abord il semble qu'aucun lien de droit ne doive mettre en rapport l'assureur et le proprié-

taire, — le sinistré d'une façon générale (1). Mais cette apparence ne résiste pas à l'examen, si l'on songe que, ainsi que nous l'avons dit, l'assuré responsable est désarmé contre son assureur, à condition que le sinistré renonce à son action : tout le mécanisme de l'assurance repose en ce cas dans la volonté du sinistré : si la Compagnie obtenait de lui qu'il renonçât à son action contre le responsable, elle pouvait être de tout repos à l'égard de l'assuré, qui restait désarmé.

Une autre objection pourrait se présenter à l'esprit, à l'occasion de ce même moyen de paiement, ainsi qu'à l'occasion du second : si l'on suppose que le responsable est insolvable, le paiement fait au sinistré ne sentira-t-il pas son privilège, ne sera-t-il pas fait au détriment de la masse des créanciers ? Nous rappelons ici encore l'idée générale qui domine la matière : le responsable ne peut rien demander à l'assureur, si lui-même n'est pas inquiété par le sinistré. Ceci posé, comment empêcher le sinistré de transiger avec l'assureur ? Il se confère à lui-même un privilège, dira-t-on. C'est possible, mais cela résulte de la force des choses. Et il est manifeste que la pratique a offert de très nombreux exemples de ces sortes de transactions, tout à l'avantage des deux parties en cause : du sinistré, qui reçoit à l'amiable une plus forte somme que s'il

(1) Nous nous servirons de ce terme plus général et plus commode dans la suite de nos développements, pour désigner la victime du sinistre, propriétaire ou voisin, qui a droit à un recours contre le responsable.

venait en contribution avec les autres créanciers de l'insolvable ; de la Compagnie pour qui toute réduction consentie est un véritable profit (V. arrêt de cassation du 5 février 1878, D., 78, 1, 161).

2° Le responsable était assuré ; le sinistré l'était aussi. Dans cette hypothèse, l'assureur du second désintéressait son client, puis se retournait contre le responsable ou l'assureur de celui-ci. Pour ce faire, il pouvait choisir entre l'action de l'art. 1382 et entre celle de son assuré. S'il tournait son action contre l'assureur du responsable, c'était en vertu de l'art. 1166 ; armé des mêmes droits que son assuré, il pouvait se débarrasser du concours des autres créanciers, et par les mêmes moyens.

3° Le responsable et l'assuré étaient assurés à la même Compagnie : le sinistre était payé par son assureur, mais celui-ci n'avait aucun recours contre le responsable. Voici en quels termes la Compagnie le *Phénix* prévoyait dans ses polices le cas qui nous occupe : « Si le feu se communique d'un bâtiment assuré par la Compagnie à un autre bâtiment qu'elle aurait également assuré, elle renonce à exercer son recours contre l'assuré dont le bâtiment aurait communiqué l'incendie ».

Avant la loi de 1889, le paiement de l'indemnité qui nous occupe était l'occasion d'une véritable anarchie juridique. Reprenons en effet la première de nos hypothèses de tout à l'heure, celle où la Compagnie

d'assurances paie l'indemnité au responsable assuré, que nous supposerons insolvable. Les co-créanciers du locataire n'entendaient pas être primés par le propriétaire, arguant que celui-ci n'avait aucun privilège légal, et ils demandaient en conséquence le partage de l'indemnité, gage commun de tous, au marc le franc. — D'autre part le propriétaire, comme nous l'avons indiqué plus haut, bravait les tendances de la jurisprudence par une transaction avec l'assureur : en renonçant à tout recours contre le locataire, et moyennant une réduction qui profitait à la Compagnie, il recevait lui-même une indemnité amoindrie sans doute, mais bien supérieure aux débris de celle que lui aurait laissée la loi du dividende. En agissant ainsi, il enlevait au locataire toute action contre son assureur, faute d'intérêt. Les créanciers, victimes de cette pratique ingénieuse, n'avaient aucun moyen d'éviter ce résultat.

CHAPITRE II

CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE ANTÉRIEURE

La jurisprudence antérieure à 1889 s'était définitivement fixée en faveur des droits des créanciers du locataire, mis par elle sur le pied d'égalité avec le sinistré (en dehors, bien entendu, de la transaction dont nous venons de parler et qui était licite).

Cette jurisprudence n'est pas à l'abri de la critique.

En effet, nous avons déjà eu l'occasion de signaler plusieurs fois un principe dominant la matière qui nous occupe : c'est que l'assurance ne doit jamais être pour l'assuré une cause d'enrichissement : eh bien, il est évident que la jurisprudence que nous examinons avait fait échec à cette règle, et empêchait les propriétaires ou les victimes immédiates du sinistre, d'en obtenir la juste réparation. Un tel résultat est absolument contraire au but et au mécanisme de l'assurance du risque locatif ; le locataire qui contracte une telle assurance a pour objet de se mettre à l'abri des conséquences de toute action du propriétaire au cas d'incendie, et non pas de se constituer une ressource destinée à entrer dans son patrimoine et à éteindre des dettes ayant une

origine différente. Quel est maintenant l'engagement pris par la Compagnie d'assurances ? De libérer son assuré s'il est poursuivi par le propriétaire à la suite du sinistre, mais non de lui verser une somme représentative du dommage éprouvé. Il résulte de tout cela que lorsque le propriétaire exerce son action, les autres créanciers doivent rester étrangers au débat, en être tenus absolument écartés. Au lieu de cela que voyons-nous avec la jurisprudence d'avant 1889 ? Nous voyons les créanciers s'enrichir du montant de l'indemnité payée aux mains du locataire et, chose remarquable, à la suite d'un sinistre causé par la faute de celui-ci. Si les créanciers s'enrichissent, il est manifeste qu'il en est de même, par contre-coup, de l'assuré, qui voit son passif diminuer d'autant. Devoir moins, c'est s'enrichir. Que devient le principe fondamental auquel nous faisons tout à l'heure allusion ?

Une autre conséquence de ce système était la tendance des créanciers à faire actionner leur débiteur par le sinistré, une fois l'incendie survenu. En ce cas, l'intérêt bien évident du locataire est, afin de dégager la responsabilité qui lui incombe, de prouver que le sinistre est arrivé sans sa faute, qu'il doit être attribué à un cas de force majeure, le tout à l'aide de présomptions graves ou autres moyens, sans avoir à se préoccuper d'en préciser la cause, d'en déterminer et spécifier la force majeure. Et c'est dans l'administration de cette preuve difficile qu'il trouvait comme

adversaires ses créanciers, qui s'efforçaient de le faire déclarer coupable afin de se partager l'indemnité !

D'autres conséquences de ce système, non moins choquantes, nous sont signalées en ces termes (1).

« Il pourra appartenir à l'assureur, suivant son gré ou son intérêt, de faire produire effet au contrat ou de l'en priver. D'après les conditions générales inscrites dans les polices d'assurances, l'assureur se réserve la faculté de rétablir l'immeuble dans l'état primitif, au moyen d'une clause rédigée dans les termes suivants :
« La Compagnie peut dans les délais déterminés à
« l'amiable ou par experts, faire réparer ou recons-
« truire à dire d'experts, les bâtiments que l'incendie
« aurait endommagés ou détruits ».

Dans le cas où l'assureur prend ce parti, le locataire n'a rien à recevoir, mais il est garanti de l'action du bailleur par la réparation faite à l'immeuble par son assureur. Dans ce cas encore le contrat produit son effet, malgré l'état de faillite ou de déconfiture du locataire assuré, mais il produit cet effet parce que l'assureur a pris une détermination différente de celle à laquelle il aurait pu s'arrêter. Il peut paraître étrange que les délibérations du locataire et le paiement intégral du propriétaire de ce qui lui est dû, dépendent du parti que prendra celui qui s'est engagé à payer celui-ci et à libérer celui-là.

(1) *Gaz. des Trib.*, 10 fév. 1880.

« Enfin, une considération touchant vivement à l'ordre public peut être tirée de l'intérêt qu'un locataire embarrassé de ses affaires, à la veille d'une déconfiture ou d'une déclaration de faillite, aurait à incendier la maison habitée par lui. Ce serait un moyen de faire entrer dans son actif le montant de l'indemnité promise, de s'assurer un concordat que la plupart des créanciers, heureux d'obtenir un dividende supérieur à celui qu'ils espéraient, seraient inévitablement conduits à accorder » (1).

Il paraît, d'après les statistiques des Compagnies d'assurances, que cette crainte n'est pas malheureusement de celles que l'interprète échafaude, dans les loisirs du cabinet, pour donner plus de force à une opinion doctrinale : en réalité les incendies deviennent bien plus fréquents à l'époque des grandes échéances.

(1) Notons que deux arrêts de la Cour de Paris avaient consacré le droit exclusif du propriétaire de l'indemnité d'assurances (V. Paris, 13 mai 1837, S., 37, 2, 372 et Paris, 24 mars 1855, BONNEVILLE DE MARSANGY, II, 169).

CHAPITRE III

DU BÉNÉFICE CRÉÉ PAR L'ARTICLE 3, § 2

SECTION I

CARACTÈRE DE L'ATTRIBUTION

Il faut bien constater que le législateur s'est montré d'une timidité excessive, touchant à la maladresse, par le soin qu'il a mis à éviter le mot « privilège » dans l'art. 3, § 2 et dans l'ensemble des travaux préparatoires. Il semble qu'il ait redouté l'accusation d'avoir allongé la liste déjà longue des privilèges (1). Ce résultat est regrettable : car, dans la réalité des choses, il est difficile de nier que sa disposition n'édicte un véritable privilège au profit du propriétaire ou du voisin. Mais en vertu de la règle : « Pas de privilège sans texte », il serait peut-être périlleux de tirer toutes les conséquences qu'eût entraînées l'énonciation formelle du principe. C'est une *inelegantia juris*, et une source de difficultés pour l'interprète et la jurisprudence.

(1) « Il n'y a pas lieu de créer de nouveaux privilèges », disait M. Labiche, rapporteur (Séance du 10 février 1888).

SECTION II

QUELLES PERSONNES SONT VISÉES PAR L'ARTICLE 3, § 2

Notre paragraphe dispose d'abord en faveur du propriétaire et du voisin : l'indemnité devra leur profiter exclusivement, et l'assuré ne pourra rien toucher avant qu'ils n'aient été désintéressés. Puis la loi place sur le même rang « le tiers subrogé à leurs droits ».

Il s'agit ici de la Compagnie qui a assuré l'immeuble détruit, et qui, en raison d'une clause insérée dans la plupart des polices, se trouve subrogée à tous les droits de l'assuré contre l'auteur responsable du sinistre.

Notre paragraphe vise aussi les personnes qui, en vertu du premier paragraphe de l'art 1251, bénéficient de la subrogation légale, comme ayant payé le propriétaire ou le voisin.

Même raisonnement pour toute personne, en général, à qui le propriétaire a cédé ses droits contre le locataire, pourvu que ce cessionnaire, se conformant aux prescriptions de l'art. 1690, ait signifié la cession à la Compagnie d'assurances.

SECTION III

EFFETS DE L'ATTRIBUTION

La loi nous dit que « l'assuré ou ses ayants-droit

ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits, aient été désintéressés des conséquences du sinistre ».

La grosse conséquence de cette disposition, c'est que le bailleur (ou le voisin) pourra désormais recevoir toute indemnité, sans avoir à redouter le concours des autres créanciers du responsable.

D'autre part, il n'aura plus à craindre de voir son indemnité diminuée par le fait d'une transaction avec la Compagnie d'assurances, comme autrefois. En vertu de la loi, cette somme lui reviendra entière.

Cette indemnité sera donc frappée d'indisponibilité au profit du propriétaire. Elle subira une sorte de droit de rétention, droit qui sera exercé par l'assureur pour le compte du bailleur. Sans doute cela n'empêche pas l'assureur et l'assuré, tant que l'incendie n'est pas arrivé, de rester maîtres de leur contrat, qu'ils pourraient modifier, s'ils en avaient la volonté, sous toutes réserves du cas de fraude, bien entendu. Mais lorsque l'assuré, ayant poursuivi l'assureur, aura fait condamner celui-ci et reconnaître en justice le montant de l'indemnité, il devra s'arrêter. Il ne pourra toucher aucune parcelle de la somme, la loi nous le dit, avant d'avoir désintéressé le propriétaire ou le voisin. Le législateur a voulu l'inciter de façon énergique à hâter ce paiement. Nous verrons bientôt si ce but a été pleinement atteint.

Si l'on envisage maintenant la situation au point de vue de l'assureur, on voit qu'il peut comme autrefois se libérer sur quittance collective de l'assuré et du sinistré. Il peut encore payer le sinistré seul, mais à condition que celui-ci renonce à tout recours contre le locataire. Vis-à-vis du responsable qui n'a pas payé son bailleur, nous savons déjà comment les Compagnies sont liées.

Enfin, il est un troisième point de vue : quelle situation est faite par notre loi au sinistré ? Celui-ci peut se trouver vis-à-vis d'un responsable insolvable ou simplement négligent, ou encore gêné par l'obligation de faire l'avance des fonds. Le sinistré a-t-il une action directe contre l'assureur du risque locatif, ou au contraire le propriétaire ne peut-il agir contre cet assureur qu'en exerçant les droits du locataire assuré ?

SECTION IV

L'ACTION DIRECTE ET LA JURISPRUDENCE

Précisons la question : il s'agit de définir et de circonscrire la portée du droit donné au bailleur ou au propriétaire voisin, sur l'indemnité d'assurances. A-t-il, en vertu de la loi du 19 février 1889, un droit propre, qu'on ne pourra modifier en dehors de sa volonté, le

sinistre une fois survenu, et pour l'exercice duquel il aura une action directe contre l'assureur du responsable, ou bien, au contraire, ce bailleur ou voisin n'agit-il que du chef du preneur, n'a-t-il, en vertu de l'art. 1166, qu'une action récursoire ? Enfin, si l'on admet le principe de l'action directe, quelles sont les relations juridiques entre les droits du locataire et ceux du bailleur, en quoi les modifications, les déchéances qui atteignent le premier frapperont-elles le second ?

Voici qu'elle était la situation avant la loi de 1889 : le propriétaire pouvait former opposition sur les sommes dues à son locataire entre les mains de la Compagnie qui avait assuré celui-ci, et faire attribuer par justice l'indemnité saisie-arrêtée. Cela entraînait des lenteurs et des frais ; enfin, chose plus grave, l'indemnité due pour risque locatif tombait dans le patrimoine du locataire, devenait le gage commun de tous ses créanciers, et de cette façon, sans la moindre faute de sa part, le propriétaire ne recevait pas le dédommagement du préjudice qui lui avait été causé par l'incendie.

Il ne s'agit pas ici, on le voit, d'une discussion purement théorique et spéculative : la question touche à l'un des actes les plus usuels de l'assurance, et les interprétations contradictoires qu'elle soulève ont pu troubler profondément la pratique des affaires.

La jurisprudence est absolument divisée sur ce sujet et il serait difficile de discerner une tendance marquée

en faveur de l'une des deux opinions. Nous allons examiner quelques-unes des solutions rendues, qui nous paraissent intéressantes.

Le tribunal civil d'Épinal (1) a décidé qu'une Compagnie d'assurances subrogée dans les droits du propriétaire contre le locataire a une action directe par application de l'art. 3 de la loi de 1889. La Compagnie demanderesse ayant fait appel, la Cour de Nancy (2) confirma la décision des premiers juges. D'après elle, le propriétaire qui intente l'action directe contre l'assureur, en même temps qu'il poursuit le locataire comme responsable du sinistre en vertu de l'art. 1733 du Code civil, se trouve en présence de deux défenseurs sérieux vis-à-vis desquels il a des droits distincts à faire valoir, et il peut, dès lors, suivant l'art. 59 § 2 du Code de procédure civile, et en raison de la connexité des deux actions, assigner à son choix au domicile de l'un d'eux.

Laissons de côté la question de compétence, et examinons le principe admis par la Cour de Nancy, c'est-à-dire le droit du bailleur à une action directe.

Ce principe est critiqué dans une note de la jurisprudence de Dalloz : « Ce que le législateur de 1889 a voulu régler, c'est l'attribution de l'indemnité d'assurances ; rien ne montre qu'il ait voulu

(1) Trib. civ. d'Épinal, 10 nov. 1892 (*Rec. périod. d'arrêts de la Cour de Nancy*, 1893, p. 21).

(2) Cour d'appel de Nancy, 13 mai 1893 (*Gaz. du Pal.*, 23 oct. 1893).

s'occuper du paiement. Il faut donc, sur ce dernier point, s'en référer aux règles du droit commun. Or, à cet égard, la solution ci-dessus prête à de sérieuses critiques, car elle revient en somme à autoriser le propriétaire à réclamer de l'assureur le paiement d'une chose, l'indemnité que celui-ci ne lui a pas promise et ne lui doit pas. Il est même intéressant de trouver, dans la loi du 19 février, la preuve que, depuis comme avant cette loi, l'indemnité d'assurances stipulée par le locataire n'est due qu'à lui, et non au propriétaire. En effet, le dernier paragraphe de l'art. 2 déclare valables les paiements faits par l'assureur avant toute opposition des créanciers hypothécaires ; c'est donc que, suivant le droit commun, l'assureur n'est tenu envers ces derniers que comme tiers saisi, et que par suite il reste le débiteur direct de la partie saisie, c'est-à-dire de l'assuré. Il convient d'ajouter que, si la solution est contestable en droit, elle présente en fait de graves inconvénients. Si une action directe est accordée à un créancier privilégié, le propriétaire, il n'y aura nulle raison de la refuser aux créanciers hypothécaires. L'assureur serait-il donc tenu de payer, à première réquisition (comme il le doit s'il est débiteur direct), chacun de ces créanciers, peut-être le dernier en date ? Se fera-t-il juge de leur rang respectif ! Réglera-t-il de sa propre autorité cette sorte d'ordre qui va se trouver ouvert devant lui ? Toutes questions fort graves qui se trouvent écartées, si

l'assureur conserve vis-à-vis des créanciers de l'assuré, après comme avant la loi de 1889, la simple qualité de tiers saisi, débiteur direct, non du bailleur, mais du locataire assuré » (1).

Cette manière d'envisager les droits du bailleur et du locataire nous paraît inexacte. Tout d'abord, la rédaction de notre paragraphe démontre clairement qu'il s'agit non seulement d'une attribution, mais aussi d'un paiement : « ... l'assuré ou ses ayants-droit ne pourront *toucher*.... ». D'autre part, la nature même du contrat d'assurance du risque locatif, envisagé en soi et dans la lettre et l'esprit de la loi de 1889, nous paraît consacrer au profit du bailleur un droit direct et personnel sur l'indemnité d'assurances. En effet, le droit à l'indemnité n'est, par la force des choses, par le mécanisme du contrat, par le but recherché des parties, qu'un droit subsidiaire pour l'assuré. Ce droit naît, dit notre loi, seulement lorsque le propriétaire ou le voisin ont été désintéressés. Le propriétaire n'est pas un créancier ordinaire : c'est la réparation de son dommage qu'on a eu en vue, dès l'instant où le contrat s'est formé : l'allocation éventuelle de l'indemnité prend naissance par le fait de sa perte, et, partant, en vue de son désintéressement. Le créancier direct de l'indemnité, c'est le bailleur ; l'envisager comme un créancier privilégié quelconque,

(1) Note DALLOZ, 94, 2, 439.

ce serait fausser le contrat. Voici d'ailleurs les paroles prononcées par M. Maunoury, rapporteur de la loi devant la Chambre des députés :

« Lorsque le locataire ou le voisin se sont fait assurer pour le montant de l'indemnité qui pourra leur être réclamée par le propriétaire incendié, il est clair que le droit de réclamer le versement à leur profit de cette indemnité ne naîtra que lorsqu'ils l'auront payée au propriétaire, car c'est contre le risque de ce paiement qu'ils ont contracté l'assurance ».

L'arrétiste de Dalloz avance encore, à l'appui du droit de l'assuré et pour prouver que l'assureur n'est pas débiteur direct de l'indemnité du risque locatif envers le bailleur, que les paiements faits au locataire avant toute opposition sont valables. On peut lui répondre qu'il confond l'art. 2 avec l'art. 3. — L'art. 2 s'occupe des créanciers hypothécaires ou privilégiés, en général, et il décide que les paiements faits avant toute opposition de leur part sont valables. Qui autorise à transporter cette disposition à la suite de l'art. 3, lequel s'occupe uniquement et spécialement du bailleur et du voisin ? Cet article délimite les obligations de l'assureur : il lui faut, avant de payer, demander et obtenir justification que le bailleur a été dédommagé du préjudice éprouvé : c'est donc à lui que l'indemnité appartient tout d'abord ; et c'est sur le vu de cette justification qu'il pourra payer valablement : la disposition de l'art. 2 est bien différente, puisqu'en ce cas

il suffit à l'assureur pour payer en tout repos, de n'avoir pas reçu d'opposition.

Le droit du bailleur sur l'indemnité du risque locatif est ainsi plus énergiquement protégé que le droit des créanciers privilégiés et hypothécaires sur l'indemnité de sinistre, et comme ceux-ci ont reçu, par l'art. 2, § 1, l'attribution directe de cette dernière indemnité, il serait contradictoire de ne pas reconnaître, au profit du bailleur, le droit de poursuivre en son nom personnel le paiement de l'indemnité du risque locatif et de l'obliger à emprunter, pour agir contre l'assureur, l'action de l'assuré, suivant l'art. 1166 du Code civil (1).

A la suite du Tribunal civil d'Épernay et de la Cour de Nancy, se sont prononcés dans le sens de l'action directe la Cour d'appel de Bordeaux (2), le Tribunal civil de la Seine (3), la Cour d'appel de Lyon (4), le Tribunal civil de Cherbourg (5).

Parmi ces arrêts, les deux premiers sont des arrêts-types, fort remarquables par la netteté et la fermeté avec laquelle leurs considérants donnent au proprié-

(1) V. AUBRY et RAU, III, 5^e édit., § 261.

(2) Cour d'appel de Bordeaux, 13 mai 1895 (*Journ. des Assoc.*, 1^{er} mars 1896, p. 80).

(3) Trib. civ. de la Seine, 2 juill. 1895 (*Journ. des Assoc.*, 1^{er} mars 1896, p. 90).

(4) Cour d'appel de Lyon, 4 juill. 1894 (*Journ. des Assoc.*, 1^{er} mars 1896, p. 77).

(5) Trib. civ. de Cherbourg, 23 juill. 1895 (*Journ. des Assoc.*, 1^{er} mars 1896, p. 94).

taire le droit d'intenter une action directe contre l'assureur du locataire. « L'attribution établie par la loi de 1889 », dit le Tribunal de la Seine, « sanctionne un droit personnel du bailleur, lequel est nécessairement pourvu d'une action ».

Dans l'espèce, l'assureur du locataire avait fait décider par les tribunaux compétents que l'assuré avait encouru diverses déchéances et se trouvait privé de tout droit à l'indemnité. La question de droit se posait donc d'une façon bien formelle : le propriétaire ou son assureur ne pouvait agir contre l'assureur du locataire en exerçant les droits et actions de ce dernier conformément à l'art. 1166 du Code civil, puisque le locataire se trouvait lui-même déchu de tous droits ; pour accueillir la demande du propriétaire ou de l'assureur subrogé à ses droits, il fallait nécessairement décider que la loi de 1889 a créé, au profit du propriétaire, un droit personnel et propre, et une action directe et principale. Et telle fut en effet la solution adoptée par le Tribunal. Voici un extrait des considérants de ce jugement :

« Attendu que même avant la loi de 1889, l'assuré ayant contracté pour le risque locatif dans l'intérêt des bailleurs et non dans le sien, on pouvait soutenir et on devait admettre que le bailleur aurait conservé intact le droit à l'indemnité pour risques locatifs, né de l'assurance même exigible au moment même du sinistre, sans que ce droit ait pu être annulé ou même

diminué par des fautes personnelles à l'assuré et postérieures au sinistre lui-même ;

« Attendu que, depuis la loi du 19 février 1889, le droit du bailleur sur l'indemnité du risque locatif est bien plus précis et devient tout personnel au bailleur ;

« Attendu qu'en effet l'art. 2 de cette loi attribue aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, l'indemnité due par suite d'assurance contre l'incendie ;

« Attendu que l'art. 3 de la loi stipule qu'il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire, par l'application de l'art. 1733 du C. civil ;

« Attendu que cette attribution légale sanctionne le droit personnel du bailleur, droit nécessairement pourvu d'une action, droit qui, par le fait même de l'assurance suivie d'un sinistre, entre dans le patrimoine du bailleur, et non dans celui de l'assuré, droit dès lors acquis, qui ne peut être annulé, ni diminué au préjudice du bailleur par le fait ou la faute du locataire assuré qui ne peut toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, ou le tiers subrogé à ses droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre, etc. ».

L'arrêt de la Cour de Lyon, que nous avons également cité, a été critiqué comme contenant une contradiction : il donne au propriétaire contre l'assureur du locataire une action directe ; en même temps il lui

permet d'agir par voie de saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie. Nous avouons ne pas comprendre ce qu'il y a de contradictoire en cette décision. L'action directe est simplement la mise en œuvre du droit de préférence ; en théorie le sinistré peut être à la fois propriétaire et créancier ; il a l'une et l'autre qualité à l'état latent : il peut donc opter entre l'action directe et la saisie-arrêt. Le seul défaut du jugement de la Cour d'appel de Lyon serait, à notre avis, de faire une déclaration inutile ; il n'était point nécessaire de faire intervenir l'action directe là où la saisie-arrêt eût suffi. Mais le principe énoncé n'en reste pas moins exact.

L'opinion adverse, qui refuse au propriétaire le droit à l'action directe, peut également s'appuyer sur de nombreuses décisions judiciaires : citons ceux de Villefranche (1), de la Seine (2), de Châteauroux (3), de Grenoble (4), de la Seine (5), de la Cour de Paris (4^{me} Chambre) (6).

Nous avons exposé plus haut quelles raisons nous portaient à soutenir que le propriétaire peut intenter une action directe. Mais le dernier arrêt cité, celui de la

(1) Trib. civ. de Villefranche, 19 mai 1893 (*Journ. des Assoc.*, 1893, p. 457).

(2) Trib. civ. de la Seine, 23 janv. 1893 (*Rec. périod. des Assoc.*, 1893, p. 256).

(3) Trib. civ. de Châteauroux, 5 mars 1895 (*Rec. périod.*, 1895, p. 264).

(4) Trib. civ. de Grenoble, 23 mars 1895 (*Rec. périod.*, oct. 1895, p. 468).

(5) Trib. civ. de la Seine, 30 avril 1896 (*La Loi*, 11 juill. 1896).

(6) Cour d'appel de Paris, 23 juin 1898 (*La Loi*, 20 sept. 1898). En ce sens : ESCORBIAC, *Lois nouvelles*, 1890, 1^{re} part., p. 416 et s. ; — Cpr. BAUDRY-LACANTINERIE et DE LOYNES, I, 295.

Cour de Paris, nous amène à préciser un point de la discussion. D'après cet arrêt, la loi de 1889 n'a pas modifié les rapports de l'assureur avec l'assuré. Elle n'a pas dépouillé l'assuré du droit de discuter avec l'assureur les questions relatives à la validité de la police ou aux déchéances, et substitué, pour l'examen de ces questions, le propriétaire de l'immeuble sinistré, à l'assuré lui-même. Elle a encore moins voulu, lorsqu'un jugement intervenu en dehors de toute collusion, a déclaré l'assuré déchu du bénéfice de l'assurance contre les risques locatifs, donner au propriétaire de l'immeuble une action directe contre la Compagnie qui a assuré son locataire, et lui permettre de réclamer à celle-ci l'indemnité stipulée en la police. La loi se serait bornée, d'après l'arrêt, à régler l'attribution de l'indemnité. Elle suppose une indemnité existante, préalablement établie ; elle a pour but et pour objet de déterminer à qui cette indemnité doit être d'abord dévolue.

Il nous paraît que la Cour de Paris, en raisonnant de la sorte, a donné de bons arguments pour une solution mauvaise. Mais, reconnaissons avec la Cour que « la loi de 1889 n'a nullement dépouillé l'assuré du droit de discuter avec l'assureur les questions relatives à la validité de la police, ou aux déchéances, et substitué pour l'examen de ces questions, le propriétaire de l'immeuble sinistré à l'assuré lui-même ».

Qu'a fait la loi de 1889 ? Elle a consacré au profit

du propriétaire un droit d'attribution sur l'indemnité locative, droit qui prend naissance au moment où l'incendie éclate, puisque c'est précisément l'incendie qui cause le dommage dont le propriétaire a le droit, aux termes de l'art. 1733, de réclamer le montant à son locataire. Or, au jour du sinistre, le contrat d'assurance existe, et c'est à raison de cette existence que le sinistré est tenu de faire la déclaration du sinistre, de remettre l'état détaillé de ses pertes et de faire procéder par expertise à l'évaluation du dommage. Si donc le contrat existe au moment où naît le droit du propriétaire, celui-ci ne peut-il pas se prévaloir d'un contrat qui contient une stipulation qui doit ultérieurement lui profiter ? Cela paraît évident. Aussi faut-il admettre que le propriétaire a, par le fait du sinistre, un droit acquis au contrat d'assurance (1). Seulement il est juste de reconnaître, et ici nous sommes d'accord avec l'arrêt de la Cour de Paris, que ce droit du propriétaire doit être subordonné au maintien du contrat. Prétendre le contraire serait nuire à la théorie de l'action directe, en l'exagérant et en la faussant. Aussi nous reconnaissons volontiers que si le contrat vient à être annulé pour une cause quelconque, le propriétaire ne pourra réclamer aucune attribution. Seulement, remarquons-le bien, cette annulation ne pourra pas être prononcée après le sinistre en dehors

(1) V. *Gaz. des Trib.*, 20 avril 1896.

du propriétaire. Nous venons de définir tout à l'heure le droit que le sinistre même fait naître à son profit. Ce droit ne peut pas disparaître sans qu'il soit appelé à le défendre contre une collusion possible entre l'assureur et l'assuré.

Aussi, reconnaissant au profit du propriétaire une action personnelle et directe contre l'assureur, nous tirons de ce principe les déductions suivantes :

1° La Compagnie d'assurance ne peut opposer au propriétaire aucune déchéance provenant, *après* le sinistre, de la faute du locataire assuré (1) ;

2° Quand le sinistre est arrivé, le locataire et son assureur cessent d'être les maîtres du contrat, sauf à obtenir le consentement du sinistré ;

3° Pour obtenir l'annulation du contrat d'assurance après le sinistre, il faudrait mettre en cause le sinistré, si l'on n'a pas eu soin de prendre cette précaution, il a le droit de former tierce opposition au jugement et de prétendre qu'il y a eu concert frauduleux entre l'assureur et l'assuré.

La Cour de cassation n'a pas été saisie de l'examen de la question. Cependant un arrêt de la Chambre des requêtes du 27 janvier 1897 (2) a, dans ses motifs, reconnu que le locataire ne pouvait pas disposer valablement de l'indemnité afférente au risque locatif, ni

1) V. en ce sens : Trib. de la Seine, 2 juill. 1895.

(2) V. *Le Droit* du 22 fév. 1897.

y renoncer au détriment du propriétaire ou du tiers subrogé.

Mais, d'autre part, un arrêt récent (1), rendu sur une question de compétence, paraît tendre à écarter le droit à l'action directe.

(1) Cass., 5 déc. 1899 (*Gaz. des Trib.*, 2 fév. 1900).

APPENDICE

LE LÉGISLATEUR N'A-T-IL PAS INDIQUÉ L'EXISTENCE D'UN
PRINCIPE GÉNÉRAL DONT LA LOI DU 19 FÉVRIER 1899
N'EST QU'UNE APPLICATION ?

Ce qui suit a trait aux indemnités de l'art. 2 comme à celles de l'art. 3. En effet, nous avons déjà plusieurs fois émis l'opinion qu'en dehors de la loi actuelle, l'application des principes généraux suffisait pour en justifier les solutions. La pensée des auteurs de la loi de 1889 n'a guère plané dans la région des principes, et la timidité a été le caractère dominant de leur œuvre. Ils ont donné une solution d'espèce, venant après bien d'autres. C'est à l'interprète de suppléer à cette insuffisance et de former le faisceau pour présenter cette généralisation qui n'a pas été suffisamment affirmée.

Pour nous, nous croyons fermement que toute indemnité due à raison de la perte d'une chose représente cette chose ; nous pourrions même citer plusieurs lois qui nous semblent inspirées par ce principe.

Ainsi cette théorie nous conduit logiquement à penser qu'il n'est pas besoin de loi ni de stipulation

particulière avec le dépositaire pour décider que le déposant dont la chose a péri a un droit exclusif sur l'indemnité due à cette occasion (1). — Le législateur, procédant par à-coups comme il en a pris l'habitude en cette matière, l'avait d'ailleurs proclamé par la loi du 28 mai 1858 sur les marchandises déposées dans les magasins généraux :

Art. 10. — « Les porteurs de récépissés et de warrants ont sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée ».

Cette loi fut modifiée par celle du 18 juillet 1898. L'objet de cette loi est de mettre à la disposition de l'agriculture un nouvel instrument de crédit, en permettant à l'agriculteur d'emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation, sans déplacer ces produits, c'est-à-dire en les conservant sur les terres ou les bâtiments de cette exploitation.

Le créancier a entre les mains une représentation de son gage : c'est le warrant agricole qui n'est autre qu'un titre transmissible par endossement et analogue au warrant commercial.

Cette loi organise le crédit réel mobilier. Avant, l'agriculteur avait recours à l'hypothèque ; c'est le cré-

(1) Le Tribunal de commerce de la Seine a jugé le 3 mars 1883, que le déposant peut exercer, dans la faillite du dépositaire, un privilège tendant à lui faire attribuer l'intégralité de l'indemnité d'assurances stipulée par ce dernier : car cette indemnité représente la valeur des marchandises déposées (*Journal des Faillites*, 1883, p. 176).

dit réel immobilier ; il n'est pas accessible aux cultivateurs non propriétaires des terrains qu'ils exploitent.

La loi s'est exprimée ainsi ;

Art. 1^{er}. — « Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels provenant de son exploitation et énumérés ci-dessous, et en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation ».

.... « Le produit agricole warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant ».

Art. 4. — « Le warrant doit indiquer si le produit warranté est assuré ou non, et, en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur ».

« Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée (1) ».

L'assurance-accidents va nous fournir un nouvel exemple à l'appui de notre thèse. En effet, l'assureur de la responsabilité du patron peut être actionné directement par l'ouvrier victime d'un accident dont le patron a été jugé responsable (2).

(1) Le projet du Gouvernement prescrivait l'assurance obligatoire.

(2) La solution est plus impérieuse encore si, selon la récente jurisprudence de la Cour de Paris, on autorise le patron à employer une partie des retenues à assurer sa responsabilité.

La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail porte :

Art. 24. — « A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les Sociétés d'assurances, à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit, et dont la gestion sera confiée à ladite Caisse ».

Art. 26. — « La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquelles des sommes aurait été payées par elle, conformément aux prescriptions qui précèdent ».

« En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'art. 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur, et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise ».

Quelle est la situation juridique de la Caisse nationale qui acquitte l'indemnité au lieu et place du chef d'entreprise dont elle est la caution ? Elle est, en vertu de l'art. 1251, § 3, du Code civil, subrogée légalement

dans les droits et actions de la victime ou de ses représentants créanciers de l'indemnité.

Quels sont ces droits et actions ? La victime ou ses représentants ont évidemment contre le chef d'entreprise l'action en paiement de l'indemnité fixée par la loi. Ils ont également une action directe contre l'assureur en paiement de l'indemnité stipulée au contrat d'assurance. Cette action passe, en vertu de la subrogation, à la Caisse nationale, qui peut alors se faire remettre le montant de l'indemnité, à l'exclusion du chef d'entreprise ou de ses créanciers.

D'ailleurs, avant la loi du 9 avril 1898, on avait fini, après quelques hésitations, par admettre le droit de l'ouvrier à une action directe. On lui a supposé, comme fondement, plusieurs systèmes : un contrat de mandat intervenu tacitement entre le patron et ses ouvriers ; — ou un quasi-contrat de gestion d'affaire ; d'autres la justifiaient par l'art. 1121.

Quoi qu'il en soit, de cette discussion, la loi de 1898, conçue dans un esprit très favorable aux ouvriers victimes d'accidents, laisse subsister le droit à l'action directe.

TROISIÈME PARTIE

CRITIQUES ADRESSÉES A LA LOI DU 19 FÉ- VRIER 1899. — LA PROPOSITION DE LOI ROYER

Les critiques adressées à notre loi ont été nombreuses (1). Quelques-unes sont méritées ; il n'en est pas de même de toutes.

Souvent au cours de notre commentaire, nous avons eu l'occasion de regretter que notre loi n'ait pas été plus explicite, qu'elle ait, par suite de sa rédaction défectueuse, ouvert la porte à des controverses qu'on eût pu éviter.

Nous n'avons pas l'intention de reprendre ici ces critiques et ces controverses, ni de recommencer la discussion. Nous voulons seulement rappeler quelques idées générales qui gagneront, nous le pensons, à être groupées à la fin de cette étude.

Le législateur de 1889 a posé un principe excellent, celui de l'attribution privilégiée : est-il besoin de rappeler que nous nous sommes efforcés de démontrer que les choses auraient dû se passer de même en

(1) V. un article de M. MALAPERT, publié dans l'*Opinion* du 15 juin 1890 ;
— V. aussi dans les *Lois nouvelles* de 1889, un article de M. ESCORBIAC.

l'absence de ce texte. Quoi qu'il en soit, du moment qu'il posait ce principe, le législateur devait en déduire soigneusement les conséquences, régler minutieusement la procédure à suivre : il ne l'a pas fait. Cet oubli est d'autant plus regrettable que plusieurs lois étrangères, antérieures en date, auraient pu l'inspirer utilement, comme nous allons le voir.

L'art. 2 attribue l'indemnité aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang : elle subordonne donc cette attribution au maintien du rang des créanciers privilégiés ou hypothécaires. Il en résulte que si les créanciers perdent privilèges ou hypothèques pour une raison ou pour une autre, souvent sans faute de leur part, ils perdront en même temps tout droit à l'attribution privilégiée. Cela peut n'être pas conforme à l'équité.

Enfin, et c'est là un défaut sérieux de notre loi, elle est rédigée de telle façon que certaines Compagnies d'assurances, peu scrupuleuses, pourront souvent se dérober au paiement, ou faire traîner les choses en longueur, en se basant sur l'ambiguïté des termes du § 2 de l'art. 2. La connaissance de la loi d'Alsace-Lorraine eût singulièrement servi notre législateur en cette matière.

La rédaction de l'art. 3, § 2, n'est pas non plus à l'abri de la critique. Il est difficile de savoir à quelle théorie s'est rallié le législateur ; il accorde un privilège et semble le refuser. L'omission est grave, car elle

ouvre la discussion sur le point de savoir si l'on doit ou non étendre le principe posé.

En 1891, la proposition de loi Royer fut cause que l'on discuta longuement le système de notre loi ; il s'agissait de savoir comment l'assureur était réputé connaître les créanciers privilégiés et hypothécaires ; dans quels cas il pouvait être présumé de mauvaise foi. C'est le point que nous allons examiner maintenant.

PROPOSITION DE LOI ROYER

Nous retrouvons ici l'importante question de savoir si l'inscription d'une créance vaut opposition au paiement; dans notre 1^{re} Partie nous n'avons guère fait qu'indiquer l'intérêt du sujet. Nous allons pouvoir présenter, ici, parallèlement à la discussion théorique, un résumé des débats parlementaires que suscita l'examen de la proposition de loi Royer.

L'ambiguïté des termes de la loi de 1889 semblait justifier la controverse, ainsi que le dissentiment de la jurisprudence. Il y eut en effet, peu après la promulgation de la loi, deux décisions contradictoires. Un jugement du Tribunal de Brives, du 18 décembre 1889 (1), dispose que l'assureur est tenu de lever un état d'inscriptions. L'arrêt s'exprime ainsi :

« Attendu qu'il résulte de l'examen du texte de l'art. 2 que l'indemnité est attribuée aux créanciers, qu'il y a donc attribution, c'est-à-dire transfert direct, par le seul effet de la loi, de la somme due aux créanciers; que cette disposition produit aussi un effet plus énergique que l'hypothèque elle-même, dont le béné-

(1) SIREY, 1890, 2, 174.

ficiaire reste toujours créancier de son premier débiteur, d'où la conséquence que le paiement fait à l'assuré ne serait pas valable, puisqu'il ne serait pas fait par celui à qui il est dû.....

..... « Attendu que C... objecte vainement que les paiements faits de bonne foi sont déclarés valables et qu'il n'y a pas eu dans l'espèce d'opposition signifiée;... que..... le législateur s'est borné à décider que le débiteur qui aurait payé dans l'ignorance de la loi ou dans la croyance qu'il n'y avait pas de créanciers hypothécaires, pourrait exciper de sa bonne foi; qu'il s'agit donc uniquement d'une exception rendant applicable la maxime *reus excipiendo fit actor*, et laissant ensuite à sa charge, quoique la mauvaise foi ne se présume pas, la preuve de la bonne foi qu'il invoque, il en résulte que, dans tous les cas, en l'absence même d'opposition, la responsabilité peut se trouver engagée et qu'il est de son droit, de son devoir même, de ne payer qu'au vu d'un certificat délivré par le conservateur, établissant qu'il n'y avait sur l'immeuble incendié ni hypothèques, ni privilèges inscrits, ou par la présentation d'un bordereau de collocation, à la suite d'un ordre ou d'une distribution qu'il appartient à l'assuré de faire ouvrir, etc. » (1).

(1) Ce jugement soutient une mauvaise cause avec de mauvais arguments. D'après ses considérants, l'assureur doit prouver la bonne foi qu'il invoque. On sait pourtant que la mauvaise foi ne se présume pas. Le Tribunal de Brives semble croire, d'autre part, que l'ignorance seule de la loi peut constituer la bonne foi.

Au contraire, le tribunal de commerce de Vienne a jugé, le 11 août 1891 (1), que la Compagnie d'assurances ne doit pas rechercher, au moyen de l'examen de la situation hypothécaire, s'il existe d'autres créanciers que ceux qui font opposition.

« Attendu », dit le jugement, « que s'il en était ainsi, la loi aurait impérativement déclaré que la Compagnie ne pouvait se libérer valablement que sur la production d'un certificat négatif d'inscriptions ;

Attendu qu'elle exige l'absence d'oppositions et la bonne foi, c'est-à-dire à ce dernier point de vue, un ensemble de circonstances repoussant toute idée de précipitation de la part de la Compagnie pouvant être considérée comme une sorte de connivence avec le débiteur ;

« Attendu, dans la cause, que le temps qui s'est écoulé depuis le sinistre, sa notoriété, les oppositions de quelques-uns de ses créanciers, permettent à la Compagnie X de se dessaisir de la somme qu'elle doit, sans encourir aucune responsabilité ; » (2)... etc.

Nous avons vu quels intérêts étaient en présence. M. Royer, député de l'Aube, fut d'avis que dans une question si importante, la controverse devait cesser, et il déposa sur le bureau de la Chambre des Députés,

(1) *Gaz. des Trib.*, 19 nov. 1891.

(2) En ce sens : DARRAS et TARBOURIECH, *loc. cit.*, n° 66 ; — PANNIER, *loc. cit.*, p. 28 ; — OUDIETTE, *Monit. des Assoc.*, 1889, p. 89 et 137 ; — GAUVIN, *Monde économique* du 4 juillet 1891.

le 8 mai 1891 (1), une proposition de loi qui avait pour objet de favoriser encore les créanciers privilégiés et hypothécaires. »

En voici le texte :

Article unique : « Le 2^{me} paragraphe de l'article 2 de la loi du 19 février 1889 est complété comme suit :
« Vaudra comme opposition l'inscription existante sur l'immeuble sinistré du chef de l'assuré et de la personne désignée en la police comme ayant des droits de propriété ou d'usufruit sur ledit immeuble.

« Les frais de l'état des charges levé par l'assureur seront retenus sur l'indemnité. »

Adopter ce projet, c'était intervertir les rôles de la pratique existante : les créanciers privilégiés et hypothécaires n'auraient plus besoin de se faire connaître, les inscriptions conserveraient leur rang par leur seule vertu, et l'assureur, pour rendre valable le paiement à effectuer par lui de l'indemnité, se verrait astreint à l'obligation de rechercher ceux auxquels il doit payer. C'était assimiler absolument la Compagnie, débitrice de l'indemnité d'assurances, à l'acquéreur d'un immeuble qui doit en solder le prix.

C'était sans doute aller un peu loin et généraliser de façon téméraire les règles spéciales que le régime hypothécaire a prescrites en faveur de l'acquéreur d'un immeuble à qui la loi permet notamment d'arrêter le

(1) *Journal officiel* du 9 mai 1891, *Déb. parl.*, p. 817.

cours des inscriptions par la transcription et de les écarter par la purge, si son prix est insuffisant.

Un rapport sommaire de M. Herbecq, député du Nord (1); tout en approuvant l'initiative de M. Royer, formula quelques critiques. Il estime que la loi de 1889 n'a pas amené la diminution des frais qu'on pouvait espérer, et que la faute en revient au mode actuel d'opposition; que les Compagnies, sans s'inquiéter si l'indemnité revient à des créanciers hypothécaires ou privilégiés, délivrent des fonds à ceux-là seuls qui, en vertu d'un titre quelconque dont elles ne recherchent pas la solidité, ont fait opposition à leur¹ caisse. Il conclut cependant que la proposition de loi de M. Royer est criticable, que notre régime hypothécaire, basé sur la personne du débiteur et non sur ses biens, pourra laisser échapper des inscriptions, que les Compagnies n'étant juges ni de la validité des titres, ni des inscriptions, ni de leur rang, auront presque toujours recours à des distributions judiciaires coûteuses.

M. Royer modifia son texte, et voici en quels termes il remania sa proposition de loi (2) :

Article unique. — Le deuxième paragraphe de l'art. 2 de la loi du 19 février 1889 est complété ainsi qu'il suit :

(1) *Journal officiel* du 19 juin 1891, *Déb. parl.*, p. 4336; — Texte général officiel de la Chambre des députés, 1891, *Annexes* 2, p. 1433.

(2) *Journal officiel* du 20 fév. 1893, Ch. des dép., Séance du 18 fév. 1893, p. 620.

« Vaudra comme opposition, lorsque l'assureur ne reconstruira pas les bâtiments détruits, l'inscription existant du chef de l'assuré et de la personne désignée en la police comme ayant des droits de propriété ou d'usufruit sur lesdits bâtiments.

« A cet effet, l'assureur sera tenu, à l'expiration de la quinzaine du sinistre, de lever au bureau des hypothèques un état comprenant les charges existantes au jour du sinistre et celles qui auront été inscrites dans ce délai de quinzaine, en vertu d'un titre antérieur à l'incendie.

« Il devra prévenir du sinistre les créanciers dont l'existence lui aura été révélée. Cet avertissement sera donné aussitôt la délivrance de l'état par lettres recommandées adressées au domicile élu.

« Il retiendra par privilège les frais d'état et de recommandation des lettres d'avis sur le montant de l'indemnité.

« Les créanciers hypothécaires ou privilégiés dispensés de prendre inscription, pourront faire valoir leurs droits sur cette indemnité jusqu'au paiement ou jusqu'à ce que la distribution soit devenue définitive.

« Si, dans le délai d'un mois, à partir de la communication de l'état par l'assureur à l'assuré, les intéressés ne s'entendent pas sur la distribution amiable, l'assureur sera tenu de consigner l'indemnité, sans offres réelles préalables ».

L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté.

Le député de l'Aube avait fait précéder sa proposition de loi d'un exposé des motifs que nous croyons intéressant de reproduire (1).

« Antérieurement à la loi du 19 février 1889, les indemnités dues par suite d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux et les autres risques étaient, à défaut de délégation régulièrement signifiée ou acceptée, dévolues à tous les créanciers chirographaires, privilégiés ou hypothécaires sans aucune préférence entre eux ».

« L'art. 2 de cette loi dispose au contraire que :

« Les indemnités dues par suite d'assurances contre
« l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des
« bestiaux ou les autres risques, sont attribuées, sans
« qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créan-
« ciers privilégiés ou hypothécaires, suivant leur
« rang ».

« Le but de l'art. 2 », a dit M. Labiche, rapporteur de la Commission du Sénat, « est de faire porter sur l'indemnité, en cas de sinistre d'un objet assuré, les privilèges ou hypothèques existant sur cet objet ».

« Et M. Maunoury, rapporteur de la Commission de la Chambre des députés, disait à son tour : « Ces indemnités seront considérées comme la représentation

(1) *Journal officiel, Doc. parl.* de juin 1891, p. 1118.

de l'objet sinistré au même titre que le prix de vente de cet objet ».

« La conséquence logique et nécessaire de la disposition nouvelle devrait conduire le législateur à soumettre le paiement des indemnités aux règles de distribution applicables à l'objet assuré, selon la nature mobilière ou immobilière, et spécialement à décider, puisque l'indemnité de sinistre d'un immeuble est le gage des créanciers hypothécaires, que l'assureur (comme l'acquéreur est tenu de le faire, s'il ne veut pas s'exposer à payer deux fois), devrait, avant de payer, lever un état d'inscription afin de s'assurer que l'immeuble sinistré est libre de charges hypothécaires.

« Il n'en est pas ainsi, car le dernier paragraphe de l'art. 2 porte : « Néanmoins, les paiements faits de « bonne foi, avant opposition, sont valables ».

« Il résulte, en effet, de cette dernière disposition, que l'assureur peut valablement payer à l'assuré l'indemnité du sinistre, s'il n'a pas été formé une opposition entre ses mains, alors même qu'il existerait sur l'immeuble détruit des inscriptions hypothécaires.

« Cette dérogation aux principes présente, pour les placements hypothécaires, les plus grands dangers, nuit au crédit du débiteur et l'expose à payer des frais inutiles.

« En effet, il arrive fréquemment que le créancier n'habite pas le lieu où l'immeuble hypothéqué est situé. Son domicile peut même être très éloigné.

Qu'un sinistre atteigne le gage et qu'il soit entre les mains d'un créancier hypothécaire postérieur ou même d'un créancier chirographaire qui, ayant été averti ou se trouvant sur place, aura formé opposition avant le versement de l'indemnité.

« Objectera-t-on que le créancier hypothécaire peut, aussitôt que sa créance est née, former opposition sur l'indemnité éventuelle du sinistre ?

« L'objection, à mon avis, n'est pas fondée. Pourquoi, en effet, déroger aux principes établis en cette matière, alors qu'il est si simple et si peu coûteux de s'y conformer ? Pourquoi faire supporter par le débiteur des frais d'opposition qui seront la plupart du temps inutiles (la créance ayant été remboursée avant le sinistre ou l'immeuble étant resté intact, alors que l'un des motifs de la loi a été de simplifier les formalités et de réduire les frais ?

« J'ajoute qu'une opposition sur l'indemnité éventuelle n'offre pas au créancier hypothécaire la même sécurité qu'en cas de vente du gage, puisque le débiteur peut rendre cette opposition inefficace, en assurant ultérieurement son bâtiment à une autre Compagnie que celle à laquelle il était assuré au moment du prêt, soit qu'il résilie l'assurance en cours, soit qu'il attende qu'elle soit expirée.

« J'estime donc qu'aussi bien dans l'intérêt du crédit de l'emprunteur que dans la sécurité du créancier, il convient d'assimiler l'inscription à l'opposition. »

Cette proposition de M. Royer ne tendait rien moins qu'à modifier profondément l'économie de la loi du 19 février 1889. Elle soulevait d'ailleurs, au point de vue théorique, comme au point de vue pratique, de sérieuses objections.

Nous avons vu que la loi qui nous occupe a assimilé au prix l'indemnité d'assurances. Mais de là à assimiler le débiteur de l'indemnité au débiteur du prix, il y a un pas à franchir : elle ne l'a pas fait. Et voici pourquoi : le débiteur du prix, par le fait même de son acquisition, se trouve en présence de créanciers inscrits, lesquels sont munis du droit de suite, qui menace la possession et du droit de préférence, qui est relatif au mode de distribution du prix. Pour fixer ce dernier, il a recours à la purge : désormais le droit des créanciers inscrits sera transporté sur le prix ainsi déterminé, et ce sera un simple droit de préférence.

Toute autre est la situation de la Compagnie d'assurance débitrice de l'indemnité : tandis que l'acquéreur est tenu, en qualité de détenteur de l'immeuble grevé et par le besoin de rendre son titre incommutable, à livrer un état de charges et à rechercher les créanciers hypothécaires, la Compagnie d'assurances, elle, est débitrice d'une somme déterminée, connue ; elle n'a aucun droit de suite à redouter.

Pourquoi, dès lors, lui imposer de coûteuses et peut-être difficiles recherches, qui, suivant l'énergique

expression de MM. Darras et Tarbouriech (1), ne tendraient qu'à « ameuter contre la loi de 1889 toutes les Compagnies d'assurances », en lui prêtant des exigences qui rendraient fort difficile leur industrie.

Enfin, l'inconvénient de cette assimilation d'un débiteur d'indemnité à un débiteur de prix a déjà été prouvé d'une façon empirique ; nous l'avons vu, en effet : c'est principalement pour avoir assimilé l'inscription à l'opposition que la loi des 10 et 22 décembre 1874 sur l'hypothèque maritime a dû être révisée : la proposition de M. Royer reproduit, au fond, l'art. 17 de cette loi que l'on a dû abroger.

Remarquons que l'adoption de la proposition aurait introduit un défaut d'harmonie dans notre législation hypothécaire et que l'on peut caractériser ainsi :

« A l'inverse de ce qui existe dans le Code civil, elle favoriserait les créanciers à hypothèques inscrites au détriment des créanciers à hypothèques légales. Tandis que ceux-ci doivent faire valoir leurs droits *sponte sua*, ceux-là sont avertis et invités à les exercer. Cette différence que rien ne justifie provient de l'erreur fondamentale du système qui déplace l'inscription de son assiette et lui confère un nouvel attribut. Les majeurs se trouveraient donc plus privilégiés que les incapables. Nous étions habitués à d'autres solutions et la loi de 1889 a au moins cet avantage de mettre

(1) DARRAS ET TARBOURIECH, *loc. cit.*, n° 69,

tous les créanciers hypothécaires sur le pied d'égalité » (1).

Voici quelques-unes des objections que présentait la proposition de M. Royer. Elle en présentait d'autres moins graves, tant au point de vue pratique qu'au point de vue théorique : Nous allons les voir exposées au cours de la discussion devant le Sénat.

Discussion devant le Sénat (2)

Au début de la séance M. Labiche, rapporteur en 1883 et en 1887, prend la parole pour combattre la proposition. Il approuve la décision du tribunal de Vienne que nous avons citée plus haut et s'étonne des critiques adressées à la loi de 1889. « Quoi de plus simple et en même temps de plus pratique ? Il arrive en effet, le plus souvent, que le sinistre ne détruit pas complètement l'objet assuré ; le plus souvent aussi l'indemnité n'a qu'une importance peu considérable. Dans ce cas, si vous imposez, comme le propose la Commission, à l'assureur, l'obligation de lever un état d'inscriptions, de rechercher tous les créanciers inscrits, de provoquer leur intervention, de ne payer l'indemnité qu'après qu'un accord amiable, ou, à défaut d'accord, une répartition par justice sera intervenue entre eux, n'est-ce pas provoquer à plaisir

(1) *La Semaine*, 28 août 1892.

(2) 23 février 1894 (*Sénat in extenso*, 1894, p. 155).

et souvent pour des sommes peu considérables, des frais et des lenteurs que rien ne justifie ?

« Et si l'un des créanciers use de la faculté que vous lui offrez, et demande le dépôt à la Caisse des Consignations, par suite de l'absence ou de la négligence d'un créancier inscrit, quand l'indemnité arrivera-t-elle à destination ? Qu'en restera-t-il à distribuer aux ayants-droit ? »

Si l'on adopte le projet, « pour payer valablement, l'assureur devra, avec le concours de l'assuré, obtenir le désistement de tous ceux dont les noms figurent sur l'état délivré. A défaut de désistement, il lui faudra obtenir leur consentement à la répartition ; s'ils ne consentent pas, s'il s'en trouve d'absents ou de malveillants mettant un prix à leur consentement, comme cela arrive parfois en matière d'attribution d'un produit de vente, il faudra ouvrir un ordre.

« Et, après toutes ces formalités, tous les frais qui en résulteront, que restera-t-il à l'assuré ou aux créanciers ? »

Et plus loin : « Pourquoi se mettre en désaccord avec le principe de droit : *Jura vigilantibus subveniunt* ? Pourquoi provoquer des difficultés en exigeant l'intervention de créanciers qui ne reconnaissent pas l'utilité de leur intervention ? »

Puis, envisageant le côté pratique de la question, M. Labiche annonce qu'il s'est informé auprès de trois Compagnies d'assurances, l'*Urbaine*, le *Soleil* et

l'Aigle : l'année précédente, ces trois Compagnies ont enregistré un total de 6,569 sinistres ; sur ce nombre, 4,744 étaient d'un dommage inférieur à 500 fr. « Et c'est pour le règlement de ces nombreux sinistres, la plupart sans importance, qu'on vous propose d'exiger, comme condition indispensable, la levée des états d'inscription hypothécaire, le désistement ou l'accord des créanciers, et, à défaut, l'ouverture d'un ordre judiciaire ! Et cela en un temps où de bons esprits cherchent à simplifier ces formalités mêmes pour les attributions des prix de ventes d'immeubles qui sont moins fréquentes et qui ont certainement une valeur plus importante que des sinistres ?

« En dehors des nombreux inconvénients que je viens de signaler, la mesure que je combats aurait pour effet de donner aux conservateurs des hypothèques la mission de délivrer des états d'inscription ou des états négatifs pour la liquidation des règlements des innombrables sinistres immobiliers qui ont lieu chaque année. Pour trois seules Compagnies qui ne sont pas les plus importantes, je vous ai cité le chiffre du dernier exercice, 6,569. Voilà pour les conservateurs du travail assuré, et des honoraires aussi » !

M. Brusset, rapporteur, réplique à M. Labiche. Il porte son effort contre le § 2 de l'art. 2 de la loi de 1889 : « Les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables ». — « Toutes les difficultés », dit-

il, « viennent de là, on s'est demandé quand les paiements étaient de bonne foi ».

Il dit notamment : « En définitive, votre loi de 1889 ne donnait aucune sécurité aux créanciers hypothécaires, puisque les Compagnies pouvaient payer sans se préoccuper de l'existence de ces créanciers hypothécaires qui n'avaient pas fait opposition ».

Puis il s'appuie sur le jugement rendu par le tribunal de Brive, le 18 décembre 1891.

Ils s'efforce ensuite de démontrer que la proposition concilie tous les intérêts : « Nous voulons, en définitive, trois choses » :

« Nous voulons que le créancier ait une sécurité absolue ; nous voulons que le débiteur réalise une économie, et nous voulons enfin que l'assureur paye en parfaite tranquillité ».

« Eh bien, le créancier qui aura inscrit son inscription n'aura plus à se préoccuper de rien. Il saura qu'en cas d'incendie, le prix lui reviendra et il n'aura pas à craindre que son débiteur s'assure à une autre Compagnie, attendu qu'il a son droit hypothécaire qui est inscrit et que l'inscription vaut opposition ».

« Pour l'assuré, il n'aura plus à subir les frais considérables d'une cession d'indemnité en cas d'incendie ; ce sont des frais relativement importants qui étaient frustratoires, puisqu'en définitive, l'incendie est l'exception.

« D'autre part, tout ce qui donne du crédit au débi-

teur est une bonne chose. Le débiteur trouvera plus facilement à emprunter quand son bailleur de fonds saura qu'il n'a pas à craindre d'être privé d'indemnité en cas d'incendie.

« Quant à l'assureur, il doit pouvoir payer en toute sécurité. Notre projet lui assure ce résultat. Nous ne lui créons aucune obligation nouvelle, ni surtout aucune espèce de responsabilité. Nous ne lui demandons qu'une chose, de lever un état d'inscriptions ; quand il l'aura levé, il préviendra par lettre les créanciers hypothécaires, lesquels se mettront d'accord ».

Néanmoins, M. Brusset reconnaît que le gros défaut de la proposition, c'est la complication, les frais considérables, quand il s'agit de petits sinistres : « Cette objection, dit-il, je me la suis souvent faite à moi-même, mais je n'y ai pas trouvé de remède ».

M. Trarieux attire l'attention du Sénat sur un manque de logique du système de la Commission : « Il tend, dit-il, à sauvegarder la situation des créanciers hypothécaires ordinaires, mais que fait-il pour l'hypothèque légale ou les privilèges non inscrits ? Rien. Les créanciers de l'hypothèque légale et des privilèges non inscrits sont sacrifiés aux créanciers d'hypothèques ordinaires, qui leur sont cependant inférieurs en rang ».

« M. le Rapporteur nous dit que le but du projet est simplement d'assimiler l'indemnité due au propriétaire par la Compagnie d'assurances au prix qui serait dû

par l'acheteur si l'immeuble avait été vendu. Eh bien, il n'en est pas ainsi, puisque tandis qu'on organise sur l'indemnité de sinistre la purge de l'hypothèque inscrite, on ne fait rien pour garantir celle de l'hypothèque ou des privilèges non inscrits. On voit le vice d'une pareille réglementation. Il ne va rien moins qu'à détruire des principes essentiels de notre droit hypothécaire et à renverser l'ordre de préférence accordé par la loi aux hypothèques légales et aux privilèges non inscrits sur les hypothèques ordinaires ».

M. le Rapporteur reconnaît l'exactitude de la critique formulée par M. Trarieux, mais avoue qu'il serait excessif d'augmenter les obligations des Compagnies d'assurances, de les obliger à faire la purge des hypothèques légales.

Enfin, M. Grivart monte à la tribune et fait un discours qui est le morceau capital de cette séance et emporte le vote. Nous le reproduisons en entier, car il expose très exactement la situation telle que l'a faite la loi de 1889 et telle que l'a laissée, par conséquent, le rejet de la proposition Royer.

M. Grivart : « Messieurs, je ne puis être d'accord avec M. le Rapporteur, lorsqu'il affirme, ainsi qu'il le faisait tout à l'heure, que le projet de loi actuel ne modifie pas la situation existant sous l'empire de la loi de 1889, ou ne la modifie que d'une manière légère. Je crois, au contraire, qu'elle sera profondément modifiée et d'une manière qui doit provoquer

de très sérieuses objections. Sous l'empire de la loi actuelle, lorsque survient un sinistre, les assureurs ne sont pas obligés de se faire délivrer un état hypothécaire et à moins qu'ils n'aient une connaissance extrinsèque des charges grevant l'immeuble, qu'ils sachent que le règlement direct intervenant entre eux et l'assuré doit avoir pour conséquence de frustrer les créanciers hypothécaires, les assureurs peuvent en toute sûreté de conscience et en toute sécurité, régler le sinistre, et le régler sans retard et sans frais.

« Au contraire, d'après les dispositions du projet de loi actuel, si un sinistre se produit, sinistre grave ou sinistre léger, entraînant une perte considérable ou un dommage infiniment petit, les assureurs sont dans l'obligation de retirer un état hypothécaire et, de ce chef, le règlement de l'indemnité se trouve entravé, ou tout au moins singulièrement retardé. La commission vous propose même de décider que les assureurs n'auront pas le droit de retirer l'état hypothécaire avant un délai de quinze jours, et cela pour donner aux créanciers hypothécaires, qui n'auraient pas été diligents, qui n'auraient pas inscrit leurs titres avant l'expiration de la quinzaine, de réparer leur omission.

« Pendant quinze jours, le règlement se trouvera donc suspendu pour tous les assurés, pour ceux qui ont des créanciers et pour ceux qui n'en ont pas. Puis, à l'expiration de la quinzaine, si l'état hypothécaire révèle l'existence d'inscriptions, le règlement sera suspendu

pendant un mois au moins, et durant ce temps l'indemnité restera au mains des assureurs.

« Vous apercevez bien que ces retards contre lesquels les assureurs ne réclament pas, — car les assureurs, communément, restent volontiers sur la défensive, — vous apercevez bien que ces retards auront des inconvénients singuliers, je ne dis pas pour les créanciers hypothécaires, mais au moins pour l'assuré qui pouvait compter sur l'indemnité pour réparer le dommage. C'est là le premier inconvénient du système proposé, inconvénient qui n'existe pas à l'heure présente. Il aura un autre inconvénient : les assurés auront à supporter du chef de l'état hypothécaire, délivré à la requête des assureurs, des frais plus ou moins considérables. S'il n'y a pas d'inscriptions, je reconnais que la charge sera modique ; mais, s'il en existe, si les charges grevant l'immeuble sont nombreuses, la délivrance de l'état constituera à elle seule une somme de frais assez notable et qui, dans un grand nombre de cas, paraîtra véritablement choquante, en regard du chiffre de l'indemnité.

« Lorsque le sinistre est grave, quand il y a destruction totale de l'immeuble, les frais de la délivrance d'inscriptions et ceux qui pourront suivre paraîtront relativement à l'indemnité incombant aux assureurs, petits et très supportables. Mais soyez sûrs, Messieurs, qu'ils paraîtront intolérables si le sinistre est léger et l'indemnité modique.

« L'honorable M. Labiche nous disait tout-à-l'heure, chiffres en mains, que de la statistique d'une seule compagnie d'assurance, l'*Urbaine*, il résulte que, sur 2,000 sinistres immobiliers se produisant dans une année, il y en a 1,400 qui sont inférieurs à 500 fr. et — je complète l'indication, — qui varient entre 10 et 500 fr. avec une moyenne de 61 fr.

« Jugez-vous tolérable, quand il s'agit d'incendies si légers, d'obliger l'assureur, au détriment de l'assuré, avec récupération contre lui, à faire les frais d'un état hypothécaire qui, en certain cas, coûtera 40 fr. 50, et peut-être plus ?

« Sous l'empire de la loi actuelle, quand le sinistre est léger, les créanciers ne s'en préoccupent pas, et ils ont bien raison, car le sinistre est presque toujours suivi de la réparation de l'immeuble endommagé ; la réparation s'impose au propriétaire s'il n'y a pas destruction totale ou presque totale de l'immeuble. Dans l'état actuel des choses, les Compagnies règlent donc amiablement avec l'assuré la presque totalité des sinistres.

« Au contraire, dans la situation que créerait le projet de loi, les assureurs seront obligés de se mettre en communication directe avec les créanciers et de provoquer leur action par une notification en forme, au moyen d'une lettre chargée. Je crois que dans le plus grand nombre des cas, les créanciers hypothécaires, qui, avec la législation actuelle, auraient gardé

le silence, laissant à l'assuré le loisir de régler directement l'indemnité avec les assureurs, je crois que, mis en demeure en quelque sorte par la communication qui leur aura été faite, ils feront une opposition ; la chose n'en valant pas la peine, ils resteront dans l'inaction.

« Vous obtiendrez difficilement, ou plutôt vous n'obtiendrez jamais, si l'état hypothécaire n'est changé, s'il y a un nombre considérable de créanciers, que ceux-ci, qui ne se connaissent pas, entrent en contact, nouent des relations en vue du règlement d'une indemnité de 60, de 100 ou de 200 fr. Ils se croiseront les bras ; et alors qu'arrivera-t-il ? « L'indemnité d'assurance sera déposée à la Caisse des Dépôts et Consignations. Je vois bien qu'elle y entrera et même d'une manière assez facile, mais je vous demande, je demande à votre expérience de me dire comment elle sortira, à quelles conditions et à quel prix ?

« Voyez-vous, Messieurs, l'indemnité de 100 ou de 200 fr., versée à la Caisse des Dépôts et Consignations, est vouée, si les créanciers ne s'entendent pas tous pour une distribution amiable, à une distribution par contribution !

« Maintenant voulez-vous une autre hypothèse ? « J'admets qu'aucun créancier n'ait requis le dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, l'indemnité restera entre les mains de l'assureur qui en restera indéfiniment débiteur.

« Que fera l'assuré pendant ce temps ? L'emploi le plus naturel et le plus légitime de l'indemnité n'est-il pas la réparation de l'immeuble quand elle est possible ?

« Or, vous allez la rendre pour lui difficile, en le privant des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour y procéder.

« Je dis donc que le projet actuel présente des inconvénients notables.

« Dans son application, le projet serait surtout intolérable s'il devait s'étendre aux petits sinistres ne donnant lieu qu'à des indemnités tout à fait légères ».

L'article unique est mis aux voix et rejeté.

L'opinion que manifestait la Chambre des députés par ce vote donnait une sorte d'approbation officielle au jugement du tribunal de Vienne que nous avons cité plus haut. — Aujourd'hui la question n'est même plus agitée dans la pratique des affaires, et l'on attribue volontiers à M. Grivart, dans le monde des assureurs, l'honneur d'avoir, par son exposé clair et précis de la situation, définitivement clos une irritante controverse.

QUATRIÈME PARTIE

DROIT COMPARÉ

ALLEMAGNE

Le nouveau Code civil allemand, promulgué le 18 août 1896, exécutoire depuis le 1^{er} janvier 1900, a réglé la question de l'attribution privilégiée. Il pose ainsi le principe : Art. 1127 : « Si des objets soumis à l'hypothèque ont été assurés par le propriétaire du fonds ou le possesseur à titre de propriétaire, l'hypothèque s'étend à la créance contre l'assureur ».

« L'affectation à l'hypothèque de la créance contre l'assureur prend fin lorsque l'objet assuré est reconstruit ou qu'une indemnité a été payée pour le remplacer ».

L'originalité du système du Code civil allemand réside dans la disposition de l'art. 1128 décidant que l'assureur ne peut payer l'assuré qu'après le délai d'un mois, courant à partir d'un avis donné aux créanciers hypothécaires :

Art. 1128. — « Si un bâtiment est assuré, l'assureur ne peut payer à l'assuré la somme assurée, avec effet contre le créancier hypothécaire, que lorsque l'assu-

reur ou l'assuré a donné avis au créancier hypothécaire du dommage survenu et que depuis la réception de cet avis, il s'est écoulé un mois. Jusqu'à l'expiration du délai, le créancier hypothécaire peut s'opposer au paiement vis-à-vis de l'assureur. L'avis peut être omis s'il est impossible ; dans ce cas, le mois se compte à partir de l'échéance de la somme assurée. Pour le surplus, on applique les dispositions relatives à la créance donnée en gage ; l'assureur ne peut néanmoins se prévaloir de son ignorance à l'égard d'une somme mentionnée au registre foncier.

L'art. 1130 est relatif aux effets de la clause d'assurance :

Art. 1130. — « Si, d'après les clauses de l'assurance, l'assureur n'est obligé au paiement de la somme assurée que pour la reconstruction de l'objet assuré, le paiement fait à l'assuré conformément à ces clauses, a effet vis-à-vis du créancier hypothécaire.

Les obligations de l'usufruitier sont réglées par l'art. 1045 :

« L'usufruitier, pour la durée de l'usufruit, doit assurer la chose à ses frais contre l'incendie et autres sinistres lorsque l'assurance répond à une exploitation régulière. L'assurance doit être prise de telle sorte que la créance contre l'assureur appartienne au propriétaire.

Si la chose est déjà assurée, les primes d'assurance sont à la charge de l'usufruitier pour la durée de l'u-

sufruit dans la mesure où il serait obligé de le faire assurer ».

ALSACE-LORRAINE

La loi du 4 juillet 1881 concernant l'affectation des indemnités d'assurance contre l'incendie à la garantie des droits des créanciers privilégiés a rencontré une adhésion presque générale et la rédaction seule a été l'objet d'une discussion. En effet, la réforme était en Alsace-Lorraine particulièrement utile par suite de l'adoption du Code de procédure allemand, dont l'art. 709 accorde au créancier saisissant un droit de préférence sur la somme saisie, de sorte que, si l'on suppose la saisie-arrêt faite par un créancier chirographaire, le créancier hypothécaire sur l'immeuble en question ne serait même pas admis au marc le franc.

La loi de 1881, qui donnait une solution de cette difficulté, est intéressante à comparer avec la loi française.

Elle est moins étendue, en ce sens qu'elle n'a trait qu'aux immeubles. Voici la cause de cette infériorité : établir un privilège sur les meubles aurait porté atteinte aux lois fédérales, souveraines en cette matière : au contraire, la législation sur les immeubles et les privilèges auxquels ils sont affectés est du domaine des législations particulières (1).

(1) Art. 737 du Code de procédure (V. *Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 88).

On a imposé aux créanciers l'obligation de se faire connaître pour éviter les formalités de la purge ; le rôle de l'assureur est donc tout passif.

La reconstruction n'est pas obligatoire, comme certains membres de la Délégation le désiraient ; mais la reconstruction facultative est autorisée tacitement. L'article 1^{er} de la loi alsacienne disposait :

« Art. 1^{er}. — Les indemnités attribuées au propriétaire, par suite d'assurances contre l'incendie d'un bâtiment ou d'objets dépendant d'un immeuble et déclarés immeubles par la loi, sont considérés comme faisant partie de la fortune immobilière, au regard des droits de privilège et d'hypothèque établis au moment de l'incendie sur le bâtiment ou sur l'immeuble ; ces indemnités sont affectées aux titulaires de ces droits, selon leur rang.

« L'inscription des privilèges et hypothèques peut être utilement prise sur l'indemnité d'assurance même après la perte de l'objet assuré ».

« La cession de l'indemnité d'assurance n'est pas opposable aux créanciers pourvus de droits de préférence ». Cet article nous montre que l'indemnité d'assurance est réputée immeuble, — ou reste mobilière, — suivant les circonstances ; elle n'est réputée immeuble que s'il existe au moment de l'incendie, des privilèges ou des hypothèques. Dans l'hypothèse contraire, la saisie reste permise.

L'art. 2 prévoyant les difficultés du paiement,

réglaient les formalités de la dénonciation ; car les créanciers devaient, à la différence de ce qui a lieu chez nous, faire à l'assureur une déclaration soumise à certaines formes particulières. Ceci est un fait caractéristique de la loi ancienne. Voici le texte :

Art. 2. — « Les créanciers privilégiés et hypothécaires doivent, pour faire valoir leurs droits, les dénoncer à l'assureur en lui notifiant une déclaration (*Erklärung*) qui doit mentionner le nom et le domicile du créancier et de l'assuré, le montant approximatif de la créance et la désignation de l'objet assuré grevé du droit de préférence.

« La dénonciation peut être faite aussitôt après la constitution du droit de préférence. En cas d'incendie, elle doit être signifiée, à peine de déchéance, au plus tard dans le mois de l'incendie. La signification est faite au domicile réel ou élu de l'assureur ou à l'agence qui a souscrit la police.

« Si le dénonçant ne réside pas dans le ressort de la justice de paix compétente d'après la situation de l'immeuble, il doit en même temps désigner une personne domiciliée dans le ressort qui sera chargée de recevoir les significations ».

L'article 3 réglait la situation de l'assureur à qui la dénonciation a été signifiée : il était obligé à :

« 1° Donner avis au créancier dénonçant du non renouvellement de l'assurance, de la réduction de la somme assurée et de toutes circonstances qui peuvent

avoir comme conséquence la nullité de l'assurance, dès que ces circonstances seront parvenues à sa connaissance ;

« 2^o Informer ce même créancier de l'incendie, et, à moins que l'estimation du dommage ne doive, à raison des circonstances, être faite sans délai, du lieu, du jour et de l'heure fixés pour cette opération ;

« 3^o Informer sans délai les créanciers dénonçants des instances engagées pour la fixation de l'indemnité due par l'assurance ».

« Les avis sont donnés par lettres recommandées qui doivent être adressées aux domiciles des créanciers indiqués dans les dénonciations ou au domicile du fondé de pouvoirs, chargé de recevoir les significations s'il en a été désigné un.

« Les avis d'incendie doivent être adressés au plus tard dans les trois jours après que l'assureur a eu connaissance de l'incendie ».

« Au plus tard, dans le même délai, l'assureur doit même, s'il n'a encore reçu aucune dénonciation, donner avis de l'existence de l'assurance au maire de la localité où se trouve l'objet assuré en désignant cet objet et le nom du propriétaire assuré. Cet avis sera communiqué à tout intéressé sur sa demande ».

L'art. 4 décidait que l'assureur ne pourrait pas payer l'indemnité avant l'expiration d'un mois après le sinistre : cela dans l'intérêt des créanciers ; mais celui qui ne se serait pas fait connaître dans le mois, serait déchu du bénéfice de la loi.

Si aucune déclaration n'avait été faite dans le mois, l'assureur payait au propriétaire. Si au contraire, des créanciers s'étaient fait connaître dans le temps et la forme voulus, l'art. 4 disposait que dans ce cas, « l'assureur est toujours autorisé et pourra être obligé, à la demande du propriétaire ou d'un créancier dénonçant, à déposer l'indemnité d'assurance avec indication de l'objet assuré, sans offres réelles préalables. En effectuant le dépôt, l'assureur doit remettre les dénonciations qu'il a reçues et faire connaître, le cas échéant, les saisies et les autres empêchements ».

Si enfin les parties ne sont pas d'accord, on ouvrira un ordre judiciaire où seuls les créanciers ayant fait leur déclaration en temps utile pourront être colloqués. Cette procédure, conforme aux prescriptions de la loi du 30 avril 1880, est longuement et minutieusement réglée par l'art. 5.

L'art. 6 avait trait à la reconstruction; elle n'était pas rendue obligatoire, mais d'autre part, les créanciers ne pouvaient l'empêcher :

Art. 6. — « Tant que l'indemnité d'assurance n'est pas déposée, l'assureur, d'accord avec l'assuré, peut remplir son obligation en rétablissant l'objet assuré.

« Si l'assureur veut user de cette faculté, il doit en informer les créanciers qui ont signifié une dénonciation dans la forme prévue par l'art. 3, § 2, et en même temps indiquer un délai convenable pendant lequel il s'engage à procéder à la reconstruction. Sur la demande

du créancier, ce délai pourra être réduit par le tribunal compétent ».

Au résumé, si la loi alsacienne était, au point de vue de l'étendue de son domaine, inférieure à la loi française de 1889, elle lui était, en revanche, très supérieure par le soin minutieux qui avait prévu la procédure à suivre et protégé tous les droits en indiquant nettement les obligations de chacun. Au contraire, notre loi de 1889 se contente, ou à peu près, de poser un principe et laisse au commentateur le soin de déduire les conséquences en s'inspirant de ces guides utiles, mais souvent mystérieux, et en tout cas générateurs de controverses, qu'on appelle l'esprit de la loi et les principes généraux.

Nous n'aurions garde de terminer ce rapide exposé de la loi alsacienne de 1881, sans faire remarquer que cette loi si bien faite et si judicieuse, s'est surtout inspirée du projet français de 1851, lequel, rejeté, est tombé dans l'oubli.

COUR D'APPEL DE COLOGNE.

Une loi du 17 mai 1884 avait introduit dans le ressort de l'ancienne Cour d'appel de Cologne un système analogue à la loi alsacienne de 1881.

La nécessité était la même : la jurisprudence française de la Cour de cassation, sur l'attribution de

l'indemnité d'assurance, était en effet suivie sur ce territoire.

La seule différence notable avec la loi alsacienne était que la loi de 1884 ne visait pas seulement les indemnités dues par suite d'assurance contre l'incendie, mais encore celles auxquelles pouvaient donner lieu la foudre et les explosions (1).

LUXEMBOURG.

La matière était régie par la loi du 16 mai 1891 sur le contrat d'assurance.

L'art. 37 était ainsi conçu :

« En cas d'incendie d'un immeuble, l'indemnité due au locataire qui se fait assurer le risque locatif, est due au propriétaire de l'immeuble, à l'exclusion des créanciers de l'assuré. »

« De même l'indemnité due par l'assureur des risques du recours du voisin appartient exclusivement à ceux-ci. »

« Le tout sans préjudice des droits du propriétaire ou des voisins, dans le cas où l'indemnité ne les couvrirait pas de la perte » (2).

PRUSSE

La loi du 5 mai 1872 sur le régime hypothécaire

(1) V. BUFNOIR, *Annuaire de législation étrangère*, 1885, p. 203, et un arrêt du 11 juillet 1881 (*Journ. de droit internat. privé*, 1882, p. 328, S., 82, 4, 33).

(2) *Ann. de législ. étrangère*, 1892 (Grand Duché de Luxembourg), p. 635).

décidait en son art. 30, alinéa 11, que l'inscription d'une hypothèque ou d'une dette foncière garantit :

« l'indemnité d'assurances allouée au propriétaire pour fruits, dépendances ou bâtiments incendiés ou endommagés par le feu, à moins que cette indemnité ne doive être employée, d'après la police d'assurance, à la reconstruction des bâtiments » (1).

Cet article, qui s'écartait du droit prussien antérieur, ne faisait guère que reproduire la loi de la Hesse (art. 149) :

« L'hypothèque ne s'éteint pas par l'incendie du bâtiment, elle continue sur le bâtiment reconstruit et le créancier hypothécaire peut exiger que l'indemnité d'assurances soit employée à cette reconstruction. L'indemnité ne peut être payée à l'assuré qu'avec le consentement du créancier hypothécaire : celui-ci pourra refuser son consentement jusqu'à ce que l'assuré ait fourni caution pour l'emploi de l'indemnité. A défaut de cette caution, l'indemnité sera déposée en justice ou mise sous séquestre. Le créancier hypothécaire pourra ainsi faire vendre en justice, avec le terrain, le droit à l'indemnité d'assurances ».

Transcrivons encore l'art. 31 de la loi prussienne du 5 mai 1872 :

Art. 31. — Toute cession et tout nantissement du droit à l'assurance, tout paiement anticipé, cession ou

(1) V. *Ann. de législ. étrangère*, 1873 (Prusse), p. 225.

nantissement de loyers et fermages pour plus de trois mois, toute aliénation de fruits pendants, par branches ou racines, seront sans effet à l'égard des créanciers inscrits » (1).

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

La loi du 24 septembre 1886, qui a créé une banque hypothécaire nationale, accorde à cette banque (art. 37) le droit d'exiger du propriétaire qu'il assure les biens offerts ou déjà donnés en hypothèque. Si le sinistre se produit, la Banque touche le montant de l'indemnité d'assurances.

BELGIQUE

§ I^{er}. — Loi du 16 septembre 1851.

Le principe de l'attribution privilégiée est déposé dans la loi du 16 septembre 1851, sur la révision du système hypothécaire.

« Art. 10. — Lorsqu'un immeuble, des récoltes ou des effets mobiliers auront été assurés, soit contre l'incendie, soit contre tout autre fléau, la somme qui, en cas de sinistre, se trouvera due par l'assureur devra, si elle n'est pas appliquée par lui à la réparation de l'objet assuré, être affectée au paiement des

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1873 (Prusse), p. 226.

créances privilégiées ou hypothécaires, selon le rang de chacune d'elles.

Il en sera de même de toute indemnité qui serait due par des tiers, à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque ».

Ce texte, plus heureux que le texte français, et pourtant bien antérieur en date, pose nettement le principe général de l'attribution aux créanciers hypothécaires ou privilégiés, quelle que soit la cause de l'indemnité (assurance d'incendie ou de tout autre risque), quel que soit le fait générateur de l'accident (quasi-contrat, quasi-délit, tout fait dommageable imputable à un tiers).

Les créanciers privilégiés ou hypothécaires seront, d'après l'art. 10, payés suivant le rang de leurs créances. L'application est facile quand les créanciers sont hypothécaires ; s'il s'agit d'une distribution à faire entre eux, on ouvrira un ordre judiciaire ou amiable conformément à la loi du 15 août 1854 (art. 112 et s.).

Mais les difficultés commencent quand il s'agit de privilèges mobiliers, lesquels ne sont pas rendus publics par l'inscription. Ces créanciers doivent forcément se faire connaître à l'assureur s'ils veulent être payés. Par quel moyen ? « La voie de l'opposition serait la plus efficace. On objecte que la loi ne prescrit aucune forme, ce qui est vrai. Il y a lacune. Toujours est-il que, si les créanciers ne font aucune notifi-

cation à l'assureur, celui-ci pourra et devra même payer l'indemnité à l'assuré » (1).

§ II. — Loi du 11 juin 1874.

La législation belge s'est également occupée de l'insécurité que fait courir au créancier le changement de Compagnie du débiteur, sa négligence à payer les primes, ses retards, etc. Voici comment la loi du 11 juin 1874 règle l'assurance directe :

Chap. II, art. 6. — « Un créancier peut faire assurer la solvabilité de son débiteur : l'assureur pourra se prévaloir du bénéfice de discussion, sauf convention contraire ».

« Les créanciers saisissants ou nantis d'un gage et les créanciers privilégiés ou hypothécaires peuvent faire assurer en leur nom personnel les biens affectés au paiement de leurs créances ».

« Dans ce cas l'indemnité due à raison du sinistre, est subrogée de plein droit à leur égard aux biens assurés qui formaient leur gage ».

Art. 7. — « Lorsque des objets mobiliers ont été assurés, le paiement de l'indemnité fait à l'assuré libère l'assureur s'il n'a pas été fourni d'opposition entre ses mains ».

Art. 8. — « Les dispositions des deux articles pré-

(1) LAURENT, *Code civil*, t. XXXI, n° 412.

cédents n'auront d'effet qu'autant que le créancier viendrait en ordre utile dans la collocation ou dans la distribution, si la perte des objets saisis, engagés, hypothéqués ou sur lesquels existe le privilège n'était pas arrivée ».

La même loi s'occupe, en son art. 38, de l'assurance du risque locatif.

Chap. IV. — Art. 38. — « En cas d'incendie d'un immeuble, l'indemnité due au locataire qui a fait assurer le risque locatif est dévolue au propriétaire de l'immeuble, à l'exclusion des créanciers de l'assuré ».

« De même l'indemnité due par l'assureur du risque du recours des voisins appartient exclusivement à ceux-ci. Le tout sans préjudice des droits du propriétaire ou des voisins dans le cas où l'indemnité ne les couvrirait pas de la perte.

§ III. — Loi du 21 août 1879.

La loi de 1851 déclarait en son art. 44 qu'elle laissait en dehors de son action les dispositions des lois maritimes. Les indemnités d'assurances en cas de perte ou d'innavigabilité restaient donc le gage du créancier chirographaire ou autre, sans cause de préférence. La loi du 21 août 1879, qui permet de constituer des hypothèques sur un navire, changea cet état de choses par son article 149, ainsi conçu : « En cas de perte ou d'innavigabilité du navire, les droits

des créanciers s'exercent sur les choses sauvées ou sur leur produit, alors même que la créance ne serait pas encore due.

L'inscription de l'hypothèque vaut opposition au paiement de l'indemnité d'assurances. Dans le cas de règlement d'avaries, concernant le navire, le créancier hypothécaire pourra intervenir pour la conservation de ses droits ; il ne pourra les exercer que dans le cas où l'indemnité, en tout ou en partie, n'aurait pas été ou ne serait pas employée à la réparation du navire.

ESPAGNE

En Espagne, l'art. 1877 du nouveau C. civil de 1889 décide que l'hypothèque s'étend au montant des indemnités accordées ou dues au propriétaire par les assureurs de biens hypothéqués. Cet article ne fait que reproduire les dispositions de l'art. 110 de la loi hypothécaire du 8 février 1861, révisée par celle du 13 mars 1869 (1).

GRANDE-BRETAGNE

La loi du 22 août 1881 a pour objet de simplifier et améliorer la procédure du transfert de la propriété immobilière. Son article 19 contient la disposition suivante :

(1) DARRAS et TARBOURIECH, *Appendice*.

Art. 19. — Un créancier hypothécaire, quand l'hypothèque a été consentie par acte solennel, aura les pouvoirs suivants comme s'ils lui avaient été conférés par l'acte :

« le pouvoir à toute époque postérieure à la constitution de l'acte d'hypothèque, d'assurer le fonds hypothéqué contre l'incendie, les primes de cette assurance grevant le fonds au même rang et au même taux d'intérêt que l'emprunt garanti par l'hypothèque elle-même » (1).

ITALIE

La loi du 23 janvier 1887 sur le Crédit agricole renferme les dispositions suivantes :

Art. 12. — Si les objets soumis au privilège sont assurés, les sommes dues par les assureurs à titre d'indemnité pour perte ou dommage, sont affectées au paiement de la créance privilégiée, selon son rang, à moins que ces mêmes sommes ne soient employées à réparer la perte ou le dommage ».

Les premiers mots de l'article nous révèlent que la disposition n'est pas générale, et que l'attribution spéciale n'a lieu que pour les « objets soumis au privilège ». Quels sont-ils ? L'art. 1^{er} de la loi nous l'apprend :

Art. 1^{er}. — « En garanties des prêts faits aux pro-

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1882 (Grande Bretagne), p. 53.

priétaires ou aux fermiers des fonds ruraux par les établissements faisant les opérations de crédit agricole, un privilège spécial peut être constitué sur les fruits recueillis dans l'année, sur les récoltes qui se trouvent dans les habitations et bâtiments dépendant du fonds rural et qui proviennent de ce fonds lui-même, et sur tout ce qui sert à cultiver le fonds ou à le garnir » (1).

SUISSE

La législation suisse nous offre à diverses reprises cette particularité que les créanciers peuvent obliger leur débiteur à assurer leur gage.

Nous trouvons déjà de cette disposition dans une loi du 21 mars 1834 spéciale au canton de Berne (art. 6).

D'après cette loi, une telle obligation concerne les « propriétaires des bâtiments actuellement hypothéqués, à moins que les créanciers hypothécaires ne les dispensent formellement de cette obligation, et moyennant acquitter les dettes pour lesquelles les bâtiments sont hypothéqués ».

D'après l'art. 40 de cette loi, le propriétaire ne peut cesser son assurance sans le consentement des créanciers hypothécaires.

La loi du 21 septembre 1870, spéciale au canton de Genève, contient les dispositions suivantes :

(1) *Ann. de législ. étrangère*, 1888 (Italie), p. 493 et 496.

Art 1^{er}. — « Tout créancier peut exiger que l'immeuble de son débiteur soit assuré à une Compagnie qui lui offre une garantie suffisante ; faute par le débiteur de le faire, le créancier peut faire assurer lui-même aux frais du débiteur, il est subrogé de plein droit au prix accordé à l'assureur ».

« Art. 3. — En cas d'aliénation volontaire ou forcée de l'immeuble assuré, les droits et obligations résultant du contrat d'assurance sont transmis de plein droit au nouvel acquéreur contre l'assureur et réciproquement. Toutefois, le nouvel acquéreur a, de même que la Compagnie d'assurances, la faculté de provoquer la résiliation du contrat d'assurance, mais seulement avec le consentement des créanciers inscrits. Le premier contrat d'assurance continue à produire tous ses effets, tant qu'il n'a pas été remplacé par un nouveau contrat, comme il est dit ci-dessus.

« Art. 4. — L'assureur doit notifier aux tiers intéressés, par deux avis successifs insérés, à une semaine d'intervalle, dans la *Feuille d'avis*, le montant de l'indemnité par lui offerte, les noms et qualités de l'assuré, la situation et le numéro du bâtiment endommagé, le domicile de l'assureur dans le canton. Cet avis indique si l'insertion est la première ou la deuxième.

« A défaut de l'assureur, toute personne intéressée fait opérer cette insertion.

« Les créanciers hypothécaires inscrits sur le bâti-

ment assuré doivent, dans le délai de deux semaines dès la deuxième insertion, et s'ils s'y croient fondés, contester par voie de citation en justice le montant de l'indemnité offerte. Après ce délai ils ne seront plus admis à le faire.

Art. 5. — « Les créanciers ayant sur le bâtiment incendié un privilège dispensé de l'inscription sont, sans désignation nominale (et aussi longtemps que la loi consacrera cette dispense d'inscription), appelés à la distribution de l'indemnité par une sommation qui est insérée dans l'avis mentionné en l'article précédent.

« Cette sommation les met en demeure de se présenter et produire leurs titres au greffe du tribunal civil, dans le même délai de deux semaines à partir de la deuxième insertion à peine de forclusion.

Les lois suisses ne s'occupent pas seulement de régler avec soin la procédure; elles prévoient aussi la reconstruction de l'immeuble.

L'art. 37 de la loi du 31 octobre 1881 (canton de Berne) est ainsi conçu :

« Le paiement de l'indemnité n'aura pas lieu sans l'autorisation des créanciers hypothécaires, que le propriétaire reconstruise ou non son bâtiment ».

Une loi plus récente et spéciale au canton d'Unterwald, est relative à « l'emploi des indemnités d'incendie versées par les Compagnies d'assurances ».

En vertu de cette loi, les créanciers hypothécaires de l'immeuble sinistré ont le droit de se faire attribuer

l'indemnité d'assurances. Mais si le propriétaire de l'immeuble veut faire reconstruire le bâtiment brûlé ou endommagé, il a un droit de préférence sur l'indemnité pour les frais de reconstruction. La Commission supérieure de justice lui donne un délai pour faire cette déclaration et pour reconstruire l'immeuble. Quel que soit cependant le parti qu'il prenne, l'indemnité reste saisie au profit des créanciers hypothécaires ; elle ne peut être payée au propriétaire qu'au fur et à mesure des progrès de la construction (1).

(1) V. *Ann. de législ. étrangère*, 1888 (Canton d'Unterwald), p. 700.

Vu :

Le Président de la thèse,

E. CHAVEGRIN.

Vu :

Le Doyen :

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
HISTORIQUE	1
CHAPITRE I ^{er} . — Le principe de l'attribution spéciale...	1
CHAPITRE II. — Travaux législatifs.	8
SECTION I. — DEVANT LE SÉNAT.	8
SECTION II. — DEVANT LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.	22
COMMENTAIRE DE LA LOI DU 19 FÉVRIER 1889.....	27
PREMIÈRE PARTIE. — Attribution des indemnités dues par l'assureur ou le responsable.....	29
CHAPITRE I ^{er} . — Situation des créanciers privilégiés et hypothécaires avant la loi du 19 février 1889.....	29
CHAPITRE II. — Indemnités soumises à l'attribution pri- vilégiée	46
SECTION I. — INDEMNITÉS DUES PAR SUITE D'ASSURANCES.....	46
§ I. — <i>Assurances terrestres de choses</i>	46
§ II. — <i>Assurances maritimes</i>	47
§ III. — <i>Assurances contractées par un tiers détenteur</i> ..	53
SECTION II.....	53
§ I. — <i>Indemnités dues par le locataire ou par le voisin responsable (Commentaire de l'art. 3, § 1)</i>	53
§ II. — <i>Toutes autres indemnités dues par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque</i>	61
CHAPITRE III. — Des personnes bénéficiaires de l'indem- nité d'assurances.....	63
SECTION I. — PRIVILÈGES	63
SECTION II. — HYPOTHÈQUES.....	70
SECTION III. — CERTAINS DROITS PEUVENT-ILS ÊTRE ASSIMILÉS AUX PRIVILÈGES ET AUX HYPOTHÈQUES ?.....	70
§ I. — <i>Droit de rétention</i>	70
§ II. — <i>Séparation des patrimoines</i>	72
§ III. — <i>Rapport de l'héritier donataire</i>	73
§ IV. — <i>Usufruit</i>	74
SECTION IV. — EST-IL PERMIS DE DÉROGER PAR UNE CONVENTION A L'ATTRIBUTION DE L'ART. 2 ?.....	75

	Pages.
CHAPITRE IV. — Effets de l'attribution	78
SECTION I. — QUEL EST LE FONDEMENT JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTION PRIVILÉGIÉE DE L'ART. 2 ET DE L'ART. 3, § 1 ?	78
SECTION II. — QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE LA DISPENSE DE DÉLÉGATION EXPRESSE ?	83
SECTION III. — LA POLICE ET LES PRIMES D'ASSURANCES AVANT L'ARRIVÉE DU SINISTRE	86
SECTION IV. — RÉGLEMENT DE L'INDEMNITÉ	88
SECTION V. — PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ	91
§ I. — <i>De l'opposition</i>	92
§ II. — <i>De la bonne foi</i>	94
§ III. — <i>L'inscription vaut-elle opposition ?</i>	95
§ IV. — <i>Mode du paiement</i>	98
Disposition transitoire (art. 4)	101
DEUXIÈME PARTIE. — Assurances de responsabilité	105
CHAPITRE I ^{er} . — Attribution de l'indemnité d'assurances responsabilité avant la loi de 1889	108
CHAPITRE II. — Critique de la jurisprudence antérieure	112
CHAPITRE III. — Du bénéfice créé par l'art. 3, § 2	116
SECTION I. — CARACTÈRE DE L'ATTRIBUTION	116
SECTION II. — QUELLES PERSONNES SONT VISÉES PAR L'ART. 3 ?	117
SECTION III. — EFFETS DE L'ATTRIBUTION. PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ	117
SECTION IV. — L'ACTION DIRECTE ET LA JURISPRUDENCE	119
APPENDICE. — Le législateur n'a-t-il pas indiqué l'existence d'un principe général dont la loi du 19 février 1889 n'est qu'une application ?	133
TROISIÈME PARTIE. — Critiques adressées à la loi du 19 février 1889. — La proposition de loi Royer	139
QUATRIÈME PARTIE. — Droit comparé	163
Allemagne	165
Alsace-Lorraine	167
Cour d'appel de Cologne	173
Luxembourg	173
Prusse	174
République argentine	175
Belgique	176
Espagne	179
Grande-Bretagne	180
Italie	180
Suisse	189

